



CONSEIL PARLEMENTAIRE INTERREGIONAL

Lorraine – Luxembourg – Rhénanie-Palatinat – Sarre – Wallonie

INTERREGIONALER PARLAMENTARIER-RAT

Lothringen – Luxemburg – Rheinland-Pfalz – Saarland – Wallonien

19, rue du Marché-aux-Herbes, L-1728 Luxembourg Tél.: (352) 46 69 66-1 Fax: (352) 46 69 66-267

**Recueil des recommandations du CPI (séances plénières
des 15 décembre 2003 et 28 mai 2004) et des prises de
positions des gouvernements de Sarre et de Rhénanie-
Palatinat**

***Zusammenstellung der IPR-Empfehlungen
(Plenarsitzungen am 15. Dezember 2003 und am 28. Mai
2004) und der Stellungnahmen der Landesregierungen des
Saarlandes und von Rheinland-Pfalz***



Séance plénière du 15 décembre 2003, Metz / Plenarsitzung am 15. Dezember 2003, Metz

Recommandations / Empfehlungen

- L'emploi transfrontalier dans le domaine de la santé / *Die grenzüberschreitende Beschäftigung im Gesundheitswesen*.....**page 5**
- Développement du tourisme dans la Grande Région / *Tourismusentwicklung in der Großregion*.....**page 9**
- Programmes transfrontaliers de radiotélévision dans la Grande Région Sar-Lor-Lux / *Grenzüberschreitende Radio- und Fernsehprogramme in der Großregion Saar-Lor-Lux*.....**page 13**
- Plan d'action 2004-2006 de l'UE « Promotion de l'apprentissage des langues et de la diversité linguistique » / *EU-Aktionsplan 2004-2006 « Förderung des Sprachenlernens und der Sprachenvielfalt »***page 17**
- Signification de la Déclaration de Poitiers pour la coopération dans la Grande Région / *Bedeutung der Erklärung von Poitiers für die Zusammenarbeit in der Großregion*.....**page 19**

Prises de position / Stellungnahmen

- Avis du gouvernement du Land de Sarre relatifs aux recommandations du CPI en date du 15 décembre 2003 / *Stellungnahmen der saarländischen Landesregierung zu den Empfehlungen des IPR vom 15. Dezember 2003*.....**page 22**
- Avis du gouvernement du Land de Rhénanie-Palatinat relatifs aux recommandations du CPI en date du 15 décembre 2003 / *Stellungnahmen der Landesregierung von Rheinland-Pfalz zu den Empfehlungen des IPR vom 15. Dezember 2003*.....**page 46**

Recommandations / Empfehlungen

- Bitburg-Prüm/Eifel, une « région modèle » / *Modellregion Bitburg-Prüm/Eifel*.....**page 64**
- Coopération dans le domaine des bibliothèques en tenant compte particulièrement du patrimoine culturel de la Grande Région / *Zusammenarbeit im Bereich der Bibliotheken unter besonderer Berücksichtigung des kulturellen Erbes der Großregion*.....**page 67**
- Coopération dans la Région Sar-Lor-Lux dans le domaine de la musique / *Zusammenarbeit in der Saar-Lor-Lux-Region im Bereich der Musik*.....**page 69**

Prises de position / Stellungnahmen

- Avis du gouvernement du Land de Sarre relatifs aux recommandations du CPI en date du 28 mai 2004 / *Stellungnahmen der saarländischen Landesregierung zu den Empfehlungen des IPR vom 28. Mai 2004*.....**page 74**
- Avis du gouvernement du Land de Rhénanie-Palatinat relatifs aux recommandations du CPI en date du 28 mai 2004 / *Stellungnahmen der Landesregierung von Rheinland-Pfalz zu den Empfehlungen des IPR vom 28. Mai 2004*.....**page 81**



CONSEIL PARLEMENTAIRE INTERREGIONAL

Lorraine – Luxembourg – Rhénanie-Palatinat – Sarre – Wallonie

INTERREGIONALER PARLAMENTARIER-RAT

Lothringen – Luxemburg – Rheinland-Pfalz – Saarland – Wallonien

19, rue du Marché-aux-Herbes, L-1728 Luxembourg Tél.: (352) 46 69 66-1 Fax: (352) 46 69 66-267

Réunion plénière du 15 décembre 2003 / Plenarsitzung vom 15. Dezember 2003

Recommandations / Empfehlungen

- L'emploi transfrontalier dans le domaine de la santé / *Die grenzüberschreitende Beschäftigung im Gesundheitswesen*
- Développement du tourisme dans la Grande Région / *Tourismusentwicklung in der Großregion*
- Programmes transfrontaliers de radiotélévision dans la Grande Région Sar-Lor-Lux / *Grenzüberschreitende Radio- und Fernsehprogramme in der Großregion Saar-Lor-Lux*
- Plan d'action 2004-2006 de l'UE « Promotion de l'apprentissage des langues et de la diversité linguistique » / *EU-Aktionsplan 2004-2006 « Förderung des Sprachenlernens und der Sprachenvielfalt »* ;
- Signification de la Déclaration de Poitiers pour la coopération dans la Grande Région / *Bedeutung der Erklärung von Poitiers für die Zusammenarbeit in der Großregion*



CONSEIL PARLEMENTAIRE INTERREGIONAL

Lorraine – Luxembourg – Rhénanie-Palatinat – Sarre – Wallonie

INTERREGIONALER PARLAMENTARIER-RAT

Lothringen – Luxemburg – Rheinland-Pfalz – Saarland – Wallonien

19, rue du Marché-aux-Herbes, L-1728 Luxembourg Tél.: (352) 46 69 66-1 Fax: (352) 46 69 66-267

L'emploi transfrontalier dans le domaine de la santé

La Commission Affaires sociales du Conseil parlementaire interrégional a pris connaissance avec intérêt de l'initiative engagée en 2001-2002 par l'EURES transfrontalier Sarre – Lorraine – Luxembourg - Rhénanie Palatinat, portant sur la réalisation d'une étude sur l'emploi transfrontalier dans le domaine de la santé, à laquelle l'Université de Trèves se propose de donner suite pour assurer la permanence des analyses de ce secteur d'activité et dégager de nouvelles pistes de recherche et d'action.

Elle recommande que l'approche adoptée soit étendue au territoire de la Wallonie, afin de disposer d'une vue d'ensemble de la Grande Région dans ce domaine. Elle souligne d'ores et déjà l'intérêt de disposer d'un outil concret de présentation des grands systèmes de santé en vigueur dans l'Union européenne, qui détaille plus particulièrement les systèmes français, allemand et luxembourgeois, leur organisation, leur mode de financement, et les modalités de prise en charge des soins pour les ressortissants nationaux et les étrangers.

Le recensement, dans les différentes régions, des emplois dénombrés dans les différentes professions de santé, des effectifs hospitaliers et des lits disponibles, ainsi que l'exposé des dépenses de santé par an et par habitant démontre l'importance d'un secteur d'activité essentiel pour le bien-être des populations.

La Commission attache une attention toute particulière aux conditions dans lesquelles les travailleurs frontaliers doivent bénéficier de l'application du principe de liberté d'accès aux soins dans leur pays d'accueil, en vertu de la jurisprudence de la Cour de Justice de l'Union européenne.

Elle estime essentiel que la mise en œuvre de ce principe s'accompagne, si ce n'est d'une démarche d'uniformisation des systèmes de santé, du moins d'une confrontation et d'un rapprochement des pratiques, et d'une concertation renforcée entre les organismes prestataires. Elle prend note avec intérêt de la mise en place de moyens facilitant l'accès aux soins à l'étranger comme il en existe entre l'Allemagne et les "Pays-bas, au travers de la détention par les assurés sociaux d'une carte unique, et propose ainsi que soit étudié le même dispositif entre les cartes Vitale (F) ou Barmer (A) et les autres cartes en vigueur en Belgique et au Luxembourg.

Considérant les différences de conception des systèmes en présence dans la Grande Région, tenant aux cultures nationales, la Commission se félicite des échanges et des coopérations déjà mises en œuvre entre les services publics ou privés de santé dans différents domaines : formations communes ou concertées,

échanges de personnels et d'expériences, utilisation des infrastructures, rencontres des professionnels.

La Commission souhaite que les autorités nationales ou locales compétentes prennent en considération les effectifs importants de frontaliers exerçant une profession de santé dans l'une ou l'autre des régions voisines, et étudient les mesures de nature à résoudre leurs problèmes spécifiques d'adaptation, de statut, ou bien de pratiques professionnelles différenciées.

Elle souligne en effet la nécessité de franchir les obstacles qui subsistent encore entre les pays, tels que les incompatibilités entre les structures d'assistance ou les systèmes d'assurance et de remboursement, et les formalités de facturation fastidieuses qui en résultent, ou encore les divergences des formations de base et continue. La Commission insiste aussi sur l'obligation de traiter des phénomènes importants tels que la migration de certaines professions vers le Luxembourg en raison de rémunérations plus favorables, et les tensions qui en découlent pour d'autres régions en termes de recrutement.

Elle souligne de ce fait la nécessité de renforcer la coopération transfrontalière dans le domaine des secours médicaux et des services de conseil aux frontaliers pour les soins, ou encore le traitement de questions cruciales, telles que les conditions d'exercice de la profession d'infirmier sous statut de travailleur frontalier (comparaison des formations, des actes professionnels autorisés, des niveaux de rémunération...).

Elle souhaite la mise en œuvre d'analyses poussées du marché de l'emploi transfrontalier dans le domaine de la santé au travers de statistiques sur les postes occupés et les emplois vacants, et que soit dressé un état des potentiels et des perspectives de développement du secteur.

Tout en tenant compte des différents niveaux de compétence dans ce domaine, elle estime par ailleurs que les institutions ou administrations concernées devraient mettre en place des mécanismes de concertation pour l'élaboration de leurs programmes d'investissement, ou encore de financement des actions de formation dans le secteur de la santé. Il s'agirait ici de promouvoir des initiatives de regroupement d'établissements, par exemple pour la gestion de leurs achats, ou encore pour la rationalisation de leurs investissements en équipements lourds, afin de provoquer des économies d'échelle profitables à la baisse des charges qui pèsent notamment sur les budgets publics.

Elle propose enfin que les autorités responsables prennent l'initiative d'organiser une Conférence sur la Santé dans la Grande Région qui permettrait :

- de faire l'inventaire et d'étudier les différents systèmes et les pratiques en vigueur ;
- d'analyser concrètement les obstacles, d'une part, dans l'accès aux soins à l'étranger, d'autre part, dans la mobilité des professionnels du secteur ;
- de présenter les actions de coopération déjà engagées et les projets menés avec succès par les institutions concernées ;
- de proposer des solutions permettant de lever les obstacles recensés et promouvoir celles-ci au niveau européen.

Metz, le 15 décembre 2003



CONSEIL PARLEMENTAIRE INTERREGIONAL

Lorraine - Luxembourg - Rhénanie-Palatinat - Sarre - Wallonie

INTERREGIONALER PARLAMENTARIER-RAT

Lothringen - Luxemburg - Rheinland-Pfalz - Saarland - Wallonien

19, rue du Marché-aux-Herbes, L-1728 Luxembourg Tél.: (352) 46 69 66-1 Fax: (352) 46 69 66-267

Die grenzüberschreitende Beschäftigung im Gesundheitswesen

Die Kommission "Soziale Angelegenheiten" des Interregionalen Parlamentarierrates hat die im Jahr 2001-2002 von EURES-T Saar-Lor-Lux-Rheinland-Pfalz ergriffene Initiative zur Durchführung einer Studie über die grenzüberschreitende Beschäftigung im Gesundheitswesen mit Interesse zur Kenntnis genommen. Die Universität Trier schlägt eine Fortsetzung der Studie vor, um eine ständige Analyse dieses Wirtschaftsbereiches sicherzustellen und neue Forschungs- und Aktionswege zu eröffnen.

Die Kommission schlägt vor, dass das Untersuchungsgebiet auf Wallonien ausgedehnt wird, damit ein einheitlicher Überblick über die Großregion auf diesem Sektor gewonnen werden kann. Sie hebt die Bedeutung einer konkreten Studie hervor, welche die großen Gesundheitssysteme in der Europäischen Union präsentiert und insbesondere die deutschen, französischen und luxemburgischen Systeme, ihre Organisation, ihre Finanzierungsmechanismen sowie ihre Leistungs- und Betreuungsmöglichkeiten für Einheimische und Ausländer erläutert.

Die Beschäftigungszahlen in den verschiedenen Gesundheitsberufen der betroffenen Regionen, das Krankenhauspersonal und die Bettenkapazitäten sowie die jährlichen Pro-Kopf-Ausgaben für Gesundheitsleistungen veranschaulichen die Bedeutung dieses wichtigen Wirtschaftssektors für das Wohlergehen der Bevölkerung. Die Kommission misst den Bedingungen, unter denen die Grenzgänger gemäß der Rechtsprechung des Europäischen Gerichtshofes freien Zugang zu medizinischen Leistungen in ihrem Arbeitsland erhalten, besondere Bedeutung bei.

Wenn auch eine Vereinheitlichung nicht zu erzielen ist, so hält sie es dennoch für wesentlich, dass dieses Grundrecht durch Vergleich und Annäherung der Gesundheitssysteme sowie durch verstärkte Konzertation zwischen den Leistungsträgern verwirklicht wird. Sie nimmt mit Interesse zur Kenntnis, dass Maßnahmen zum vereinfachten Zugang zu Leistungen im Ausland getroffen wurden, so etwa zwischen Deutschland und den Niederlanden, wo sozialversicherte Grenzgänger lediglich eine Krankenversicherungskarte besitzen, die in beiden Ländern Gültigkeit hat. Sie schlägt vor, die Nachahmung dieses Modells auch für die "Carte Vitale (F)", Barmer (A) und die übrigen Krankenversicherungskarten in Belgien und Luxemburg zu prüfen.

Angesichts der national unterschiedlichen Sozialsysteme in der Großregion, begrüßt die Kommission die bereits bestehenden Kontakte und Kooperationen zwischen den öffentlichen und privaten Gesundheitsträgern in den verschiedenen Bereichen: gemeinsame oder koordinierte Bildungsmaßnahmen, Personal- und Erfahrungsaustausch, gemeinsame Nutzung von Infrastruktureinrichtungen, Treffen von Berufsgruppen.

Die Kommission regt an, dass die zuständigen nationalen oder lokalen Behörden der großen Zahl von Grenzgängern in den Gesundheitsberufen in den verschiedenen Teilregionen Rechnung tragen und Maßnahmen prüfen, die dazu geeignet erscheinen, die Probleme, die mit ihrer spezifischen Anpassung an nationale Bestimmungen, ihrem Status oder auch ihrer unterschiedlichen Berufspraxis im Zusammenhang stehen, zu lösen.

Sie hebt die Notwendigkeit hervor, immer noch bestehende Hindernisse zwischen den Ländern, wie etwa die Unvereinbarkeit der medizinischen Versorgungseinrichtungen sowie der Versicherungs- und Erstattungssysteme, die daraus resultierenden lästigen Abrechnungsvorschriften ebenso abzubauen wie die Unterschiede in den Aus- und Weiterbildungssystemen. Die Kommission unterstreicht darüber hinaus die Notwendigkeit, sich mit wichtigen Themen wie etwa der Abwanderung bestimmter Berufsgruppen nach Luxemburg aufgrund besserer Verdienstmöglichkeiten und der Spannungen, die daraus in den übrigen Teilregionen in Bezug auf den Arbeitskräftemangel entstehen, zu befassen.

Sie bekräftigt daher die Notwendigkeit einer intensiveren grenzüberschreitenden Zusammenarbeit im Bereich der Notfallmedizin und der Grenzgängerberatung in gesundheitlichen Fragen sowie der Behandlung von Kernfragen wie die Bedingungen der Ausübung der Krankenpflegeberufe als Grenzgänger (Vergleich der Ausbildungen, der zugelassenen Tätigkeiten, der Gehälter, ...).

Sie hofft auf die Umsetzung weitreichender Studien des grenzüberschreitenden Arbeitsmarktes im Bereich des Gesundheitswesens, so beispielsweise auf die Erstellung von Statistiken über besetzte und offene Arbeitsstellen. Darüber hinaus sollte eine Bestandsaufnahme der Entwicklungspotentiale und -perspektiven in diesem Beschäftigungsbereich erstellt werden.

Unter Berücksichtigung der unterschiedlichen Kompetenzebenen auf diesem Sektor ist die Kommission der Auffassung, dass die betroffenen Institutionen und Behörden Wege finden sollten, sich bei ihren Investitions- und Finanzierungsprogrammen, aber auch bei ihren Ausbildungsprogrammen im Gesundheitssektor stärken abzustimmen. Hier ist an eine Zusammenarbeit von Einrichtungen etwa im Rahmen gemeinsamer Einkaufsabwicklungen oder Rationalisierungsbestrebungen bei der Investition in teure Großanlagen gedacht, um Einsparungsmöglichkeiten zu nutzen, was insbesondere die öffentlichen Haushalte entlasten würde.

Schließlich schlägt sie vor, dass die verantwortlichen Behörden die Organisation einer Gesundheitskonferenz mit folgenden Schwerpunkten initiieren:

- Bestandsaufnahme und Untersuchung der verschiedenen Gesundheitssysteme und der geltenden Praktiken,
- konkrete Analyse der Hindernisse beim Zugang zu medizinischen Leistungen im Ausland einerseits und bei der Mobilität der Gesundheitsberufe andererseits,
- Vorstellung bereits erfolgreicher Kooperationen und Projekte,
- Erarbeitung von Lösungsvorschlägen mit dem Ziel, die bestehenden Hindernisse abzubauen, und Werbung dafür auf europäischer Ebene.

Metz, den 15. Dezember 2003



CONSEIL PARLEMENTAIRE INTERREGIONAL

Lorraine – Luxembourg – Rhénanie-Palatinat – Sarre – Wallonie

INTERREGIONALER PARLAMENTARIER-RAT

Lothringen – Luxemburg – Rheinland-Pfalz – Saarland – Wallonien

19, rue du Marché-aux-Herbes, L-1728 Luxembourg Tél.: (352) 46 69 66-1 Fax: (352) 46 69 66-267

Développement du tourisme dans la Grande Région

Le CPI considère que la commercialisation des ressources potentielles de la Grande Région en matière de tourisme, coordonnée et ciblée sur des groupes spécifiques clairement définis, est de nature à donner à cette région, au plan culturel et économique, l'impulsion essentielle à son avenir.

À cet effet, le CPI accueille favorablement les initiatives, élaborées aux sommets de Trèves, Liège et Sarrebruck, qui sont destinées à promouvoir le tourisme comme facteur favorable au développement de la Grande Région.

Le 4ème Sommet, le 19 novembre 1998, à Trèves, ayant souligné la cohérence des relations entre le tourisme, le développement durable et le respect de l'environnement, avait cité, en exemples de référence, les parcs naturels de la Grande Région.

Le 5ème Sommet, le 3 mai 2000, à Liège, ayant dessiné des projets concrets dans le domaine „tourisme et culture“, les avait ensuite mis en chantier.

Le 7ème Sommet, le 30 juin 2003, à Sarrebruck, a présenté un rapport final où figurent, quant aux produits offerts, des propositions appelées à déboucher sur une conception commune de commercialisation et aptes à livrer ainsi, aux intervenants et acteurs des activités du tourisme, les éléments de base leur permettant de gérer, avec succès, le développement touristique de l'ensemble de la Région.

Le CPI demande aux organismes du tourisme, compétents en la matière, de faire avancer l'exécution progressive des mesures proposées dans l'étude faite à Trèves par l'Institut Européen du Tourisme (ETI), en vue d'y introduire, à partir des produits du tourisme offerts par les différents territoires spécifiques de la Région, l'interconnexion de ces offres en des opérations de stratégie commerciale étroitement liées entre-elles et, en particulier, de promouvoir en commun des thématiques réputées prometteuses, telles que celles relevant des domaines suivants: „culture et savoir-vivre“, „frontières à portée de la main“, „activités sans frontières“, „le vécu de notre histoire universelle“ (l'héritage vécu)“, „vivre la nature“ et „singularité des espaces et territoires régionaux“. Ces mesures auront pour effet d'accroître encore l'intérêt touristique dévolu à la Région et de mieux la faire connaître.

Le CPI considère en particulier que cette stratégie, qui se déduit des enquêtes menées auprès des organismes et instituts, doit aboutir à l'objectif défini qui est, par un intense marketing touristique intérieur (auprès des habitants de la Grande Région même) et par une interconnexion informative des intervenants et acteurs des activités touristiques sur les lieux (un millier environ), de propager encore davantage, dans le Région même, les éléments de connaissance au sujet des diverses facettes des avantages présentés par l'espace commun culturel, naturel et économique de la Grande Région: un intensif tourisme intérieur, conçu comme moteur d'identification des habitants avec leur Région, de nature à promouvoir aussi indirectement ce qu'il est convenu d'appeler le „tourisme entrant“ (Income-Tourismus) et apte à attirer davantage de visiteurs, autres que les „touristes intérieurs“, leur donnant ainsi l'envie de vivre la pluralité de l'Europe en une vue d'ensemble présentée dans le cadre de la Grande Région.

Le CPI appuie aussi, pour cela, la demande, formée dans le cadre de la „vision 2020“ (projet de la Commission politique dirigée par M. Santer), ayant pour objet l'installation d'une „Agence pour le marketing du tourisme“ dont la mission sera d'élaborer, sous une optique professionnelle, une conception du tourisme qui soit propre à la Grande Région, de la traduire dans les faits, et de l'adapter aux instances déjà existantes au niveau régional et local. L'agence devra se fonder sur les structures du tourisme déjà en place dans les territoires composant la Grande Région et en assurer le soutien.

Le CPI fait appel aux membres du 8ème Sommet Régional, ainsi qu'aux représentants des Exécutifs et Gouvernements de la Grande Région qui coopèrent et agissent dans le cadre de ce sommet, leur demandant de donner la priorité à l'installation d'une agence centrale pour le marketing du tourisme sous la forme d'un „projet type“ européen susceptible d'être éligible et financé au titre des fonds INTERREG.

Metz, le 15 décembre 2003



CONSEIL PARLEMENTAIRE INTERREGIONAL

Lorraine - Luxembourg - Rhénanie-Palatinat - Sarre - Wallonie

INTERREGIONALER PARLAMENTARIER-RAT

Lothringen - Luxembourg - Rheinland-Pfalz - Saarland - Wallonien

19, rue du Marché-aux-Herbes, L-1728 Luxembourg Tél.: (352) 46 69 66-1 Fax: (352) 46 69 66-267

Tourismusentwicklung in der Großregion

Der IPR hält die koordinierte und zielgruppenspezifisch orientierte Vermarktung der touristischen Potentiale der Großregion für einen wichtigen kulturellen und wirtschaftlichen Impuls für die Zukunft der Großregion.

Der IPR begrüßt deswegen die Initiativen der Gipfel von Trier, Lüttich und Saarbrücken zum Ausbau des Tourismus als Standortfaktor der Großregion.

Der 4. Gipfel am 19. November 1998 in Trier hatte den Zusammenhang von Tourismus, Nachhaltigkeit und Umweltgerechtigkeit herausgestellt und an den Naturparks der Großregion exemplifiziert.

Der 5. Gipfel in Lüttich am 3. Mai 2000 hatte konkrete Projekte im Bereich „Tourismus und Kultur“ beschrieben und auf den Weg gebracht.

Der 7. Gipfel am 30. Juni 2003 in Saarbrücken hat einen Endbericht vorgelegt, der Produktvorschläge für ein gemeinsames Vermarktungskonzept enthält, um den touristischen Akteuren der Region eine Grundlage zu geben, die touristische Entwicklung der Gesamtregion erfolgreich zu steuern.

Der IPR fordert die zuständigen Tourismusverwaltungen auf, die in der Studie des Europäischen Tourismus-Instituts (ETI) in Trier vorgeschlagenen Schritte zur Vernetzung der touristischen Produkte der Teilregionen in übergreifenden Vermarktungsstrategien einzuleiten und insbesondere die als aussichtsreich identifizierten Themenfelder, „Kultur und Genuss“, „Grenzen zum Anfassen“, „Aktiv ohne Grenzen“, „Weltgeschichte zum Anfassen (Erlebbares Erbe)“, „Natur erleben“ und „Singularität der Räume und Regionen“ zielgruppenorientiert gemeinsam zu vermarkten und damit die Attraktivität der Region als touristische Destination weiter zu steigern und bekannt zu machen.

Der IPR hält insbesondere die aus Befragungen von Organisationen und Instituten abgeleitete Strategie für zielführend, durch intensives touristisches Binnenmarketing (für die Bevölkerung der Großregion selber) und durch informationelle Vernetzung der (etwa 1000) touristischen Akteure vor Ort das Wissen um die vielgestaltige Attraktivität des gemeinsamen Kultur-, Natur-, und Wirtschaftsraums der Großregion in der Region selbst stärker zu verbreiten: Intensiver Binnentourismus als Motor der Identifikation der Bevölkerung mit der Region fördert mittelbar auch den sogenannten Income-Tourismus und erhöht die Chancen, Besucher von außerhalb als „Binnentouristen“ mit dem Anreiz zu locken, die Vielfalt Europas im überschaubaren Raum der Großregion zu erleben.

Der IPR unterstützt deswegen die auch in dem „Zukunftsbild 2020“ (der sog. Santer-Kommission) erhobene Forderung, eine Agentur für Tourismusmarketing einzurichten, die das Tourismuskonzept für die Großregion professionell erarbeitet und umsetzt und den bestehenden Einrichtungen auf regionaler und lokaler Ebene zuarbeitet. Die Agentur soll auf der in den Teilregionen bereits bestehenden Tourismusstruktur aufbauen und diese unterstützen.

Der IPR appelliert an den 8. Regionalgipfel und an die in ihm zusammenarbeitenden Exekutiven und Regierungen der Großregion, die Einrichtung einer zentralen Agentur für Tourismusmarketing als aus INTERREG-Mitteln förderfähiges europäisches Modellprojekt mit Vorrang zu betreiben.

Metz, den 15. Dezember 2003



CONSEIL PARLEMENTAIRE INTERREGIONAL

Lorraine - Luxembourg - Rhénanie-Palatinat - Sarre - Wallonie

INTERREGIONALER PARLAMENTARIER-RAT

Lothringen - Luxemburg - Rheinland-Pfalz - Saarland - Wallonien

19, rue du Marché-aux-Herbes, L-1728 Luxembourg Tél.: (352) 46 69 66-1 Fax: (352) 46 69 66-267

Programmes transfrontaliers de radiotélévision dans la Grande Région Sar-Lor-Lux

1. Le CPI est convaincu que des émissions transfrontalières des chaînes de radio et de télévision de la Grande Région sont susceptibles de contribuer au rapprochement de la région Saar-Lor-Lux. Il voit cette contribution notamment en ce qui concerne l'apprentissage de la langue du voisin, une meilleure information sur les événements et manifestations de la région voisine et le renforcement d'une conscience régionale transfrontalière d'appartenance à une grande région homogène.
2. Le CPI apprécie les offres proposées jusque-là par les stations de radiodiffusion dans la Grande Région, et plus particulièrement par le Saarländischer Rundfunk, France 3 et le Südwestrundfunk, qui comprennent des réalisations sur les infos et sujets d'actualité du pays ou de la région voisin(e), et se prononce en faveur d'un développement et d'un élargissement de ces offres.
3. Le CPI se prononce en faveur du renforcement de la coopération des médias et d'un développement de la coopération dans le domaine des programmes de télévision et de radio. Il qualifie d'exemplaire la coopération existant entre le Saarländischer Rundfunk et France 3, et il préconise une intégration de tous les médias de droit public de toute la Grande Région dans une coopération ayant pour objectif de mettre au point des réalisations communes, d'échanger des réalisations et de promouvoir la coopération entre journalistes.
4. Le CPI salue la création d'un réseau de médias pour la Grande Région Saar-Lor-Lux suite à une initiative prise par la Landesmedienanstalt Saarland et le considère comme étant un apport fondamental à l'amélioration de la coopération entre les journalistes de la Grande Région. Il invite les chaînes de radiotélévision et les exécutifs de la Grande Région à soutenir l'élargissement futur du réseau des médias et à profiter d'une coopération dans le cadre du réseau des médias afin d'améliorer la coopération transfrontalière des partenaires de l'audiovisuel dans la Grande Région.

5. Le CPI juge souhaitable d'intégrer progressivement dans les grilles de programmes normaux, en plus des émissions spéciales, les reportages depuis et sur les régions composant la Grande Région telles que « drumrum » du Saarländischer Rundfunk, et il salue les conceptions mises au point dans ce sens par les chaînes de radiotélévision, et plus particulièrement par le Südwestrundfunk. Il est également d'avis que l'intégration progressive dans les grilles des infos normales requiert aussi une amélioration des conditions cadres du travail des journalistes et il propose que les chaînes de radiotélévision de la Grande Région examinent la possibilité d'envoyer des correspondants communs dans les régions voisines, par exemple au Luxembourg.

6. Le CPI se prononce en faveur d'une amélioration des conditions permettant aux auditeurs et téléspectateurs de capter les programmes de radio et de télévision des régions voisines au niveau transfrontalier. Une mesure susceptible d'y contribuer devrait être la mise sur le réseau câblé des programmes de télévision, notamment à proximité des frontières. Dans le cadre d'une coopération améliorée, les chaînes de radiotélévision devraient oeuvrer à ce que les réalisations spécialement conçues pour la Grande Région, telles l'émission « Drumrum » du Saarländischer Rundfunk, puissent être captées dans toutes les régions faisant partie de la Grande Région.

Metz, le 15 décembre 2003



CONSEIL PARLEMENTAIRE INTERREGIONAL

Lorraine - Luxembourg - Rhénanie-Palatinat - Sarre - Wallonie

INTERREGIONALER PARLAMENTARIER-RAT

Lothringen - Luxemburg - Rheinland-Pfalz - Saarland - Wallonien

19, rue du Marché-aux-Herbes, L-1728 Luxembourg Tél.: (352) 46 69 66-1 Fax: (352) 46 69 66-267

Grenzüberschreitende Radio- und Fernsehprogramme in der Großregion Saar-Lor-Lux

1. Der IPR ist der Überzeugung, dass grenzüberschreitende Sendungen in den Radio- und Fernsehprogrammen der Großregion einen wichtigen Beitrag dazu leisten können, die Saar-Lor-Lux-Region zusammenwachsen zu lassen. Er sieht diesen Beitrag insbesondere im Hinblick auf die Vermittlung der Sprache des Nachbarn, eine bessere Information über Ereignisse und Veranstaltungen in der Nachbarregion und auf die Stärkung eines grenzüberschreitenden regionalen Bewußtseins der Zugehörigkeit zu einer einheitlichen Großregion.
2. Der IPR würdigt die bisherigen Angebote der Rundfunkanstalten in der Großregion, insbesondere des Saarländischen Rundfunks, von France 3 und des Südwestrundfunks, an Produktionen, die Nachrichten und Themen des Nachbarlandes bzw. der Nachbarregion zum Gegenstand haben, und spricht sich dafür aus, diese Angebote weiterzuentwickeln und auszuweiten.
3. Der IPR spricht sich für eine Verstärkung der Zusammenarbeit der Medien und eine Weiterentwicklung der Kooperation im Bereich der Fernseh- und Radioprogramme aus. Er bewertet die bestehende Zusammenarbeit zwischen Saarländischem Rundfunk und France 3 als beispielgebend und befürwortet eine Einbeziehung der öffentlich-rechtlichen Medien in allen Teilen der Großregion in eine Kooperation mit dem Ziel gemeinsamer Programmvorhaben, des Austauschs von Produktionen und einer verstärkten journalistischen Zusammenarbeit.
4. Der IPR begrüßt die Gründung eines Mediennetzwerks für die Großregion Saar-Lor-Lux auf Initiative der Landesmedienanstalt des Saarlandes und sieht darin einen wichtigen Beitrag zu einer verbesserten journalistischen Zusammenarbeit in der Großregion. Er fordert die Rundfunkanstalten und die Exekutiven der Großregion auf, den weiteren Aufbau des Mediennetzwerkes zu unterstützen und die Mitarbeit im Mediennetzwerk für eine verbesserte grenzüberschreitende Zusammenarbeit der Medienpartner in der Großregion zu nutzen.

5. Der IPR hält es für wünschenswert, dass die Berichterstattung aus und über die Nachbarregionen der Großregion über die dazu vorgesehenen Sendungen, z.B. die Sendung „drumrum“ des Saarländischen Rundfunks, hinaus zunehmend Eingang in die Regelprogramme findet und begrüßt entsprechende Konzeptionen der Rundfunkveranstalter, insbesondere des Südwestrundfunks. Er teilt die Einschätzung, dass die zunehmende Berücksichtigung in der Regelberichterstattung auch eine Verbesserung der journalistischen Rahmenbedingungen erfordert und regt an, dass die Rundfunkanstalten der Großregion die gemeinsame Einrichtung von Korrespondenten in den Nachbarregionen, etwa in Luxemburg, prüfen.
6. Der IPR spricht sich dafür aus, verstärkt die Voraussetzungen dafür zu schaffen, dass die Radio- und Fernsehprogramme der Nachbarregionen von den Zuschauern und Zuhörern grenzüberschreitend wahrgenommen werden können. Dazu sollte auch beitragen, dass, insbesondere in Grenznähe, die Fernsehprogramme der Nachbarregionen in die Kabelnetze eingespeist werden. Die Rundfunkveranstalter sollten im Rahmen einer verbesserten Zusammenarbeit darauf hinwirken, dass Produktionen, die speziell für die Großregion konzipiert sind, etwa die Sendung „drumrum“ des Saarländischen Rundfunks, in allen Teilen der Großregion empfangen werden können.

Metz, den 15.Dezember 2003



CONSEIL PARLEMENTAIRE INTERREGIONAL

Lorraine - Luxembourg - Rhénanie-Palatinat - Sarre - Wallonie

INTERREGIONALER PARLAMENTARIER-RAT

Lothringen - Luxemburg - Rheinland-Pfalz - Saarland - Wallonien

19, rue du Marché-aux-Herbes, L-1728 Luxembourg Tél.: (352) 46 69 66-1 Fax: (352) 46 69 66-267

Plan d'action 2004-2006 de l'UE « Promotion de l'apprentissage des langues et de la diversité linguistique »

1. Le CPI salue l'intention de la Commission de l'UE d'adopter un plan d'action 2004-2006 destiné à promouvoir l'apprentissage des langues et la diversité linguistique. Il soutient les objectifs et les mesures concrètes portant sur l'apprentissage de langues tout au long de la vie, l'amélioration de l'enseignement des langues et la création d'un environnement favorable aux langues qui figurent au plan d'action.
2. Le CPI considère que c'est notamment le projet de mettre en contact les enfants dès leur plus jeune âge avec « la langue maternelle plus deux autres langues » qui appuie l'objectif du CPI d'œuvrer en faveur du bilinguisme des habitants de la Grande Région Saar-Lor-Lux qui devraient maîtriser non seulement leur propre langue, mais aussi celle du voisin.
3. Le CPI saluerait si on tirait pleinement profit des possibilités de soutien de mesures concrètes offertes par ce plan d'action pour intensifier l'apprentissage des langues, de manière que ledit plan contribue à l'accomplissement de l'objectif du bilinguisme dans la Grande Région.
4. Hormis cela, le CPI estime que le plan d'action peut appuyer les responsables politiques de la Grande Région qui oeuvrent en faveur d'une amélioration du cadre financier destiné à l'apprentissage et l'enseignement des langues.

Metz, le 15 décembre 2003



CONSEIL PARLEMENTAIRE INTERREGIONAL

Lorraine - Luxembourg - Rhénanie-Palatinat - Sarre - Wallonie

INTERREGIONALER PARLAMENTARIER-RAT

Lothringen - Luxemburg - Rheinland-Pfalz - Saarland - Wallonien

19, rue du Marché-aux-Herbes, L-1728 Luxembourg Tél.: (352) 46 69 66-1 Fax: (352) 46 69 66-267

EU-Aktionsplan 2004-2006 „Förderung des Sprachenlernens und der Sprachenvielfalt“

1. Der IPR begrüßt die Absicht der EU-Kommission, einen Aktionsplan zur Förderung des Sprachenlernens und der Sprachenvielfalt für die Jahre 2004 bis 2006 zu verabschieden. Er unterstreicht die im Aktionsplan aufgeführten Ziele und konkreten Maßnahmen in den Bereichen lebenslanges Sprachenlernen, besserer Sprachunterricht und Schaffung eines sprachenfreundlichen Umfelds.
2. Der IPR sieht insbesondere in der Zielsetzung, vom jüngsten Kindesalter an die „Muttersprache plus zwei weiterer Sprachen“ zu vermitteln, eine Unterstützung für das Ziel des IPR, im Bereich der Großregion Saar-Lor-Lux eine Zweisprachigkeit in Bezug auf die Heimatsprache und die Sprache des Nachbarn anzustreben.
3. Der IPR würde es begrüßen, wenn im Bereich der Großregion die Möglichkeiten des Aktionsplans zur Unterstützung konkreter Maßnahmen zu einem verstärkten Sprachenlernen genutzt würden und der Aktionsplan so zu einer Annäherung an das Ziel der Zweisprachigkeit der Großregion beitragen würde.
4. Der IPR erwartet darüberhinaus vom Aktionsplan eine politische Unterstützung für die politisch Verantwortlichen in der Großregion, die sich für eine Verbesserung der finanziellen Rahmenbedingungen für Sprachenerwerb und Sprachunterricht einsetzen.

Metz, den 15.Dezember 2003



CONSEIL PARLEMENTAIRE INTERREGIONAL

Lorraine - Luxembourg - Rhénanie-Palatinat - Sarre - Wallonie

INTERREGIONALER PARLAMENTARIER-RAT

Lothringen - Luxemburg - Rheinland-Pfalz - Saarland - Wallonien

19, rue du Marché-aux-Herbes, L-1728 Luxembourg Tél.: (352) 46 69 66-1 Fax: (352) 46 69 66-267

Signification de la Déclaration de Poitiers pour la coopération dans la Grande Région

1. Le CPI salue la déclaration faite à l'occasion de la rencontre des Régions françaises et des Länder allemands qui s'est tenue les 27 et 28 octobre 2003 à Poitiers ainsi que la profession de foi en faveur d'un renforcement de la coopération entre les régions de France et les Länder d'Allemagne.
2. Le CPI constate et approuve l'intention qui régit la coopération entre les régions et les länder, qui correspond largement aux objectifs politiques poursuivis depuis sa fondation par le CPI et ses régions membres en Allemagne et en France, en commun avec les régions membres Luxembourg et Wallonie ; en conséquence , il considère que l'importance des régions au sein de la Grande Région et de leur coopération s'en trouve globalement renforcée.
3. Le CPI fait de son mieux pour que l'esprit de la déclaration de Poitiers inspire la coopération dans la Grande Région et apporte non seulement une pierre fondamentale à la coopération franco-allemande, mais contribue en même temps à la création d'un réseau dense de coopérations régionales au niveau européen. Le CPI lance un appel en la matière non seulement aux élus, mais également aux exécutifs de la Grande Région.

Metz, le 15 décembre 2003



CONSEIL PARLEMENTAIRE INTERREGIONAL

Lorraine – Luxembourg – Rhénanie-Palatinat – Sarre – Wallonie

INTERREGIONALER PARLAMENTARIER-RAT

Lothringen – Luxemburg – Rheinland-Pfalz – Saarland – Wallonien

19, rue du Marché-aux-Herbes, L-1728 Luxembourg Tél.: (352) 46 69 66-1 Fax: (352) 46 69 66-267

Bedeutung der Erklärung von Poitiers für die Zusammenarbeit in der Großregion

1. Der IPR begrüßt die Erklärung aus Anlaß des Treffens der deutschen Länder und französischen Regionen am 27./28.10.2003 in Poitiers und das darin enthaltene Bekenntnis zu einer Verstärkung der Zusammenarbeit der Länder und Regionen Deutschlands und Frankreichs.
2. Der IPR stellt zustimmend fest, dass die Absicht der Zusammenarbeit der Länder und Regionen in hohem Maße mit den politischen Zielen übereinstimmt, die vom IPR und seinen Mitgliedsregionen in Deutschland und Frankreich, gemeinsam mit den Mitgliedsregionen Luxemburg und Wallonien, seit seiner Gründung verfolgt werden und sieht darum die Bedeutung der Regionen in der Großregion und ihrer Zusammenarbeit insgesamt gestärkt.
3. Der IPR setzt sich dafür ein, den Geist der Erklärung von Poitiers in die Zusammenarbeit in der Großregion einfließen zu lassen und damit nicht nur einen wichtigen Beitrag für die Zusammenarbeit zwischen Deutschland und Frankreich zu leisten, sondern zugleich zum Entstehen eines engen Geflechts regionaler Zusammenarbeit in Europa beizutragen. Der IPR sieht Parlamentarier und Exekutiven in der Großregion gleichermaßen dazu aufgerufen.

Metz, den 15.Dezember 2003



CONSEIL PARLEMENTAIRE INTERREGIONAL

Lorraine – Luxembourg – Rhénanie-Palatinat – Sarre – Wallonie

INTERREGIONALER PARLAMENTARIER-RAT

Lothringen – Luxemburg – Rheinland-Pfalz – Saarland – Wallonien

19, rue du Marché-aux-Herbes, L-1728 Luxembourg Tél.: (352) 46 69 66-1 Fax: (352) 46 69 66-267

Réunion plénière du 15 décembre 2003 / Plenarsitzung vom 15. Dezember 2003

Prises de position / Stellungnahmen

- Prises de position du Gouvernement du Land de Sarre / *Stellungnahmen der saarländischen Landesregierung*
- Prises de position du Gouvernement du Land de Rhénanie-Palatinat / *Stellungnahmen der Landesregierung von Rheinland-Pfalz*

Communiqué du Gouvernement du Land de Sarre

Avis en réponse aux recommandations du Conseil Parlementaire Interrégional (CPI) relatives à « L'emploi transfrontalier dans le domaine de la santé »

Le Land de Sarre, soucieux en premier lieu des questions intéressant tous les domaines de la coopération transfrontalière, déclare accueillir favorablement les analyses et travaux auxquels le CPI s'est consacré au sujet de l'emploi transfrontalier dans le domaine de la santé.

La santé publique occupe en effet, dans le processus de l'unification de l'Europe, une position à part, les dispositions réglementaires des accords interétatiques européens relatives à la libre circulation des personnes, des marchandises, ainsi que des produits, des services et du capital, ne s'appliquant pas au soutien sanitaire. Pour cette raison, une importance toute particulière est donnée, dans le domaine de la santé publique, aux activités ayant pour origine immédiate les régions voisines.

En conséquence, le Land de Sarre a appuyé l'initiative du CPI préconisant une étude sur les activités professionnelles transfrontalières dans le domaine de la santé publique, cette étude ayant été déjà intégrée en 2001-2002 au programme EURES-T (Saar-Lor-Lux – Rhénanie-Palatinat).

L'analyse spécifique du marché de l'emploi se heurte, en particulier dans le cas des professions médicales, à des obstacles considérables, les données significatives étant incomplètes et se prêtant mal aux comparaisons. C'est ainsi que, par exemple, nous rencontrons, dans les différentes régions, des dispositions de niveau national fort diverses qui s'appliquent au recueil des données ou à la définition de notions essentielles dans le domaine du marché de l'emploi (p.ex. : définitions du « taux d'activité » ou du « taux d'emploi », etc.). La mouvance des dispositions réglementaires, avec leurs modifications, a aussi pour effet, sur des périodes à long terme, de provoquer l'apparition de ruptures contextuelles qui rendent encore plus difficiles les comparaisons. On essaye de combler le vide ainsi créé avec l'étude des chapitres du projet EURES qui sont essentiellement consacrés à la politique du marché du travail et à la politique de l'emploi, à savoir : « L'emploi transfrontalier dans le domaine de la santé Saar-Lor-Lux – Rhénanie-Palatinat - Analyse du secteur transfrontalier de la santé ».

Outre l'EURES-Transfrontalier, c'est l'observatoire interrégional du marché de l'emploi (OIE) qui s'emploie en particulier au travail d'enquête et d'analyse intéressant le marché de l'emploi transfrontalier, et qui en publie les résultats dans son rapport annuel « Situation du marché de l'emploi dans la Grande Région ». C'est aussi dans le cadre de cet observatoire que coopèrent étroitement les instituts

scientifiques et offices d'études statistiques des diverses régions frontalières. Est actuellement en préparation, au sujet du marché de l'emploi dans la région frontalière, une enquête, relativement étendue, dont les recherches, cela va de soi, ne sont pas toutes axées sur les professions médicales.

L'étude EURES livre des informations intéressantes sur le marché de l'emploi transfrontalier dans le domaine de la santé publique. Accueillant, pour cette raison, très favorablement la poursuite de ces études, le Land, a confirmé, lors du 7ème Sommet de la Grande Région, le 30 juin 2003, l'objectif convenu : créer un marché de l'emploi sous une forme commune et une structure intégrée.

L'objectif général de l'action transfrontalière du Land de Sarre est, en vue de la création de synergies communes, la fusion des instruments politiques et économiques des différentes régions partenaires. Toute région partenaire doit être en mesure de profiter des capacités offertes par les régions voisines. Dans ce sens, le Land de Sarre appuie la proposition, émanant du CPI, d'étendre le champ des investigations à la Wallonie, ceci afin d'acquérir une vue d'ensemble uniforme apte à couvrir, dans le secteur considéré, l'étendue de la Grande Région.

Le CPI fait ressortir l'importance qu'il attache à la réalisation d'une étude concrète qui, présentant les principaux systèmes de la santé publique de l'Union européenne, explique plus particulièrement les systèmes allemands, français et luxembourgeois et apporte toutes les précisions utiles quant à leur organisation et leurs mécanismes de financement respectifs, ainsi qu'aux possibilités de prestations et soins au profit des citoyens des pays considérés et des ressortissants de statut étranger.

Un pas a déjà été fait : le projet modèle « Coopération transfrontalière dans le cadre des systèmes de santé en Lorraine et en Sarre » est actuellement en préparation. Inscrit parmi les projets que l'Union européenne est appelée à promouvoir dans le cadre du Programme Interreg III (A), il bénéficie du cofinancement commun du Land de Sarre, de la Région Lorraine et de l'Etat français. Il se limite, tout d'abord, à l'étendue du département de la Moselle et du Land de Sarre, les organismes responsables du projet étant, côté lorrain, le « Centre Lorrain des Technologies de la Santé (CLTS) » et, côté sarrois, la « Landesarbeitsgemeinschaft für Gesundheitsförderung Saarland (LAGS e.V.) ». Les objectifs du projet sont, dans un délai de quatre ans (2002 à 2006), de présenter les résultats suivants :

- comparaison des structures de santé dans les deux régions voisines,
- saisie et documentation sur l'exercice des droits dans un cadre transfrontalier,
- configuration d'une banque de données comportant les informations relatives aux installations et organismes de santé publique,
- amélioration de la coordination des offres du domaine des soins médicaux et simplification de l'exercice des droits dans un cadre transfrontalier,
- incitation, suivi et soutien de la coopération transfrontalière entre installations et organismes de santé publique dans les deux régions voisines.

Reçoit également l'appui expresse du Land de Sarre, comme répondant à ses objectifs : la proposition du CPI d'habiliter, au niveau national ou local, les autorités compétentes à prendre elles-mêmes toutes mesures utiles au règlement des problèmes des frontaliers exerçant des activités professionnelles d'ordre médical.

C'est ainsi que la chambre de travail de Sarre (« Arbeitskammer des Saarlandes ») a, par exemple, publié un guide à l'usage des frontaliers (« Guide pour les frontaliers Allemagne - France ») où figurent les informations sur le droit du travail et le droit de la sécurité sociale, ainsi que sur les dispositions fiscales, intéressant les frontaliers ayant leur domicile en France et exerçant leurs activités professionnelles en Allemagne, et les frontaliers relevant de la situation inverse. La caisse de maladie (AOK) de la Sarre propose, au profit de ses affiliés domiciliés en France, en trois endroits en France, des offres de conseils pour toutes les questions portant sur l'assurance sociale, en particulier sur les questions à caractère transfrontalier. Les intéressés ont très souvent recours aux services de ces centres d'informations et de conseils.

Quelques hôpitaux sarrois ont déjà passé des accords de coopération et de partenariat avec un hôpital implanté en France. Ces activités de coopération comportent avant tout l'échange permanent des connaissances et des expériences acquises en matière médicale, la formation complémentaire ainsi que l'échange du personnel soignant et médical. C'est ainsi qu'un accord de coopération, offrant de très larges possibilités, a été conclu entre le groupement des cliniques universitaires de Sarre (Universitätsklinikum des Saarlandes) et le CHU de Nancy.

Les mesures destinées à simplifier les modalités d'accès au bénéfice des prestations santé à l'étranger, sujet abordé par le CPI, font également partie du projet modèle « Coopération transfrontalière des systèmes de santé publique en Lorraine et en Sarre », l'objectif étant l'instauration d'une procédure assurant, de la façon la plus simple possible, la réciprocité dans l'exercice des droits aux prestations médicales.

L'instauration de la « carte européenne d'assurance maladie » ouvrira des perspectives dans ce sens, cette carte, valable sur toute l'étendue de l'Allemagne et de la France, devant être utilisée à partir du 1er janvier 2006. L'instauration de la « carte européenne d'assurance maladie », remontant aux décisions du Conseil Européen de Barcelone, en mars 2002, sera de nature à améliorer la perméabilité administrative des systèmes de santé européens. On disposera donc en Europe, outre l'euro, d'un autre objet dont on s'assurera par le toucher qu'il existe vraiment : la « carte européenne d'assurance maladie ».

Le Land de Sarre fait aussi sienne l'appréciation du CPI : le contexte transfrontalier impose une coopération intensive dans le domaine de la médecine des urgences. Le Land de Sarre recherche, depuis des années, avec le Département de la Moselle, la conclusion d'un accord au sujet de l'indispensable coopération transfrontalière dans le domaine des services de secours et des services des urgences. Cet engagement a porté ses fruits dans la mesure où nous nous sommes entendu sur le contenu d'un tel accord. L'acte de signature dans les formes est, sur demande de l'Etat français, reporté dans l'attente de la conclusion avec l'Allemagne d'un contrat-cadre de droit international – en préparation depuis un an environ – correspondant au type de convention sur l'aide réciproque en cas de catastrophes et d'accidents graves, qui autorise de tels accords au niveau des régions ou départements. Nonobstant la signature de l'accord sur le service de secours et des urgences, la Ministre de l'Intérieur sarroise et le Préfet de la Région Lorraine ont, par lettres échangées le 15 décembre 2002, convenu d'appliquer avec pragmatisme la coopération, dans le

sens de l'accord, dans le domaine des secours d'urgences à caractère transfrontalier.

Le groupement des cliniques de Sarrebruck (Klinikum Saarbrücken) est, en particulier, très engagé dans le service transfrontalier des secours et des urgences. Le service de médecine des urgences de la « clinique d'anesthésiologie et de médecine intensive opératoire » a la responsabilité médicale des missions de l'hélicoptère d'évacuation sanitaire « Christoph 16 » et du véhicule sanitaire de secours intensifs. La coopération avec la « ADAC Luftrettung GmbH » (filiale ADAC créée pour les évacuations sanitaires par voie aérienne) et le « Rettungszweckverband Saarland » (association sarroise de droit public ayant pour vocation les secours d'urgences), a permis d'améliorer notablement la qualité du service transfrontalier des secours d'urgence.

Avec le Grand-Duché de Luxembourg, il existe déjà, depuis des années, sur la base du bon voisinage entretenu de longue date, une coopération pragmatique dans les services d'urgence en région frontalière. Afin d'étendre le champ d'action de cette coopération et de lui donner un fondement dans les formes, les gouvernements du Grand-Duché de Luxembourg et du Land de Sarre ont constitué, placé sous la direction des Ministres de l'Intérieur des deux pays, un groupe de travail chargé de définir les champs d'action propres à renforcer l'efficacité de la coopération du personnel des services d'aide médicale d'urgence et de préciser le cadre ainsi que le contenu des accords à conclure au sujet de la coopération transfrontalière.

À l'instar du CPI, le Land de Sarre considère comme judicieuse la traduction dans les faits d'études approfondies et largement développées sur le marché transfrontalier de l'emploi, dans le domaine de la santé publique, avec par exemple l'établissement de statistiques portant sur les emplois occupés ou vacants, ainsi que sur un inventaire prenant en compte les ressources en moyens susceptibles de développement et les perspectives s'y rapportant. Ceci pourrait faire l'objet d'une étude EURES complémentaire. Il s'agit alors d'accorder étroitement les analyses politiques afférentes au marché de l'emploi et les données de l'observatoire interrégional du marché de l'emploi (OIE), ceci présentant les avantages suivants : éviter, dans bien des cas, un double travail et libérer les synergies potentielles.

Le Land de Sarre s'attend à ce que le projet modèle « Coopération transfrontalière dans le cadre des systèmes de santé publique en Lorraine et en Sarre » débouche sur des résultats encourageants. Ceux-ci, ainsi que les résultats d'autres études dans ce domaine, livreront de précieuses informations sur les problèmes existants et les approches possibles de solutions et renseigneront les responsables politiques quant aux buts et aux stratégies à poursuivre pour une véritable politique transfrontalière de la santé. Il serait donc tout indiqué, après présentation et analyse de ces études, de donner une suite favorable à la proposition du CPI visant à organiser une conférence suprarégionale de la santé.

Unterrichtung durch die saarländische Landesregierung

Stellungnahme zu den Empfehlungen des Interregionalen Parlamentarierrates (IPR)
„Grenzüberschreitende Beschäftigung im Gesundheitswesen“

Die saarländische Landesregierung begrüßt es ausdrücklich, dass der Interregionale Parlamentarierrat (IPR) sich dem Thema der grenzüberschreitenden Beschäftigung im Gesundheitswesen widmet. Die grenzüberschreitende Zusammenarbeit in allen Bereichen ist der Landesregierung ein wichtiges Anliegen.

Das Gesundheitswesen nimmt im europäischen Einigungsprozess eine Sonderstellung ein, weil die Regelungen der europäischen Verträge über den freien Verkehr von Personen, Waren, Dienstleistungen und Kapital nicht für die gesundheitliche Versorgung gelten. Deshalb sind Aktivitäten, die unmittelbar von benachbarten Regionen ausgehen, im Bereich des Gesundheitswesens besonders bedeutsam.

Die saarländische Landesregierung hat deshalb die vom IPR genannte Initiative zur Durchführung einer Studie über die grenzüberschreitende Beschäftigung im Gesundheitswesen, die im Jahr 2001-2002 von EURES-T Saar-Lor-Lux-Rheinland-Pfalz ergriffen wurde, unterstützt.

Eine branchenspezifische Analyse des Teilarbeitsmarktes „Gesundheitsberufe“ stößt auf erhebliche Hindernisse. Dies liegt an der mangelnden Verfügbarkeit und Vergleichbarkeit der Daten. So gibt es beispielsweise in den einzelnen Regionen sehr unterschiedliche nationale Regelungen für die Datenerhebung oder die Definition von arbeitsmarktrelevanten Begriffen (Beispiel: Definition Erwerbs- oder Beschäftigtenquote etc.). Durch sich verändernde gesetzliche Regelungen entstehen bei langfristigen Zeiträumen auch Brüche, die den Vergleich ebenfalls erschweren. Die arbeitsmarkt- und beschäftigungspolitisch relevanten Kapitel des EURES - Projektes „Grenzüberschreitende Beschäftigung im Gesundheitswesen Saar-Lor-Lux-Rheinland-Pfalz – Bestandsaufnahme des grenzüberschreitenden Gesundheitssektors“ stellt einen Versuch dar, diese Lücke zu schließen.

Neben EURES Transfrontalier befasst sich insbesondere die Interregionale Arbeitsmarktbeobachtungsstelle (IBA) mit der Erhebung und Analyse des grenzüberschreitenden Arbeitsmarktes. Die Ergebnisse fasst die IBA in dem jährlich erscheinenden Bericht „Die Arbeitsmarktsituation in der Großregion“ zusammen. Im Rahmen der IBA arbeiten wissenschaftliche Einrichtungen und Statistikämter der unterschiedlichen Grenzregionen zusammen. Aktuell wird eine größere Untersuchung zum Arbeitsmarkt der Grenzregion vorbereitet, die sich natürlich nicht schwerpunktmäßig mit den Gesundheitsberufen befasst.

Die EURES-Studie vermittelt wichtige Erkenntnisse über den grenzüberschreitenden Arbeitsmarkt auf dem Gebiet des Gesundheitswesens. Eine Fortführung der Studie würde deshalb von der Landesregierung begrüßt werden. Sie bekräftigt das auf dem

7. Gipfel der Großregion am 30. Juni 2003 vereinbarte Ziel, einen gemeinsamen integrierten Arbeitsmarkt zu schaffen.

Allgemeines Ziel des grenzüberschreitenden Engagements der saarländischen Landesregierung ist es, die politischen und wirtschaftlichen Potenziale der einzelnen Partnerregionen zu bündeln, um gemeinsam Synergien zu erzeugen. Jede Partnerregion soll von den Kapazitäten der Nachbarregionen profitieren. Insofern wird der Vorschlag des IPR, das Untersuchungsgebiet auf Wallonien auszudehnen, unterstützt, damit ein einheitlicher Überblick über die Großregion auf diesem Sektor gewonnen wird.

Der IPR hebt die Bedeutung einer konkreten Studie hervor, die die großen Gesundheitssysteme der Europäischen Union präsentiert, insbesondere die deutschen, französischen und luxemburgischen Systeme, ihre Organisation, ihre Finanzierungsmechanismen sowie ihre Leistungs- und Betreuungsmöglichkeiten für Einheimische und Ausländer erläutert.

Ein Schritt in diese Richtung wurde schon getan. Zur Zeit wird ein Modellprojekt „Grenzüberschreitende Zusammenarbeit zwischen den Gesundheitssystemen in Lothringen und dem Saarland“ vorbereitet, das zur Förderung durch die Europäische Union im Rahmen des Programms Interreg III (A) angemeldet ist und von der saarländischen Landesregierung, der Région Lorraine und dem französischen Staat gemeinsam mitfinanziert wird. Dieses Projekt ist zunächst beschränkt auf das Gebiet des Département Moselle und des Saarlandes. Projektträger auf lothringischer Seite ist das Centre Lorrain des Technologies de la Santé (CLTS) und auf saarländischer Seite die Landesarbeitsgemeinschaft für Gesundheitsförderung Saarland (LAGS e.V.). Zielsetzung des Vorhabens ist es, innerhalb einer Laufzeit von vier Jahren (2002 bis 2006)

- die Strukturen des Gesundheitswesens in den beiden benachbarten Regionen zu vergleichen,
- ihre grenzüberschreitende Inanspruchnahme zu erfassen und zu dokumentieren,
- eine Datenbank mit Informationen zu den Einrichtungen des Gesundheitswesens aufzubauen,
- die Angebote der gesundheitlichen Versorgung künftig besser zu koordinieren und die grenzüberschreitende Inanspruchnahme zu erleichtern,
- grenzüberschreitende Kooperationen zwischen Einrichtungen des Gesundheitswesens der beiden Nachbarregionen anzuregen, zu begleiten und zu unterstützen.

Die Anregung des IPR, dass die zuständigen nationalen oder lokalen Behörden Maßnahmen ergreifen, die dazu geeignet sind, Probleme der Grenzgänger in den Gesundheitsberufen zu lösen, entspricht auch der Zielsetzung der saarländischen Landesregierung und wird von ihr ausdrücklich unterstützt.

So hat beispielsweise die Arbeitskammer einen „Ratgeber für Grenzgänger Deutschland-Frankreich“ veröffentlicht. In diesem Ratgeber befinden sich die arbeits-, sozial- und steuerrechtlichen Informationen für Grenzgänger mit Wohnsitz in Frankreich und Arbeitsstelle in Deutschland und umgekehrt. Die AOK für das Saarland bietet ihren in Frankreich wohnhaften Versicherten an drei Standorten in

Frankreich ein Beratungsangebot zu allen Fragen der Sozialversicherung, insbesondere in grenzüberschreitenden Fragen, an. Diese Beratungsstellen werden rege in Anspruch genommen.

Einige saarländische Krankenhäuser haben bereits feste Kooperationen mit einem Partnerkrankenhaus in Frankreich. Diese Kooperationen beinhalten hauptsächlich den ständigen Erfahrungsaustausch im ärztlichen Bereich, die Fortbildung sowie den Personalaustausch im pflegerischen und ärztlichen Bereich. Eine besonders umfassende Zusammenarbeit hat das Universitätsklinikum des Saarlandes mit der Universitätsklinik in Nancy im Jahre 1997 vereinbart.

Die vom IPR angesprochenen Maßnahmen zum vereinfachten Zugang zu Gesundheitsleistungen im Ausland, sind auch Gegenstand des Modellprojektes „Grenzüberschreitende Zusammenarbeit zwischen den Gesundheitssystemen in Lothringen und dem Saarland“ mit dem Ziel, die gegenseitige Inanspruchnahme von medizinischen Leistungen so einfach wie möglich zu gestalten.

Wegweisend wird die Einführung der Europäischen Krankenversicherungskarte sein, die flächendeckend auch in Deutschland und Frankreich ab dem 01. Januar 2006 eingesetzt werden wird. Die Einführung der Europäischen Krankenversicherungskarte geht auf die Gipfelbeschlüsse des Europäischen Rates von Barcelona vom März 2002 zurück und wird die Durchlässigkeit der nationalen Gesundheitssysteme fördern. Neben dem Euro wird die Europäische Krankenversicherungskarte ein weiteres Stück greifbares Europa sein.

Die saarländische Landesregierung teilt auch die Einschätzung des IPR, dass eine intensive grenzüberschreitende Zusammenarbeit im Bereich der Notfallmedizin notwendig ist. Die saarländische Landesregierung bemüht sich seit Jahren, mit dem Département Moselle eine Vereinbarung über die grenzüberschreitende Zusammenarbeit im Rettungsdienst zu schließen. Dieses Engagement war auch insofern erfolgreich, als Übereinstimmung über den Inhalt einer solchen Vereinbarung erzielt werden konnte. Die förmliche Unterzeichnung der Vereinbarung ist auf Wunsch der französischen Republik solange zurückgestellt, bis ein – seit rund einem Jahr in Vorbereitung befindlicher – völkerrechtlicher Rahmenvertrag mit Deutschland entsprechend dem bestehenden Abkommen über die gegenseitige Hilfe bei Katastrophen oder schweren Unglücksfällen den Abschluss solcher Vereinbarungen auf Ebene der Regionen bzw. Départements zulässt. Ungeachtet der Unterzeichnung der Rettungsdienstvereinbarung haben die saarländische Ministerin für Inneres und Sport und der Präfekt der Région Lorraine in einem Briefwechsel am 15. Dezember 2002 erklärt, die pragmatische Zusammenarbeit in der grenzüberschreitenden Notfallrettung gemäß dem Sinn der Vereinbarung anzuwenden.

Das Klinikum Saarbrücken ist besonders stark im grenzüberschreitenden Rettungsdienst engagiert. Der Bereich Notfallmedizin der Klinik für Anästhesiologie und operative Intensivmedizin trägt die ärztliche Verantwortung für den Rettungshubschrauber „Christoph 16“ und das Intensivtransportmobil. In Zusammenarbeit mit der ADAC Luftrettung GmbH und dem Rettungszweckverband Saarland konnte der grenzüberschreitende Rettungsdienst spürbar verbessert werden.

Mit dem Großherzogtum Luxemburg gibt es eine bereits seit Jahren hinweg bewährte, von der Pflege gutnachbarschaftlicher Beziehungen geprägte, pragmatische Zusammenarbeit der Rettungsdienste im Grenzraum. Um diese Zusammenarbeit auszuweiten und eine formelle Grundlage für sie zu schaffen, haben die Regierungen des Großherzogtums Luxemburg und des Saarlandes eine Arbeitsgruppe unter Führung der Innenministerien beider Länder eingesetzt, die die Handlungsfelder für eine verstärkte Zusammenarbeit der Rettungskräfte und den Rahmen sowie die Inhalte von Vereinbarungen zur grenzüberschreitenden Zusammenarbeit herausarbeiten soll.

Die vom IPR angeregte Umsetzung weitreichender Studien des grenzüberschreitenden Arbeitsmarktes im Bereich des Gesundheitswesens, so beispielsweise die Erstellung von Statistiken über besetzte und offene Arbeitsstellen sowie einer Bestandsaufnahme der Entwicklungspotentiale und -perspektiven, hält die saarländische Landesregierung durchaus für sinnvoll, dies könnte Gegenstand einer weiter-führenden EURES-Studie sein. Dabei sollte eine enge Abstimmung der arbeitsmarkt-politischen Analysen mit der Interregionalen Arbeitsmarktbeobachtungsstelle (IBA) erfolgen. Dadurch können Doppelarbeiten vermieden und Synergien genutzt werden.

Die saarländische Landesregierung erwartet von dem Modellprojekt „Grenzüberschreitende Zusammenarbeit zwischen den Gesundheitssystemen in Lothringen und dem Saarland“ vielversprechende Ergebnisse. Diese, wie auch die Ergebnisse anderer Studien aus diesem Bereich, werden wichtige Erkenntnisse über Probleme und Lösungsansätze liefern und den politisch Verantwortlichen Hinweise für Ziele und Strategien einer grenzüberschreitenden Gesundheitspolitik geben. Der Vorschlag des IPR zur Durchführung einer überregionalen Gesundheitskonferenz sollte deshalb nach Vorliegen dieser Studien aufgegriffen werden.

Communiqué du Gouvernement du Land de Sarre

Avis en réponse à la recommandation du Conseil Parlementaire Interrégional (CPI), Lorraine - Luxembourg - Rhénanie-Palatinat - Sarre - Wallonie, ayant pour objet : « Le tourisme dans la Grande Région »

Cette recommandation, que le CPI a transmise aux organismes de tourisme agréés des régions, demandait que soient engagés les processus proposés à Trèves, suivant les résultats de l'étude de « l'Institut Européen du Tourisme » (ETI), ces processus visant à interconnecter les produits touristiques des diverses régions sous la forme de stratégies de commercialisation étendues à d'autres secteurs et à proposer, orientées vers des groupes cibles reconnus, des actions communes de commercialisation portant sur des champs thématiques parfaitement identifiés. C'est aussi l'une des exigences prioritaires du Ministre de l'Économie du Land de Sarre.

L'étude établie à la demande du Ministère de l'Économie de la Sarre en coopération avec les régions partenaires et le Comité Économique et Social de la Grande Région (portant comme titre « La conception de marketing touristique pour la Grande Région) a été présentée à Sarrebruck à l'occasion du 7ème Sommet de la Grande Région.

Afin de créer, quant au contenu de cette étude, les conditions d'une large adhésion à ce projet, les décisions suivantes ont, au cours de séances communes de cabinets tenues avec les Gouvernements du Luxembourg et de Rhénanie-Palatinat, été adoptées : appuyer fermement les propositions résultant de la conception de marketing touristique pour la Grande Région et charger de leur exécution le groupe de travail « tourisme » de la commission régionale « SaarLorLux – Trèves/Palatinat Occidental » ainsi que les organismes de marketing des régions.

La création d'une « agence de marketing touristique », recommandée par le CPI, qui était aussi l'un des éléments de l'étude, fera l'objet d'une demande appuyée de la part du Ministre de l'Économie du Land de Sarre. La procédure de concertation avec les autres régions de la Grande Région est actuellement en cours, cette concertation portant entre autres sur les sujets suivants : conditions d'une large adhésion au projet, mise en œuvre et financement d'une agence de ce type, avec, par exemple, les fonds « Interreg ».

Unterrichtung durch die saarländische Landesregierung

Stellungnahme zu der Empfehlung des Interregionalen Parlamentarier-Rates (IPR) Lothringen-Luxemburg-Rheinland-Pfalz-Saarland-Wallonien „Tourismus in der Großregion“

Die vom IPR abgegebene Empfehlung an die Tourismusverwaltungen der Regionen, die in der Studie des Europäischen Tourismus Institutes (ETI) in Trier vorgeschlagenen Schritte zur Vernetzung der touristischen Produkte der Teilregionen in übergreifende Vermarktungsstrategien einzuleiten und die identifizierten Themenfelder zielgruppenorientiert gemeinsam zu vermarkten, ist auch in erster Linie eine Forderung des Ministeriums für Wirtschaft des Saarlandes.

Die anlässlich des 7. Gipfels der Großregion in Saarbrücken vorgelegte Studie (Tourismusmarketingkonzept für die Großregion) wurde im Auftrag des Ministeriums für Wirtschaft des Saarlandes mit Zustimmung der Partnerregionen sowie dem Wirtschafts- und Sozialausschuss der Großregion in Auftrag gegeben.

Um für die Inhalte der Studie eine breite Akzeptanz zu schaffen, wurde darüber hinaus in gemeinsamen Kabinettsitzungen mit den Regierungen von Luxemburg und Rheinland-Pfalz beschlossen, die Ergebnisse des Tourismusmarketingkonzeptes für die Großregion zu unterstützen und mit deren Umsetzung die Arbeitsgruppe „Tourismus“ der Regionalkommission SaarLorLux – Trier/Westpfalz sowie die Marketingorganisationen der Regionen zu beauftragen.

Auch die vom IPR empfohlene Agentur für Tourismusmarketing war Bestandteil der Studie und wird vom Ministerium für Wirtschaft des Saarlandes gefordert. Der Abstimmungsprozess mit den übrigen Regionen der Großregion über die Akzeptanz, die Durchsetzung und Finanzierung einer solchen Agentur, z.B. über Interreg-Mittel, läuft zurzeit an.

Communiqué du Gouvernement du Land de Sarre

Avis en réponse à la recommandation du Conseil Parlementaire Interrégional (CPI), Lorraine - Luxembourg - Rhénanie-Palatinat - Sarre - Wallonie portant sur :

Les Programmes transfrontaliers « radio et TV » en Grande Région (SaarLorLux)

Les barrières des postes de douane ont disparu ! C'est maintenant l'heure des médias, appelés à se libérer en une étroite interpénétration ! Une identité commune ne se comprend en effet que là où se manifeste une large adhésion à une expression publique commune. La diffusion interrégionale d'une culture média diversifiée revêt une importance essentielle pour la Grande Région, celle-ci se positionnant ainsi, non seulement, en pôle d'activités économiques et de prestations de services, mais aussi, grâce à ses curiosités, paysages et sites historiques, au rang de région touristique privilégiée. Pour ces raisons, la « vision d'avenir 2020 » met l'accent sur la création d'une expression publique à caractère interrégional, qui, avec l'essor d'une culture média propre à nos régions limitrophes, est appelée à préfigurer un espace culturel commun, avancée notable dans le sens du développement de l'esprit communautaire en Grande Région.

1. Contacts frontaliers, en Sarre, du domaine « radiodiffusion et médias »

La recommandation adoptée par le CPI, complément à ces délibérations, souligne l'importance particulière que présentent, dans la Grande Région « SaarLorLux », les programmes de radio et de télévision de diffusion interrégionale. Il voit dans ces offres de radiodiffusion transfrontalière une contribution notable à une meilleure connaissance de la langue du voisin et à une information plus étendue sur les événements et manifestations ayant lieu dans la région limitrophe.

Programmes de la Radiodiffusion Sarroise (SR) à caractère suprarégional

Depuis la création de la Radiodiffusion Sarroise (Saarländischer Rundfunk - SR), les reportages à caractère suprarégional ont, dans ses programmes, occupé à demeure une place bien précise. Déjà, lorsque voici 40 ans le programme désigné sous l'appellation « SR 1 » fut pour la première fois diffusé, la conception transfrontalière d'une longueur d'onde de « radiodiffusion européenne », ici la « Europawelle », a fait alors figure, dans le paysage audiovisuel allemand, d'un événement unique en son genre. Le programme de la « Europawelle » pouvait, déjà à l'époque de la division de l'Allemagne, être reçu, en ondes moyennes, dans toute l'Allemagne, passant les frontières intérieures des deux républiques de l'époque, au-delà même des frontières nationales. Il allait de soi, dans la conception des programmes propres à la SR, que la diffusion transfrontalière de reportages et d'émissions de variétés, profitant de l'avantage de la portée offerte par la bande d'ondes moyennes, revêtait déjà en 1964 l'un des aspects de la réconciliation et du rapprochement avec nos proches voisins : la France, le Luxembourg et la Belgique. Jusqu'à ce jour, le SR n'a cessé, par le grand nombre de ses émissions radio et TV, de faire honneur à sa situation privilégiée dans la région des trois frontières. En plus de celles s'appliquant aux programmes, ses activités intéressent en outre des actions de coopération d'importance majeure.

Le fait que la Radiodiffusion Sarroise diffuse, sur sa bande « Saarlandwelle », des informations quotidiennes en français, est sans pareil en Allemagne. La

Commission franco-allemande de radiodiffusion, une institution parrainée par Radio France et la chaîne allemande ARD, est le remarquable exemple d'une politique de radiodiffusion transfrontalière réussie. Cette Commission, qui a pour vocation l'approfondissement des relations communes dans le cadre de la radiodiffusion, est fondée sur le traité franco-allemand de 1963. Monsieur Fritz Raff, Directeur Général du SR, est actuellement chargé de la direction de la Commission de radiodiffusion.

La cohabitation, dans la Grande Région, revêt de nombreux aspects : politiques, économiques et culturels. Le magazine « Ici et là », émission mensuelle bilingue, reprend et développe certains de ces aspects. Cette émission, conçue en coopération avec « France Bleu Lorraine Nord » et « SR 2 KulturRadio », est réalisée alternativement à Metz et à Sarrebruck. Il en est de même pour l'émission de télévision « Diagonale & Drumrum », le magazine SaarLorLux, qui est une coproduction de la Radiodiffusion Sarroise et de France 3 Nancy. Cette émission contribue à l'éveil d'une meilleure compréhension des sensibilités, éventuellement différentes, et conforte la bonne estime réciproque du voisin, participant ainsi au développement de l'identité régionale.

Citons, au-delà du domaine des programmes de diffusion, un exemple significatif des actions de coopération : le « Prix franco-allemand du journalisme », créé en 1983 par la Radiodiffusion Sarroise. Bénéficiant de dotations correspondant à un montant total de 22.000 euros, ce prix a pris, au cours des années, une place de tout premier rang parmi les distinctions décernées dans l'Europe du journalisme. Il récompense les journalistes qui ont écrit des articles dont la teneur est de nature à conforter les lecteurs dans leur adhésion aux courants d'idées du pays voisin. Il convient en outre de souligner que la Radiodiffusion Sarroise s'est chargée, dans le domaine de l'art théâtral, du parrainage média portant sur le seul et unique festival d'expression francophone actuellement présenté en Allemagne (Perspectives du théâtre français).

Arte

La chaîne Arte, issu de la coopération des chaînes allemandes (ARD et ZDF) et des chaînes françaises et autres partenaires européens, a, en dix ans, accédé, de façon remarquable, au titre de chaîne culturelle franco-allemande, méritant même l'appellation de « chaîne européenne ». Outre cette coopération franco-allemande, il existe aussi d'autres partenariats avec des stations de diffusion publiques, comme, en Belgique, la RTBF. Arte est l'exemple d'un engagement transfrontalier réussi de stations de radiodiffusion de droit public, dont les activités de chaque jour débouchent sur le développement d'un large espace culturel commun, propre à la Grande Région et à l'Europe.

Réseau des Médias SaarLorLux (Mediennetzwerk SaarLorLux)

La création du réseau des médias SaarLorLux mérite aussi une mention spéciale. Ce réseau est à l'origine dû à une initiative du Gouvernement du Land et de l'Office de radiodiffusion et de télévision du Land de Sarre, l'objectif en étant d'encourager, quant à la réalisation de projets médias transfrontaliers, la coopération des entreprises et des institutions du paysage audiovisuel de l'espace SaarLorLux. Le premier pas fait dans le sens d'une interconnexion interrégionale constitue un inventaire scientifique des activités médias en région frontalière établi par l'Université de Sarre. Cette étude doit ainsi servir de base à l'élaboration d'une conception transfrontalière visant au développement des activités médias sur le site SaarLorLux.

"Interregionale Presse - Presse Interrégionale" (IPI)

L'association de journalistes "Interregionale Presse - Presse Interrégionale" (IPI) représente une force d'influence qui agit dans le sens d'une expression publique transfrontalière. Cette association indépendante, dont l'objet est d'encourager la coopération transfrontalière des journalistes, regroupe - dans la Grande Région Sarre/ Lorraine/ Luxembourg/ Wallonie/ Rhénanie-Palatinat - environ 120 membres dont l'activité professionnelle principale est le journalisme. L'un des axes d'effort est, au plan rédactionnel, la présentation de faits actuels au jour même où, en Grande Région, se produisent ces événements ou leurs développements. À cet effet sont présentées sur le site Internet www.ipi-presse.org un certain nombre d'informations interrégionales (informations, communiqués de presse, et informations régionales de fond à caractère politique, économique ou culturel). Le Gouvernement du Land a, par des mesures d'encouragement, apporté un soutien continu à l'IPI. Les membres du Sommet avaient décidé, pour l'année 2002, de le faire bénéficier d'un financement conjoint. Sur proposition du Gouvernement du Land, cette mesure de financement a été reconduite pour l'année 2003. Quant aux années à partir de 2004, la mesure de financement conjoint a pu aussi, sur demande du Gouvernement du Land, être garantie, même si son volume s'en trouve progressivement diminué.

2. Diffusion transfrontalière des programmes de radio

Le CPI, dans sa recommandation, met l'accent sur la nécessité de créer, en y appliquant des efforts encore plus intenses, les conditions permettant d'assurer, dans un contexte transfrontalier, la réception des programmes radio et TV dans les régions voisines et de réaliser en priorité, dans les zones proches de la frontière, le raccordement au réseau de transmission par câble, ceci afin que puissent y être reçus les programmes TV des régions voisines.

Les possibilités de diffusion de programme radio par câble sont techniquement limitées. Dans le passé, il a été presque toujours possible de trouver une solution adéquate aux problèmes de capacité dus à l'introduction de nouveaux programmes : en les affectant à des places encore disponibles et en profitant de suppressions ou de changements dans la diffusion. Mais, actuellement, l'afflux de nouveaux projets de télévision dépasse de beaucoup, sur l'étendue du territoire fédéral, la capacité des systèmes de transmission par câble. Ceci s'applique également aux conditions d'exploitation des « opérateurs privés » de TV par câble, « Kabel Deutschland » par exemple. Actuellement, « Kabel Deutschland » diffuse en Sarre : France 3 et TF 1 toute la journée, et France2 uniquement de 03 heures 00 à 14 heures 00.

Il convient cependant, vu ces exigences politiques émanant du CPI, de tenir compte du fait que les réseaux de transmission sur câble relèvent, dans la Grande Région, de structures et de régimes de propriété fort divers. Dans la convention d'État des Länder relative à la radiodiffusion, on ne trouve, en ce qui s'applique à l'affectation des câbles dans les réseaux de transmission sur câble, aucune disposition réglementaire qui soit de nature à empiéter sur les attributions propres à chacun des Länder, leur compétence restant entière en ce domaine : il en résulte des dispositions réglementaires diverses. Le ciblage commun dans le domaine de l'affectation des câbles permet seul d'assurer, dans tous les Länder, la diversité de l'offre des programmes.

La Sarre a, avec l'amendement du texte de loi du Land de Sarre relatif au régime de la radiodiffusion et télévision, déréglé, dans les réseaux de transmission sur câble, les dispositions réglementaires applicables à l'extension des programmes de radiodiffusion et des services de télécommunication, ceci ayant pour but d'accroître la marge de manœuvre des exploitants de réseaux qui sont ainsi mieux en mesure d'organiser leur mise sur réseau des programmes de télévision. L'exploitant du réseau est ainsi libre de décider de la mise sur réseau, sous réserve de respecter les règles découlant de la multiplicité des programmes et à la pluralité des responsables. On donne, ce faisant, à l'exploitant de réseau câble, qui agit ici en entrepreneur, la garantie de conserver une marge de manœuvre suffisante pour décider, en vertu de cette disposition primaire entrepreneuriale, des programmes à diffuser, ceci lui permettant d'entrer en concurrence avec les exploitants de voies de diffusion par satellite et antenne.

Il est tout d'abord nécessaire de collecter les données d'expérience livrées par les nouveaux instruments de régulation du marché. On procèdera alors à la révision des dispositions réglementaires applicables à l'affectation des câbles, ceci allant de pair avec la modification complète des textes de loi du Land de Sarre relatifs au régime de la radiodiffusion et télévision, ces amendements devant être adoptés au cours de la période couvrant les deux prochaines années. La situation présente de transition, dans le marché du câble, rend également nécessaire d'assurer attentivement les mesures d'accompagnement adéquates intéressant les exploitants allemands de réseaux sur câble, quant au développement de leurs activités, à leur position concurrentielle, ainsi qu'à leur stratégie de conversion en numérique.

Dans ce contexte, le Gouvernement du Land souligne le fait que les exploitants de réseaux sur câble se doivent d'activer et d'étendre sans tarder la conversion en numérique des réseaux sur câble, ceci afin d'accroître la capacité de réception, en Sarre, portant sur les programmes français de radiodiffusion et l'offre Internet.

3. Les perspectives d'un paysage audiovisuel à caractère transfrontalier

Animé de la conviction que la création d'une large expression publique interrégionale, fondée sur des médias communs, est de nature à promouvoir l'émergence d'une conscience identitaire commune propre à la Grande Région, le Gouvernement du Land exprime sa volonté de poursuivre sa politique transfrontalière dans le domaine des activités audiovisuelles et de la radiodiffusion.

Le Gouvernement du Land exprime ses compliments au Conseil Parlementaire Interrégional, considérant que son action en vue d'encourager, en Grande Région, la diffusion transfrontalière de programmes radio et TV constitue un facteur essentiel de développement en matière de politique audiovisuelle.

C'est pourquoi, le Gouvernement du Land, se déclarant prêt à aborder, à un Sommet de la Grande Région, avec les membres de droit, le thème du « développement d'une expression publique transfrontalière propre à la Grande Région » et, ce faisant, à y débattre des questions culturelles et économiques afférentes à ce thème, exprime sa volonté d'appuyer, à son niveau, l'initiative du CPI visant au renforcement et à l'extension de l'infrastructure du réseau des médias SaarLorLux.

Unterrichtung durch die saarländische Landesregierung

zur Stellungnahme zu der Empfehlung des Interregionalen Parlamentarier-Rates (IPR) Lothringen – Luxemburg - Rheinland-Pfalz – Saarland - Wallonien:

Grenzüberschreitende Radio- und Fernsehprogramme in der Großregion SaarLorLux

Die Schlagbäume sind abgebaut – nun müssen sich die Medienlandschaften aufeinander zu bewegen. Denn eine gemeinsame Identität ist nur dort möglich, wo es eine gemeinsame Öffentlichkeit gibt. Außerdem ist eine vielfältige, differenzierte Medienlandschaft von grundlegender Bedeutung für die Positionierung der Großregion als Wirtschafts- und Dienstleistungszentrum, aber auch als touristische Region mit landschaftlichen und historischen Sehenswürdigkeiten. Daher wurde bei der Entwicklung des Zukunftsbildes 2020 die Schaffung einer interregionalen Öffentlichkeit durch grenzüberschreitende Medien als wichtiger Schritt für das Zusammenwachsen der Großregion zu einem gemeinsamen Kulturraum herausgestellt.

1. Grenzüberschreitende Rundfunk- und Medienkontakte im Saarland

Die vom Interregionalen Parlamentarierrat verabschiedete Empfehlung ergänzt diese Beratungen und unterstreicht die besondere Bedeutung grenzüberschreitender Radio- und Fernsehprogramme in der Großregion SaarLorLux. Er sieht in grenzüberschreitenden Rundfunkangeboten einen wichtigen Beitrag im Hinblick auf die Vermittlung der Sprache des Nachbarn und eine bessere Information über Ereignisse und Veranstaltungen in der Nachbarregion.

Grenzüberschreitende Programmangebote des Saarländischen Rundfunks (SR)

Schon seit Gründung des SR hat die grenzüberschreitende Berichterstattung ihren festen Platz im Programmangebot des SR. Schon als vor 40 Jahren das Programm SR 1 auf Sendung ging, war die grenzüberschreitende Konzeption als „Europawelle“ in der deutschen Radiolandschaft einzigartig. Über Mittelwelle schon während der deutschen Teilung in ganz Deutschland empfangbar, überwandt das Programm der „Europawelle“ innerdeutsche und nationale Grenzen. Durch die Verbreitung über Mittelwelle und die damit verbundene Reichweite gehörte schon 1964 Aussöhnung und Annäherung mit Frankreich, Luxemburg und Belgien mittels grenzüberschreitender Berichterstattung und Unterhaltung zum programmlichen Selbstverständnis des SR. Bis heute trägt der SR seiner Grenzlage im Dreiländereck durch eine Vielzahl von Sendungen in Hörfunk und Fernsehen Rechnung. Er pflegt außerdem bedeutende Kooperationen über den Programmbereich hinaus.

Einzigartig in Deutschland ist, dass der SR auf der Saarlandwelle täglich französische Nachrichten sendet. Ein herausragendes Beispiel grenzüberschreitender Programmarbeit ist die Deutsch-Französische Hörfunkkommission, eine Einrichtung von Radio France und der ARD. Sie basiert auf dem Deutsch-Französischen Vertrag von 1963 und hat das Ziel, die Beziehungen im Rundfunkwesen zu vertiefen. Die Leitung der Hörfunkkommission ist Herrn Fritz Raff, dem Intendanten des SR, anvertraut.

Das Miteinander in der Großregion hat viele politische, wirtschaftliche sowie kulturelle Facetten. Einige davon greift das zweisprachig moderierte Magazin "Ici et là" monatlich auf. Diese Sendung wird in Kooperation von "France Bleu Lorraine Nord" und SR 2 KulturRadio erstellt und abwechselnd in Metz und Saarbrücken produziert. Ähnliches gilt für die Fernsehsendung „Diagonale & Drumrum“, dem SaarLorLux–Magazin, welches vom SR und France 3 Nancy koproduziert wird. Diese Sendung weckt ein Verständnis für die unterschiedlichen Empfindlichkeiten, schärft das Bewusstsein für den Nachbarn und entwickelt somit regionale Identität.

Ein wichtiges Beispiel für Kooperationen über den Programmbereich hinaus ist der vom SR 1983 geschaffene Deutsch-Französische Journalistenpreis. Er hat sich im Laufe der letzten zwanzig Jahre als eine der renommiertesten Auszeichnungen für Journalisten in Europa etabliert und ist mit Preisgeldern im Gesamtwert von 22.000 Euro dotiert. Ausgezeichnet werden journalistische Beiträge, die zu einem besseren Verständnis des Nachbarlandes beitragen. Hervorzuheben ist außerdem, dass der SR die Medienpartnerschaft des einzigen französischsprachigen Theaterfestivals Deutschlands (Perspectives du théâtre français) übernommen hat.

Arte

Aus einer Kooperation der Fernsehprogramme ARD und ZDF mit französischen und weiteren europäischen Partnern ist Arte entstanden. Arte hat sich im Laufe von zehn Jahren zu dem deutsch-französischen, sogar dem europäischen Kulturkanal entwickelt. Es bestehen neben dieser deutsch-französischen Zusammenarbeit weitere Partnerschaften mit öffentlich-rechtlichen Sendern, zum Beispiel mit RTBF in Belgien. Arte ist das Beispiel für grenzüberschreitendes Engagement der öffentlich-rechtlichen Rundfunkanstalten, das tagtäglich den gemeinsamen Kulturraum in der Großregion und in Europa insgesamt weiter zusammenwachsen lässt.

Mediennetzwerk SaarLorLux

Besondere Erwähnung verdient auch die Gründung des Mediennetzwerkes SaarLorLux. Dieses Mediennetzwerk wurde von der Landesregierung und der Landesmedienanstalt Saar initiiert, um zwischen Unternehmen und Institutionen der Medienlandschaft aus dem SaarLorLux-Raum die Zusammenarbeit bei grenzüberschreitenden Medien-Projekten zu fördern. Als erster Schritt zur interregionalen Vernetzung wird von der Universität des Saarlandes eine wissenschaftliche Bestandsaufnahme über die Medienunternehmungen in der Grenzregion erstellt. Dies wird sodann die Grundlage für die Erarbeitung eines grenzüberschreitenden Konzepts zur Entwicklung des Medienstandortes SaarLorLux bilden.

"Interregionale Presse - Presse Interrégionale" (IPI)

Ein journalistischer Schrittmacher für die Schaffung einer grenzüberschreitenden Öffentlichkeit ist die "Interregionale Presse - Presse Interrégionale" (IPI). Sie ist ein unabhängiger Zusammenschluss von hauptberuflich tätigen Journalistinnen und Journalisten in der Großregion Saarland/ Lothringen/ Luxemburg/ Wallonien/ Rheinland-Pfalz mit ca. 120 Mitgliedern. Ziel ist die Förderung der grenzüberschreitenden Zusammenarbeit von Journalistinnen und Journalisten. Ein redaktioneller Schwerpunkt der IPI ist die tagesaktuelle Darstellung von Ereignissen und Entwicklungen in der Großregion. Hierzu werden interregionale Informationen (Nachrichten, Pressemitteilungen sowie Hintergrundinformationen

aus Politik, Wirtschaft und Kultur aus der Region) im Internet unter www.ipi-presse.org präsentiert. Die Landesregierung hat IPI stets durch Fördermaßnahmen unterstützt. Von den Gipfelmitgliedern wurde für das Jahr 2002 eine Gemeinschaftsfinanzierung von IPI beschlossen; auf Initiative der Landesregierung wurde diese im Jahr 2003 fortgesetzt. Auch für die Jahre ab 2004 konnte auf Vorschlag der Landesregierung eine Gemeinschaftsfinanzierung gewährleistet werden, wenngleich in sukzessiv abnehmendem Umfang.

2. Grenzüberschreitende Verbreitung von Rundfunkprogrammen

Der IPR regt in seiner Empfehlung an, verstärkt die Voraussetzungen dafür zu schaffen, dass die Radio- und Fernsehprogramme der Nachbarregionen grenzüberschreitend wahrgenommen werden können, insbesondere dass in Grenznähe die Fernsehprogramme der Nachbarregionen in die Kabelnetze eingespeist werden.

Die Möglichkeiten, Rundfunkprogramme in Kabelanlagen zu verbreiten, sind technisch begrenzt. In der Vergangenheit waren die durch neu hinzukommende Programme auftretenden Kapazitätsprobleme in Kabelnetzen in den meisten Fällen immer noch durch freie Plätze, Wegfall von Programmen oder Umlegungen lösbar. Die große Zahl neuer Fernsehprojekte übersteigt jetzt aber bundesweit die Kapazität der Kabelanlagen deutlich. Dies gilt auch für private Kabelnetzbetreiber wie Kabel Deutschland. Derzeit verbreitet Kabel Deutschland im Saarland France 3 und TF 1 ganztägig, France2 lediglich von 03.00 bis 14.00 Uhr.

Allerdings ist bei diesen politischen Forderungen des IPR zu berücksichtigen, dass die Strukturen und Besitzverhältnisse der Kabelanlagen in der Großregion sehr unterschiedlich sind. Im Rundfunkstaatsvertrag der deutschen Länder findet sich für die Kabelbelegung in Kabelanlagen keine länderübergreifende Regelung. Dies obliegt vielmehr den einzelnen Ländern und ist unterschiedlich geregelt. Gemeinsame Zielsetzung der Kabelbelegung in allen Bundesländern ist die Sicherstellung eines vielfältigen Programmangebots.

Das Saarland hat bei der Novellierung des Saarländischen Mediengesetzes die Regelungen zur Weiterverbreitung von Rundfunkprogrammen und Mediendiensten in Kabelanlagen dereguliert. Ziel war es, die Gestaltungsspielräume der Netzbetreiber bei der Einspeisung von Fernsehprogrammen zu erhöhen. Danach ist der Netzbetreiber in seiner Einspeiseentscheidung frei, soweit er den Grundsätzen der Programmvielfalt und der Veranstalterpluralität Rechnung trägt. Hiermit wird gewährleistet, dass dem unternehmerisch handelnden Kabelnetzbetreiber ausreichend Raum für eine unternehmerische Entscheidung verbleibt, welche Programme verbreiten werden, um mit dieser primär unternehmerisch bestimmten Entscheidung im Wettbewerb mit den Verbreitungswegen Satellit und Antenne konkurrieren zu können.

Zunächst ist es erforderlich, Erfahrungen mit dem neuen Regelungsinstrumentarien zu sammeln. daher wird eine Überprüfung der Regelungen zur Kabelnetzbelegung spätestens im Zuge einer umfassenden Novellierung des saarländischen Mediengesetzes im Zeitraum der nächsten zwei Jahre stattfinden. Auch der gegenwärtige Umbruch im deutschen Kabelmarkt macht es erforderlich, Entwicklung, Wettbewerbssituation sowie Digitalisierungsstrategie der deutschen Kabelnetzbetreiber aufmerksam zu begleiten.

Die Landesregierung betont in diesem Zusammenhang, dass es Aufgabe der Kabelnetzbetreiber sei, durch einen raschen digitalen Ausbau des Kabelnetzes die Chancen zu steigern, französischsprachige Rundfunkprogramme und Internet-Angebote im Saarland zu empfangen.

3. Perspektiven für eine grenzüberschreitende Medienlandschaft

Davon überzeugt, dass die Schaffung einer interregionalen Öffentlichkeit durch gemeinsame Medien das Zusammenwachsen der Großregion fördert, wird die Landesregierung weiterhin grenzüberschreitende Rundfunk- und Medienaktivitäten fördern.

Die Landesregierung begrüßt die Aktivitäten des Interregionalen Parlamentarier-Rates zur Förderung grenzüberschreitender Radio- und Fernsehprogramme in der Großregion als ein wichtiges Element einer gemeinsamen Medienpolitik.

Die Landesregierung ist daher bereit, das Thema „Grenzüberschreitende Öffentlichkeit in der Großregion“ und damit verbundene Kultur- und Wirtschaftsfragen auch im Rahmen eines Gipfels der Großregion mit den anderen Gipfelteilnehmern zu beraten, und die Anregung des IPR, das Mediennetzwerk SaarLorLux weiter zu stärken, aufzugreifen.

Communiqué du Gouvernement du Land de Sarre

Recommandation du CPI – Séance plénière du 15 décembre 2003

« Plan d'action de l'Union européenne 2004-2006 sur l'apprentissage des langues et sur la diversité linguistique »

Le Gouvernement du Land de Sarre déclare que les recommandations du CPI portant sur le thème « *Plan d'action de l'Union européenne 2004-2006 sur l'apprentissage des langues et sur la diversité linguistique* » ont reçu de sa part un accueil très favorable. Il y voit la confirmation du bien-fondé de sa politique de l'éducation, orientée autant vers la culture d'un plurilinguisme européen que vers les exigences linguistiques inhérentes à l'espace européen « Lorraine - Luxembourg - Rhénanie-Palatinat - Sarre - Wallonie ». Il est par ailleurs conforté dans ses convictions quant à ses objectifs et options politiques intéressant, en particulier, l'acquisition de la connaissance de la langue du voisin à partir du plus jeune âge. Il déclare enfin vouloir exploiter les possibilités des propositions du plan d'action et, par des mesures concrètes, apporter, au niveau de la Grande Région et compte tenu des ressources existantes, son appui continu à l'enseignement des langues.

La Commission européenne a, en juillet 2003, présenté son plan d'action sur l'apprentissage des langues et sur la diversité linguistique – période 2004-2005 ». Le CPI a favorablement accueilli, dans son avis, les intentions et objectifs exprimés dans ce plan d'action, souhaitant, dans ce sens, l'exploitation, au niveau de la Grande Région, des possibilités du plan d'action, ceci afin d'apporter un soutien efficace aux mesures concrètes destinées au développement de l'enseignement des langues.

Il s'agit ici d'un vrai défi auquel la Sarre est tenue de répondre quant à un certain nombre de mesures figurant au plan d'action de l'Union européenne, à savoir : promouvoir un enseignement des langues portant sur toute la durée de vie des intéressés (partie I), améliorer la qualité de l'enseignement linguistique (partie II), et créer l'environnement adéquat à l'acquisition des connaissances linguistiques (partie III). À vrai dire, la politique linguistique de la Sarre peut, aujourd'hui déjà, servir de modèle à nombre de régions d'Europe, dont certaines régions frontalières. Citons, entre autres, les domaines suivants : l'enseignement précoce de la langue du voisin et les activités de coopération - orientées vers l'application de projets définis - au niveau du jardin d'enfants et de l'école primaire, dans le cadre du programme « COMENIUS » de l'Union européenne. Il en est de même en ce qui concerne le développement d'un plurilinguisme européen dans les établissements d'enseignement secondaire, ou en ce qui s'applique aux contrôles de qualité externes - contrôles de connaissances en langue anglaise et française - à inclure aux examens de fin de scolarité.

La coopération dans le cadre de la formation des enseignants en séminaire d'étude - incluant les partenaires de l'espace de coopération et d'autres pays européens (p.ex., dans le projet COMENIUS « MET – Mobile European Teacher » du « Studienseminar » de Neunkirchen) et visant à permettre, au profit de postulants sarrois à des postes d'enseignants, l'accomplissement de périodes de formation à l'étranger -, satisfait déjà aujourd'hui, avec l'exploitation des possibilités des programmes européens dans le cadre de SOKRATES, aux objectifs du plan d'action communautaire.

Cependant, compte tenu des situations initiales différentes propres aux divers États membres - et aux régions ou Länder des États membres -, relevées par la Commission dans le plan d'action de l'Union Européenne, il convient de formuler quelques réserves sur les objectifs et actions proposées et d'y apporter les remarques suivantes :

- L'obligation de « l'enseignement de deux langues étrangères, au moins, dès le plus jeune âge » fait l'objet, même dans le Land de Sarre, de fortes réserves : nous en estimons l'application peu réaliste.
- La Commission propose, dans le domaine universitaire, que tout étudiant soit tenu à l'obligation d'accomplir un séjour d'une durée d'un semestre à l'étranger et d'y acquérir une qualification linguistique qui soit attestée par un certificat correspondant. Nous estimons, quant au fond, cette exigence globale non susceptible d'être retenue, celle-ci n'étant ni finançable, ni réaliste.
- Nous émettons un avis critique sur le fait que les programmes de l'Union européenne, ici cités, en particulier le programme COMENIUS destiné aux écoles, doivent être intégrés dans les applications du plan d'action. Nous considérons comme un handicap la réduction des moyens qui en résulte au préjudice de programmes jusqu'à présent jugés fructueux. Il en est de même en ce qui s'applique à la définition du contenu des tâches programmées correspondant aux intentions de la Commission européenne en vue des objectifs de son plan d'action.
- Les rapporteurs des commissions « langues étrangères » des Länder ont proposé de réduire le nombre élevé des conférences prévues au plan d'action, celles-ci exigeant des moyens importants pour, au vu de l'expérience, se révéler parfois d'une efficacité incertaine.

Le Land de Sarre peut, sans coûts supplémentaires, traduire dans les faits une partie des mesures proposées dans le plan d'action. La réalisation à court terme de l'ensemble des programmes fort étendus figurant au plan d'action entraînerait, à vrai dire, de graves conséquences financières au préjudice du Land de Sarre et des autres Länder concernés. Il serait judicieux d'établir un programme d'action qui, respectivement adapté à la politique que chaque région entend mener dans le domaine de l'encouragement à l'acquisition des connaissances linguistiques, soit adapté à la prise en compte, quant à la région considérée, des conditions générales portant sur l'organisation, le personnel et les moyens financiers, ainsi qu'à la situation initiale particulière.

Unterrichtung durch die saarländische Landesregierung

IPR-Empfehlung der Plenarversammlung vom 15. Dezember 2003

„EU-Aktionsplan 2004-2006 - Förderung des Sprachenlernens und der Sprachenvielfalt“

Die Regierung des Saarlandes begrüßt die Empfehlungen des Interregionalen Parlamentarierrates zum „*EU-Aktionsplan 2004-2006 - Förderung des Sprachenlernens und der Sprachenvielfalt*“. Sie sieht darin eine Bestätigung ihrer an einer europäischen Mehrsprachigkeit ebenso wie an den sprachpolitischen Erfordernissen des Kooperationsraums Lothringen-Luxemburg-Rheinland-Pfalz-Saarland-Wallonien orientierten Bildungspolitik und fühlt sich in ihren Zielsetzungen, insbesondere was das frühe Lernen der Sprache des Nachbarn betrifft, für die künftige Entwicklung bestärkt. Die Regierung des Saarlandes erklärt, dass sie die Möglichkeiten des Aktionsplans zur Unterstützung konkreter Maßnahmen zu einem verstärkten Sprachenlernen im Bereich der Großregion im Rahmen der vorhandenen Ressourcen nutzen wird.

Die EU-Kommission hat im Juli 2003 den Aktionsplan zur „Förderung des Sprachenlernens und der Sprachenvielfalt: 2004 - 2006“ vorgelegt. Der Interregionale Parlamentarierrat hat in der vorliegenden Stellungnahme Absicht und Ziele des Aktionsplans begrüßt. Ebenso wäre es aus Sicht des IPR zu begrüßen, wenn im Bereich der Großregion die Möglichkeiten des Aktionsplans zur Unterstützung konkreter Maßnahmen zu einem verstärkten Sprachenlernen genutzt würden.

Die durch den EU-Aktionsplan unterstützte Förderung des lebenslangen Sprachenlernens (Teil I), eines besseren Sprachunterrichts (Teil II) und der Schaffung eines sprachenfreundlichen Umfelds (Teil III) stellt in Teilen auch für das Saarland eine Herausforderung dar. Schon heute hat allerdings die saarländische Sprachenpolitik Modellcharakter für viele andere Regionen in Europa, insbesondere Grenzregionen. Dies betrifft beispielsweise das frühe Lernen der Sprache des Nachbarn inklusive der projektorientierten Zusammenarbeit im Kindergarten- und Grundschulbereich im Rahmen des EU-Programms COMENIUS. Ebenso gilt dies auch für den Aufbau einer europäischen Mehrsprachigkeit an weiterführenden Schulen und die externe Qualitätskontrolle bei der Prüfung für den mittleren Schulabschluss in Englisch und Französisch. Auch die Kooperation saarländischer Studienseminare mit Partnern im Kooperationsraum und weiteren europäischen Ländern (z.B. im COMENIUS-Projekt „MET – Mobile European Teacher“ des Studienseminars Neunkirchen) mit dem Ziel, saarländischen Lehramtanwärtern Ausbildungszeiten im Ausland zu ermöglichen, erfüllt schon heute entsprechende Ziele des EU-Aktionsplans unter Nutzung europäischer Förderprogramme im Rahmen von SOKRATES. Insofern werden auch in Zukunft die Möglichkeiten des Aktionsplans zur Unterstützung konkreter Maßnahmen zu einem verstärkten Sprachenlernen im Bereich der Großregion im Rahmen des EU-Aktionsplans genutzt.

Angesichts der auch von der Kommission im EU-Aktionsplan festgestellten unterschiedlichen Ausgangspositionen der einzelnen Mitgliedsstaaten – und innerhalb der Mitgliedsstaaten der einzelnen Länder – ist einschränkend zu den Zielen und vorgeschlagenen Aktionen allerdings Folgendes zu bemerken:

- Die Verpflichtung, „mindestens zwei Fremdsprachen ab dem frühesten Kindesalter zu unterrichten“ wird auch für das Saarland als kritisch gesehen und für wenig realistisch gehalten.
- Im Hochschulbereich schlägt die Kommission vor, jeden Studenten zu verpflichten, ein Semester im Ausland zu studieren und dort eine anerkannte sprachliche Qualifikation zu erwerben. Diese Globalforderung wird weder sachlich noch finanziell für realistisch gehalten.
- Kritisch anzumerken ist, dass die genannten Programme der EU, insbesondere COMENIUS für die Schulen, zur Umsetzung des Aktionsplans herangezogen werden soll. Die daraus resultierende Reduzierung der Mittel für die als sehr bedeutsam erachteten bisherigen Programme wird als Nachteil gesehen, ebenso wie die inhaltlichen Vorgaben, welche die EU-Kommission beabsichtigt zu machen, um die Ziele des Aktionsplans zu erreichen.
- Die Fremdsprachenreferenten der deutschen Bundesländer haben vorgeschlagen, die hohe Zahl der im Aktionsplan vorgesehenen ressourcenintensiven und nach aller Erfahrung nicht immer effizienten Konferenzen zu reduzieren.

Ein Teil der im Aktionsplan vorgeschlagenen Maßnahmen ist für das Saarland kostenneutral umsetzbar. Allerdings hätte eine kurzfristige Realisierung der weitgehenden Ziele des Aktionsplans dramatische finanzielle Folgen für das Saarland und die anderen Länder. Sinnvoll wäre der Aufbau eines jeweils eigenen Aktionsprogramms jeder Region zur Förderung des Sprachenlernens, das die jeweiligen organisatorischen, personellen und finanziellen Rahmenbedingungen sowie die Ausgangslage im eigenen Land berücksichtigte.

Communiqué du Gouvernement du Land de Sarre

Avis en réponse à la recommandation du Conseil Parlementaire Interrégional (CPI) du 15 décembre 2003 portant sur :

« L'Incidence de la déclaration de Poitiers sur la coopération en Grande Région »

Le Gouvernement du Land de Sarre déclare accueillir favorablement la recommandation qui, adoptée le 15 décembre 2003 en séance plénière du Conseil Parlementaire Interrégional, porte, en ce qui concerne la France et l'Allemagne, sur la déclaration des Régions et Länder présentée à l'occasion de la Conférence de Poitiers des 27 et 28 octobre 2003. Le Land de Sarre était chargé, au nom des Länder, de préparer, côté allemand, cette Conférence dont l'objet était le renforcement de la coopération franco-allemande. À ce titre, le Gouvernement du Land appuie la proposition du Conseil Parlementaire Interrégional de glisser « l'esprit de la déclaration de Poitiers » dans les processus de mise en œuvre des décisions relatives à la coopération dans la Grande Région SaarLorLux.

Dans le cadre du 7ème Sommet de la Grande Région SaarLorLux, la Sarre a, en particulier, soumis à l'attention des membres les thèmes-clés stratégiques cités ci-dessous (les informations relatives aux résolutions du Sommet sont disponibles sur le site Internet www.saarlorlux.saarland.de/7.Gipfel). Les membres du Sommet ont, le 30 juin 2003, convenu de concrétiser les thèmes sous la forme de projets multilatéraux communs, à savoir :

- Vision d'avenir 2020 : initiatives innovantes, et perspectives favorables à la coopération interrégionale,
- Enseignement primaire et secondaire : enseignement de la langue, du système d'éducation et de la culture des voisins dans la Grande Région,
- Recherche/Enseignement supérieur : réalisation des objectifs définis dans le cadre du processus de Bologne par la création de réseaux d'innovation, par la constitution de fonds de recherche communs, ainsi que par l'institution d'un prix interrégional de la recherche,
- Mesures d'encouragement à la mobilité au profit des personnes exerçant une activité professionnelle dans la Grande Région : poursuite des activités de l'observatoire interrégional du marché de l'emploi, au cours de la période probatoire, ainsi que la mise en œuvre de programmes destinés à encourager la mobilité individuelle des enseignants.

Le Gouvernement du Land de Sarre se prononce en faveur de la concrétisation des projets convenus lors du 7ème Sommet et, en conséquence, déclare les appuyer.

Unterrichtung durch die Regierung des Saarlandes

Stellungnahme zur Empfehlung des Interregionalen Parlamentarierrates (IPR) vom 15. Dezember 2003 betreffend "Bedeutung der Erklärung von Poitiers für die Zusammenarbeit in der Großregion "

Die saarländische Landesregierung begrüßt die von der 31. Plenarversammlung des Interregionalen Parlamentarierrates am 15. Dezember 2003 verabschiedete Empfehlung betreffend die Erklärung der französischen Regionen und deutschen Länder anlässlich der Poitiers-Konferenz am 27. -28. Oktober 2003. Ziel der Konferenz war die Vertiefung der interregionalen deutsch-französischen Zusammenarbeit; die Konferenz wurde auf Seite der deutschen Länder federführend vom Saarland vorbereitet. Die Landesregierung unterstützt den Vorschlag des Interregionalen Parlamentarierrates, den "Geist der Erklärung von Poitiers" in die Zusammenarbeit in der Großregion SaarLorLux einfließen zu lassen.

Im Rahmen des 7. Gipfels der Großregion SaarLorLux hat das Saarland insbesondere folgende strategischen Schwerpunktthemen eingebracht (eine ausführliche Darstellung der Gipfelbeschlüsse ist im Internet unter www.saarlorlux.saarland.de/7.Gipfel abrufbar). Die Umsetzung der Schwerpunktthemen in Form gemeinsamer multilateraler Projekte wurde von den Gipfelmitgliedern am 30. Juni 2003 vereinbart:

- Zukunftsbild 2020: Innovation und Perspektiven für die interregionale Zusammenarbeit,
- Schule: Sprache, Bildung und Kultur der Nachbarn in der Großregion vermitteln,
- Forschung/Hochschule: Verfolgung des Bologna-Ziels durch Schaffung von Innovationsnetzwerken, Einrichtung gemeinsamer Forschungsfonds sowie Auslobung eines interregionalen Forschungspreises,
- Förderung der Mobilität für Berufstätige in der Großregion: Fortführung der Aktivitäten der Interregionalen Arbeitsmarktbeobachtungsstelle während der Probephase sowie Durchführung von Programmen zur Förderung der individuellen Lehrermobilität.

Die saarländische Landesregierung setzt sich dafür ein, die vereinbarten Ziele des 7. Gipfels umzusetzen und unterstützt die entsprechenden Projekte.

Avis du Gouvernement du Land de Rhénanie-Palatinat en réponse aux résolutions adoptées par le Conseil Parlementaire Interrégional (CPI) en date du 15 décembre 2003, à Metz

1. **Activités professionnelles transfrontalières dans le domaine de la santé publique**
2. **Importance du tourisme en Grande Région**
3. **Programmes transfrontaliers de radio/télévision en Grande Région Saar-Lor-Lux**
4. **« Promouvoir l'apprentissage des langues et la diversité linguistique : un plan d'action 2004-2006 », Programme de l'Union européenne**
5. **Incidences de la déclaration de Poitiers sur la coopération en Grande Région**

1. Activités professionnelles transfrontalières dans le domaine de la santé publique

Le Gouvernement du Land accueille très favorablement la recommandation du Conseil Parlementaire Interrégional, qui prévoit de poursuivre l'étude des activités professionnelles transfrontalières dans le domaine de la santé publique et d'en étendre le champ d'investigation à la Wallonie.

Cette étude, réalisée dans le cadre du programme « EURES-T Sarre-Lor-Lux-Rhénanie-Palatinat », ne bénéficie pas d'une subvention de l'Union Européenne. Le soutien financier est exclusivement assuré par les propres moyens dont dispose le Land de Rhénanie-Palatinat.

Dans l'hypothèse d'une extension de cette étude à la Wallonie, cette région devrait apporter sa contribution financière au projet.

Eu égard cependant au fait que la Wallonie n'est pas, en tant que région, incluse dans le champ d'action du programme EURES-T Sarre-Lor-Lux-Rhénanie-Palatinat, la question se pose, à vrai dire, de savoir si ce projet est encore susceptible, dans le cas d'une extension à cette région, d'être exécuté dans le cadre de l'EURES-T. Il serait certainement, dans ce cas, fort judicieux – sous réserve d'un examen plus approfondi de la question – de prévoir une intégration dans le programme INTERREG. Dans l'hypothèse de son éligibilité au titre du programme INTERREG, il en résulterait une aide financière par les moyens de l'Union européenne et, en Rhénanie-Palatinat, par les moyens du Ministère compétent en la matière, à savoir le Ministère du travail, des affaires sociales, de la famille et de la santé.

2. Importance du tourisme en Grande Région

La recommandation du Conseil Parlementaire Interrégional s'appuie, avant tout, sur la « conception de marketing touristique » élaborée par l'institut européen du tourisme, à Trèves, pour le 7ème Sommet de la Grande Région, en juin 2003, à Sarrebruck. Les organismes ordonnateurs étaient respectivement le Ministère de l'Économie de la Sarre et le Comité économique et social de la Grande Région.

Cette conception a pour but d'établir, avec tous les partenaires de la Grande Région, des propositions de projet pour une conception de marketing commune s'appliquant à l'ensemble de l'espace régional. Cette étude doit mettre les régions en mesure de disposer, quant aux décisions à prendre, d'une base de référence permettant aux acteurs du secteur tourisme de proposer des offres communes et d'appliquer, avec succès, un marketing touristique sur l'espace géographique où s'exerce leur coopération. L'objectif est ici d'influer favorablement sur le développement du tourisme, phénomène devant aller de pair avec les incidences positives attendues dans le domaine de l'emploi en Grande Région.

La conception de l'étude comporte l'exposé et la mise en relief des thèmes principaux abordés dans la recommandation du Conseil Parlementaire Interrégional.

La coopération dans la Grande Région englobant l'ensemble « Sarre, Lorraine, Luxembourg, Rhénanie-Palatinat, Wallonie, Communauté française et Communauté germanophone de Belgique » vise, entre autres, essentiellement à conserver le riche héritage du passé et à le mettre en valeur. Cet aspect apparaît dans les domaines dépendant directement des personnes ou des institutions contribuant à la diffusion de la culture, et aussi sous différentes formes de présentation. Cette offre s'étend du livre au film, de la télévision au théâtre, du concert à l'exposition d'œuvres d'art. Dans tous ces domaines, nous devons nous appliquer à sauvegarder la diversité et à encourager les échanges. Dans le cadre de cette action, le fait d'y associer les offres intéressant le tourisme constitue un facteur de la plus haute importance : le tourisme est, de plus en plus, demandeur d'offres à caractère culturel.

Le tourisme culturel est, en Rhénanie-Palatinat, l'un des secteurs à fort potentiel économique, ce qui vaut en particulier pour les zones rurales : le succès que le tourisme y rencontre s'explique, pour une large part, par nos paysages domestiqués, uniques en leur genre. Le tourisme amène, auprès de la population, un gain du pouvoir d'achat et attire les investissements dans les régions affectées d'une faiblesse structurelle. En même temps, le tourisme améliore la qualité de la vie de la population, la demande dans le domaine du tourisme participant, au profit des habitants de Rhénanie-Palatinat, au financement de nombre d'installations d'infrastructure et d'offres diverses. C'est pour cette raison que le Land a aussi apporté son soutien à la création et à l'aménagement de projets, au niveau des villes et communes, portant sur les expressions suivantes : danse, théâtre et musique. Le Land s'engage par ailleurs à poursuivre cet effort. Citons quelques manifestations présentant un caractère exemplaire : les « Antikenfestspiele » (jeux de l'antiquité) à Trèves, les « Burgfestspiele » (jeux médiévaux) à Mayen, et le festival « Euroclassique » à Zweibrücken et dans les environs.

Dans le cadre de la déclaration commune du 7ème sommet de la Grande Région, on a, entre autres, demandé au groupe de travail « Tourisme » de la Commission régionale « Sarre-Lor-Lux-Trèves/Palatinat Occidental » d'accompagner, de façon constructive, les démarches nécessaires à l'étude et l'application, sous de courts délais, des propositions conformes à la « conception du tourisme » dans le sens d'un marketing interrégional du tourisme.

Le groupe de travail „Tourisme“ s'appliquera, à l'avenir, à traduire dans les faits la « conception du tourisme » pour la Grande Région. Il s'agit ici, à moyen terme, de réaliser des projets déjà prévus, ceci se faisant en particulier sous l'aspect des programmes INTERREG, encore actuellement en cours d'exécution, élaborés pour les différentes zones régionales de la Grande Région.

Pour les réunions à venir doit aussi figurer à l'ordre du jour le thème « création d'un centre tourisme pour la Grande Région », ce centre devant avoir pour objet la mise en œuvre des projets déjà proposés.

Le Gouvernement du Land déclare apporter son soutien à « l'agence pour le tourisme », une exigence du Conseil Parlementaire Interrégional, tout en précisant que « l'agence » devra en tout cas se développer sur les structures

déjà existantes, ceci afin de ne pas donner lieu à des frais supplémentaires, et superflus.

Le texte de la recommandation du Conseil Parlementaire Interrégional ne mentionne pas expressément le domaine de la formation continue. Il convient cependant d'attirer l'attention sur le fait que, dans le domaine du tourisme, l'innovation ou l'extension des activités ne peut vraisemblablement avoir lieu sans le support d'une formation continue. À ce sujet, les organismes de formation continue sont appelés à jouer un rôle essentiel. Certains organismes supports de formation continue sont déjà actifs dans ce domaine, par exemple : la « Volkshochschule » (université populaire) de la Ville de Neustadt an der Weinstraße. Les acteurs et professionnels du tourisme, en se référant à divers projets, suivent une formation continue qui correspond à leur vocation. Les offres centrées sur le client sont au cœur de ces programmes.

En outre, vu sous l'angle de la formation générale continue et de la formation du personnel enseignant, le plan d'action 2004-2006 de l'Union européenne « Promouvoir l'apprentissage des langues et la diversité linguistique » mérite notre soutien. C'est en particulier en ce qui s'applique à l'apprentissage d'une langue étrangère que l'on aura recours aux organismes supports de formation générale permanente, leur demandant de présenter des offres correspondant aux besoins. Tel est déjà le cas. Les langues représentent l'une des matières privilégiées enseignées dans les universités populaires et les autres organismes supports de formation continue.

3. Programmes transfrontaliers de radio/télévision en Grande Région Saar-Lor-Lux

Le Conseil Parlementaire Interrégional a, dans sa décision, souligné expressément l'intérêt de l'offre des programmes jusqu'à présent présentée par les stations de radio et de télévision dans la Grande Région, cette offre contribuant à conforter une conscience régionale transfrontalière et une appartenance identitaire : la Grande Région Sarre, Lorraine, Luxembourg, Rhénanie-Palatinat, Wallonie, Communauté française et Communauté germanophone de Belgique. Le Gouvernement du Land se félicite aussi de l'évolution favorable de l'offre des programmes dans ce domaine et se prononce en faveur de son développement, en particulier en ce qui s'applique à l'offre de la station de radio et télévision Südwestrundfunk (SWR). Ici aussi, au sujet des programmes transfrontaliers, l'important, pour la philosophie des programmes de la station SWR, est, suivant la résolution du Conseil Rhénan, la qualité de la production. La station SWR diffuse, autant dans son programme télévision que dans ses programmes radio actuels, une information à l'ordre du jour continue et complète sur des thèmes transfrontaliers. Une étude, faite en un court délai, a mis en évidence que, dans les années 2002/2003, ce sont en tout 36 réalisations à contenus transfrontaliers (dans le domaine de reportages régionaux) qui ont été produites, parmi lesquelles aussi, en raison d'une occasion officielle particulière, la série spéciale « 40 ans de partenariat Bourgogne - Rhénanie-Palatinat ». Les thèmes concernent essentiellement les pays voisins : la France, le Luxembourg et la Belgique. Ont été ici présentés un grand nombre de sujets variés, sur l'histoire, la société et la législation, qui sont de nature à permettre aux voisins de mieux se comprendre. Ici aussi, la station SWR s'efforce, en dépit

de créneaux fixes attribués à certaines émissions programmées, de diffuser le plus possible de thèmes transfrontaliers et de rendre compte des événements se produisant dans les pays voisins.

Le Gouvernement du Land déclare en outre accueillir très favorablement, sujet abordé par le Conseil Parlementaire Interrégional, la création du réseau des médias de la Grande Région, création due à l'initiative de la « Landesmedienanstalt des Saarlandes ». Le Gouvernement du Land considère que ce réseau représente une avancée essentielle vers une plus grande efficacité de la coopération journalistique dans la région, pour tous les journalistes, et au profit de leurs lecteurs. Sur ce fond, le Gouvernement du Land lance un appel aux stations de radiodiffusion et de télévision de droit public, leur demandant d'étudier les possibilités de cette coopération et de soutenir le développement du réseau des médias.

4. « Promouvoir l'apprentissage des langues et la diversité linguistique » : un plan d'action 2004-2006 », un programme de l'Union Européenne

Le Gouvernement du Land est d'avis que les connaissances linguistiques font partie des qualifications clés intéressant tous les domaines de la vie privée et professionnelle. Ces qualifications linguistiques ne sont pas seulement utiles dans la sphère de la vie privée, durant les vacances, lors de rencontres diverses ou dans le cadre des manifestations des villes jumelées. De plus en plus, maintenant, dans les domaines de la formation et des études, dans le monde de la vie professionnelle, dans l'artisanat, l'industrie et de la recherche scientifique, s'élèvent des voix qui fort et sans équivoque exigent, en priorité urgente, la connaissance de deux langues étrangères au moins.

Depuis de nombreuses années, la Rhénanie-Palatinat peut se féliciter de l'heureuse évolution, actuellement en cours, de l'action engagée et déjà institutionnalisée sous des formes diverses :

- *Enseignement bilingue*

Il existe, dans 31 lycées du Land, des sections bilingues comportant des disciplines des sciences sociales (géographie, histoire, instruction civique) en option spéciale, et l'anglais ou le français (13 lycées) en langue d'instruction.

- *Début anticipé d'apprentissage d'une 2ème et 3ème langue étrangère*

Après une expérimentation en milieu scolaire s'étant avérée fort positive, les lycées de Rhénanie-Palatinat peuvent, depuis l'année scolaire 1999/2000, décider d'un cycle avec début anticipé d'apprentissage de la 2ème langue en 6ème. Les lycées à filière langues anciennes et classiques anticipent aussi l'apprentissage de la 3ème langue à la 4ème.

De multiples accords et conventions ont été passés avec la France, pays à la fois voisin et partenaire :

- ***Droit d'accès aux universités françaises***

Sont exemptés de l'examen linguistique préalable à l'admission aux études dans les universités françaises les élèves ayant passé avec succès « l'Abitur » et y ayant obtenu en épreuve de français, enseigné en langue principale, au moins la mention « ausreichend » (correspond, en France, à la mention passable - 10/20).

- ***Abi-Bac***

Parmi les lycées du Land, les 5 cités ci-dessous offrent actuellement à leurs élèves la possibilité de se présenter simultanément aux deux examens, « Abitur » et « baccalauréat » :

- Hindenburg-Gymnasium, à Trèves,
- Kooperative Gesamtschule – Gymnasium, à Bad Bergzabern,
- Max-Slevogt-Gymnasium, à Landau,
- Bertha-von-Suttner-Gymnasium, à Andernach,
- Geschwister-Scholl-Gymnasium, à Ludwigshafen.

- ***« EKP-Schulen » (Écoles appliquant le programme commun franco-allemand de développement et de coopération)***

Les 6 lycées de Rhénanie-Palatinat ci-dessous cités s'appliquent intensivement à la mise en œuvre du programme EKP (Entwicklungs- und Kooperationsprogramm), « programme commun de développement et de coopération pour une politique d'éducation bilingue à caractère franco-allemand, en France et en Allemagne » :

- Hofenfels-Gymnasium, à Zweibrücken,
- Burggymnasium, à Kaiserslautern,
- Hilda-Gymnasium, à Coblenz,
- Kooperative Gesamtschule-Gymnasium, à Bad Bergzabern,
- Bertha von Suttner Gymnasium à Andernach,
- Europa-Gymnasium Wörth.

Le programme EKP a pour objectif de promouvoir les projets suivants :

- Modèles et conceptions de l'enseignement bilingue,

- Formation complémentaire et formation continue du personnel enseignant
- Développement des aides pédagogiques et didactiques,
- Activités de jumelages et d'échanges scolaires et projets pédagogiques communs dans le cadre de partenariats ou jumelages entre villes.

Le Gouvernement du Land est d'avis - en ce qui relève du plan d'action 2004-2006 de l'Union européenne « Promouvoir l'apprentissage des langues » (point 1), et en ce qui s'applique à l'amélioration des conditions-cadres, à caractère financier, définies pour l'acquisition et l'enseignement des langues (point 4) - qu'il faut tirer les enseignements du fait que la coopération entre administrations de la Grande Région fait l'objet d'un volume d'échanges en accroissement intensif. La vie pratique de la coopération transfrontalière en matière d'instruction et de formation montre cependant que ce sont toujours, pour une part notable, les barrières linguistiques existantes qui s'opposent encore à la bonne marche de cette coopération.

Le plan d'action devrait, pour cette raison, prendre en compte la nécessité de l'apprentissage des langues dans le cadre de la formation continue du personnel des administrations. C'est actuellement une nécessité urgente d'offrir des cours de langues étrangères au personnel des administrations, à l'échelon communal comme au niveau du Land, pour écarter les obstacles s'opposant à l'exécution des tâches administratives, et aussi pour promouvoir, à partir des différentes régions, l'entité régionale souhaitée.

5. Incidences de la déclaration de Poitiers sur la coopération en Grande Région

Le Gouvernement du Land tient à apprécier la haute importance que le Conseil Parlementaire Interrégional a accordée à la déclaration adoptée au cours de la conférence des Länder allemands et des régions françaises, qui a siégé à Poitiers les 27 et 28 octobre 2003. Le Gouvernement du Land y était représenté par le Directeur de la Chancellerie, qui avait, en commun avec le représentant de la Région Limousin, l'honneur de présider le groupe de travail « Aménagement du territoire et infrastructure ». Par ailleurs, la Rhénanie-Palatinat était, dans cette conférence, membre du groupe de travail « jumelages et partenariats ».

Le processus d'unification de l'Europe et, en particulier, la politique d'élargissement de l'Union européenne - avec par voie de conséquence, au niveau de la Commission, une modification des priorités à accorder aux différentes attributions et le changement des structures de l'administration - imposent que « régions » et « Länder » puissent disposer de la capacité d'exercer leurs missions. À ce sujet, la conférence de Poitiers marque certainement la montée en puissance d'un processus essentiel, d'autant plus fructueux que l'engagement des « régions » et « Länder » sera plus intensif.

En France, la modification de la constitution du 17 mars 2003 a permis de faire avancer dans ce pays le processus de décentralisation commencé en 1982. C'est sur cette base constitutionnelle que seront mises en application, en France, par voie législative, les dispositions adoptées au profit des « régions », ce qui

devrait en conséquence avoir des effets favorables sur l'évolution de la coopération directe avec les « Länder ».

Dans la déclaration de Poitiers, le Gouvernement du Land voit en outre, au niveau européen, une impulsion nouvelle à la coopération interrégionale. Structurée depuis le 21 mai 2003, l'interconnexion - sur les sites des Exécutifs et des Législatifs - du Land de Rhénanie-Palatinat avec la région Bourgogne, la région polonaise d'Opole et la région tchèque de Bohême Centrale, est un exemple supplémentaire de l'imbrication toujours plus étroite des structures de la coopération régionale en Europe, initiative soutenue également par le Conseil Parlementaire Interrégional.

La Rhénanie-Palatinat applique les diverses mesures citées au communiqué de la conférence de Poitiers, par exemple celles dont l'objet est de promouvoir l'apprentissage de la langue du voisin, les échanges d'élèves et d'enseignants, les projets communs de formation continue au profit des écoles et du corps enseignant, et d'encourager en particulier ces activités quant à la coopération transfrontalière avec les régions partenaires du Rhin Supérieur et de la Grande Région. On en vient ici, de plus en plus, à un changement de paradigme, à savoir: la langue du voisin, moins une fin en soi, est plus que jamais un moyen permettant la mise en œuvre d'activités et de projets. L'élargissement de cette conception aux Länder allemands et régions françaises de l'intérieur ne peut qu'encourager ce processus.

L'intérêt que les élèves manifestent dans l'apprentissage de la langue du voisin sera donc, de plus en plus, surtout éveillé par l'usage courant, la mise à l'épreuve et la pratique de la langue du voisin à l'occasion de rencontres à caractère privé ou au cours de projets à plus long terme. Les domaines d'application de ces projets figurent dans les accords passés avec les académies de Dijon, Nancy-Metz et Strasbourg et comprennent tous les secteurs de l'enseignement.

Les axes principaux des mesures à venir sont dirigés vers les projets scolaires de proximité, avec l'Alsace pour les échanges d'élèves dans la Grande Région, et avec la Bourgogne pour les séminaires communs de formation complémentaire au profit des maîtres, pour le développement - assisté par les médias - d'aides pédagogiques bilingues, comme par exemple le livre scolaire en usage en région du Rhin Supérieur. Dans le domaine du jardin d'enfants et de l'enseignement primaire, on prévoit d'accroître fortement, en étroit contact avec les partenaires français, l'offre de l'enseignement précoce de la langue du voisin.

Le Gouvernement du Land se montre grandement ouvert à la poursuite du processus initié à Poitiers, ceci afin de contribuer à ce que l'excellente coopération éprouvée au niveau transfrontalier débouche aussi, au plan régional et hors frontières nationales, sur une coopération, large et fructueuse, des Länder allemands et des régions françaises. Nombre de bonnes choses qui, dans le domaine des régions frontalières, ont déjà été réalisées peuvent servir de modèles à appliquer à la coopération entre régions situées plus loin des frontières nationales.

**Stellungnahme der Landesregierung von Rheinland-Pfalz
zu den Beschlüssen des Interregionalen Parlamentarier-Rates
vom 15. Dezember 2003 in Metz**

- 1. Die grenzüberschreitende Beschäftigung im Gesundheitswesen**
- 2. Tourismus in der Großregion**
- 3. Grenzüberschreitende Radio- und Fernsehprogramme in der Großregion Saar-Lor-Lux**
- 4. EU-Aktionsplan 2004 bis 2006 „Förderung des Sprachenlernens und der Sprachenvielfalt“**
- 5. Bedeutung der Erklärung von Poitiers für die Zusammenarbeit in der Großregion**

1. Die grenzüberschreitende Beschäftigung im Gesundheitswesen

Die Empfehlung des Interregionalen Parlamentarier-Rates, die Studie über die grenzüberschreitende Beschäftigung im Gesundheitswesen fortzusetzen und auch auf Wallonien auszudehnen, wird von der Landesregierung grundsätzlich begrüßt.

Diese Studie wird im Rahmen des EURES-T Saar-Lor-Lux-Rheinland-Pfalz durchgeführt, aber nicht mit EU-Mitteln gefördert. Die finanzielle Unterstützung erfolgt ausschließlich mit originären Mitteln des Landes Rheinland-Pfalz.

Sofern eine Ausweitung der Studie erfolgen sollte, müsste die Region Wallonien sich finanziell an dem Projekt beteiligen.

Da die Region Wallonien jedoch nicht zum Zielgebiet des EURES-T Saar-Lor-Lux-Rheinland-Pfalz gehört, stellt sich allerdings die Frage, ob das Projekt im Falle einer regionalen Ausdehnung auf dieses Gebiet überhaupt noch im Rahmen des EURES-T durchgeführt werden kann. Sinnvoll wäre in diesem Falle - vorbehaltlich einer weiteren Prüfung - sicherlich eine Einordnung in das INTERREG-Programm. Im Falle einer Förderfähigkeit durch INTERREG würde eine finanzielle Unterstützung mit Mitteln der EU und in Rheinland-Pfalz mit Mitteln des fachlich zuständigen Ministeriums für Arbeit, Soziales, Familie und Gesundheit erfolgen.

2. Tourismus in der Großregion

Die Empfehlung des Interregionalen Parlamentarier-Rates basiert vor allem auf dem Tourismus-Marketing-Konzept, das vom Europäischen Tourismus Institut in Trier für den 7. Gipfel der Großregion im Juni 2003 in Saarbrücken erstellt worden ist. Auftraggeber waren das Ministerium für Wirtschaft des Saarlandes und der Wirtschafts- und Sozialausschuss der Großregion.

Ziel des Konzeptes ist es, zusammen mit allen Partnern in der Großregion Projektvorschläge für ein gemeinsames Vermarktungskonzept des gesamten Raumes zu erstellen. Mit der Studie soll den Regionen eine Entscheidungsgrundlage an die Hand gegeben werden, die es den touristischen Akteuren ermöglicht, gemeinsame Angebote zu gestalten und ein koordiniertes und zielgruppenspezifisches Marketing für den Kooperationsraum zu betreiben. Ziel hierbei ist eine erfolgreiche touristische Entwicklung mit den damit verbundenen positiven Beschäftigungseffekten in der Großregion.

In dem vorgelegten Konzept wurden die in der Empfehlung des Interregionalen Parlamentarier-Rates angesprochenen Spitzenthemen formuliert und herausgestellt.

Ziel der Zusammenarbeit in der Großregion Saar-Lor-Lux-Rheinland-Pfalz-Wallonie-Französische und Deutschsprachige Gemeinschaft Belgiens ist es unter anderem auch, das reiche Erbe der Vergangenheit zu erhalten und zur Geltung zu bringen. Dies in den unmittelbar betroffenen Bereichen der Kulturindustrie und bei den verschiedensten Formen der Darbietung. Dies reicht vom Buch bis zum Film, vom Fernsehen bis zum Theater, vom Konzert bis zur Kunstausstellung. In allen Bereichen müssen wir auf die Wahrung der Vielfalt und die Förderung des Austauschs hinarbeiten. Dabei spielt die Verknüpfung touristischer Angebote eine herausragende Rolle, denn der Tourismus verlangt zunehmend nach kulturellen Angeboten.

Der Kultur-Tourismus ist in Rheinland-Pfalz eine der Wachstumsbranchen. Dies gilt insbesondere für die ländlichen Räume, in denen unsere einzigartigen Kulturlandschaften einen wesentlichen Teil des touristischen Erfolges begründen. Der Tourismus lenkt kaufkräftige Nachfrage und Investitionen in strukturschwache Regionen. Gleichzeitig verbessert der Tourismus die Lebensqualität der Bevölkerung, da viele infrastrukturelle Einrichtungen und Angebote für die rheinland-pfälzischen Bürgerinnen und Bürger durch die touristische Nachfrage mitfinanziert werden. Das Land hat auch aus diesem Grund die Gründung und den Ausbau von herausragenden Tanz-, Theater- und Musikprojekten von Kommunen unterstützt und will dies fortsetzen. Beispielhaft seien die Antikenfestspiele in Trier, die Burgfestspiele Mayen und das Festival Euroklassik in und um Zweibrücken genannt.

Im Rahmen der Gemeinsamen Erklärung zum 7. Gipfel der Großregion wurde u. a. die Arbeitsgruppe „Tourismus“ der Regionalkommission Saar-Lor-Lux-Trier/Westpfalz gebeten, die notwendigen Schritte zur zügigen Prüfung und Umsetzung der Vorschläge des Tourismuskonzeptes im Sinne eines interregionalen Tourismusmarketings konstruktiv zu begleiten.

Die Arbeitsgruppe „Tourismus“ wird sich zukünftig mit der Umsetzung des Tourismuskonzeptes für die Großregionen befassen. Hier gilt es mittelfristig, vorgeschlagene Projekte zu realisieren. Dies erfolgt insbesondere auch unter dem Aspekt der zurzeit noch laufenden INTERREG-Programme für die einzelnen Teilregionen der Großregionen.

Auch das Thema „Schaffung einer Touristikstelle für die Großregion“ zur Umsetzung der vorgeschlagenen Projekte wird in den zukünftigen Sitzungen mit auf der Tagesordnung stehen.

Die vom Interregionalen Parlamentarier-Rat geforderte „Agentur für Tourismus“ wird von der Landesregierung unterstützt, wobei die Agentur unbedingt auf bestehende Strukturen aufbauen muss, um keine weiteren, unnötigen Kosten zu verursachen.

In der Empfehlung des Interregionalen Parlamentarier-Rates ist der Weiterbildungsbereich nicht ausdrücklich erwähnt. Jedoch ist darauf hinzuweisen, dass Innovation im Tourismusbereich bzw. Ausbreitung der Aktivitäten vermutlich nicht ohne Weiterbildung funktionieren werden. Hierbei werden die Einrichtungen der allgemeinen Weiterbildung eine bedeutende Rolle spielen. Bereits jetzt sind einzelne Träger der Weiterbildung hier aktiv geworden, z. B. die Volkshochschule Neustadt an der Weinstraße. In diversen Projekten werden Personen, die in der Tourismusbranche tätig sind, in ihrem Feld weitergebildet. Kundenorientierte Angebote bilden den Kern solcher Projekte bzw. Maßnahmen.

Darüber hinaus kann der EU-Aktionsplan 2004-2006 „Förderung des Sprachenlernens und der Sprachenvielfalt“ aus Sicht der allgemeinen Weiterbildung und der Lehrerausbildung unterstützt werden. Gerade wenn es um das Erlernen einer Fremdsprache geht, werden die Träger der allgemeinen Weiterbildung gefragt sein, ein entsprechendes Angebot vorzuhalten. Dies ist bereits jetzt der Fall. Der Bereich Sprachen stellt einen der größten Fachbereiche an Volkshochschulen und anderen Trägern der Weiterbildung dar.

3. Grenzüberschreitende Radio- und Fernsehprogramme in der Großregion Saar-Lor-Lux

Der Interregionale Parlamentarier-Rat hat in seinem Beschluss ausdrücklich das bisherige Programmangebot der Rundfunkanstalten in der Großregion als Beitrag zur Stärkung eines grenzüberschreitenden regionalen Bewusstseins und der Zugehörigkeit zu einer einheitlichen Großregion Saar-Lor-Lux-Rheinland-Pfalz-Wallonie-Französische und Deutschsprachige Gemeinschaft Belgiens herausgestellt. Die Landesregierung sieht ebenfalls die positive Entwicklung der Programmangebote in diesem Bereich und spricht sich für eine Weiterentwicklung, gerade auch der Angebote des Südwestrundfunks (SWR) aus. Auch hier gilt das bereits zum Beschluss des Oberrheinrates zu grenzüberschreitenden Programmen Ausgeführte zur Programmphilosophie des SWR. Beim SWR findet sowohl im Fernsehprogramm als auch in den aktuellen Hörfunkprogrammen eine konti-

nuierliche und umfassende Information zu grenzüberschreitenden Themen mit entsprechender Tagesaktualität statt. Eine kurzfristige Recherche hat ergeben, dass in den Jahren 2002/2003 insgesamt 36 Beiträge mit grenzüberschreitenden Inhalten (im Bereich der Landesschau) produziert wurden. Darunter auch aus aktuellem Anlass die Serie „40 Jahre Partnerschaft mit Burgund“. Die hierbei aufgegriffenen Themen berührten hauptsächlich die Nachbarländer Frankreich, Luxemburg und Belgien. Behandelt wurde eine Vielzahl historischer, gesellschaftlicher und rechtlicher Themen, die zum besseren Verständnis der Nachbarn beitragen. Auch hier ist der SWR bemüht, künftig ungeachtet fester Programmplätze im Zusammenhang mit dem laufenden Programm über grenzüberschreitende Themen und Ereignisse aus den Nachbarländern zu berichten.

Die Landesregierung begrüßt darüber hinaus die vom Interregionalen Parlamentarier-Rat angesprochene Gründung des Mediennetzwerkes der Großregion auf Initiative der Landesmedienanstalt des Saarlandes. Auch die Landesregierung sieht hierin einen wichtigen Schritt zu einer effektiveren journalistischen Kooperation in der Region für alle Beteiligten zum Nutzen der Bürgerinnen und Bürger. Vor diesem Hintergrund appelliert die Landesregierung an die öffentlich-rechtlichen Rundfunkanstalten, Möglichkeiten der Kooperation zu prüfen und somit den Aufbau des Mediennetzwerkes zu unterstützen.

4. EU-Aktionsplan 2004 bis 2006 „Förderung des Sprachenlernens und der Sprachenvielfalt“

Für die Landesregierung gehören Sprachenkenntnisse zu den zentralen Schlüsselqualifikationen für alle Lebens- und Berufsbereiche. Die sprachlichen Schlüsselqualifikationen sind nicht nur im privaten Bereich, sei es im Urlaub, bei Begegnungssituationen oder im Rahmen von Städtepartnerschaften von Bedeutung. Zunehmend werden auch in Ausbildung und Studium, im beruflichen Bereich, im Handwerk, in Wirtschaft, Handel und Wissenschaft die Forderungen unüberhörbar, dass Kenntnisse in mindestens 2 Fremdsprachen von Nöten sind.

Seit vielen Jahren ist in Rheinland-Pfalz eine sehr begrüßenswerte Entwicklung im Gange, die sich bereits in verschiedenen Angeboten konkretisieren:

- *Bilingualer Unterricht*

An 31 Gymnasien des Landes gibt es bilinguale Züge mit den gesellschaftswissenschaftlichen Fächern (Erdkunde, Geschichte, Sozialkunde) als Sachfach und Englisch bzw. Französisch (13 Gymnasien) als Unterrichtssprache.

- **Vorgezogene 2. Fremdsprache und 3. Fremdsprache**

Nach einem sehr positiv verlaufenden Schulversuch haben seit dem Schuljahr 1999/2000 die Gymnasien in Rheinland-Pfalz die Möglichkeit, den Beginn der 2. Fremdsprache in Klasse 6 vorzuziehen. Die rein altsprachlichen Gymnasien ziehen grundsätzlich auch den Beginn der 3. Fremdsprache vor auf Klasse 8.

Mit dem Nachbar- und Partnerland Frankreich bestehen vielfältige Absprachen und Abkommen:

- **Zugangsberechtigung an französische Universitäten**

Die Schülerinnen und Schüler, die im nicht abgestuften Leistungsfach Französisch das Abitur mit mindestens der Note „ausreichend“ ablegen, sind von Sprachprüfung bei der Zulassung zum Studium an französischen Universitäten befreit.

- **Abi-Bac**

5 Gymnasien des Landes ermöglichen es derzeit ihren Schülerinnen und Schülern, gleichzeitig das deutsche Abitur und das französische Baccalauréat abzulegen:

- Hindenburg-Gymnasium Trier,
- Kooperative Gesamtschule - Gymnasium Bad Bergzabern,
- Max-Slevogt-Gymnasium Landau,
- Bertha-von-Suttner-Gymnasium Andernach und
- Geschwister-Scholl-Gymnasium Ludwigshafen.

- **EKP-Schulen**

6 rheinland-pfälzische Gymnasien arbeiten am Ausbau des „Gemeinsamen Entwicklungs- und Kooperationsprogramms für zweisprachige Bildungsgänge mit deutsch-französischem Profil in Deutschland und Frankreich (EKP)“ mit:

- Hofenfels-Gymnasium Zweibrücken,
- Burggymnasium Kaiserslautern,
- Hilda-Gymnasium Koblenz,
- Kooperative Gesamtschule-Gymnasium Bad Bergzabern,
- Bertha von Suttner Gymnasium Andernach,
- Europa-Gymnasium Wörth.

Das EKP hat sich die Förderung der folgenden Bereiche zum Ziel gesetzt:

- Modelle und Konzepte des bilingualen Unterrichts,
- Lehrerfort- und Weiterbildung,
- Entwicklung von Lehr- und Lernmaterialien,
- Partnerschaften/Schüleraustausch und gemeinsame pädagogische Vorhaben im Rahmen von Städtepartnerschaften.

Zum EU-Aktionsplan 2004-2006 zur Förderung des Sprachenlernens (Nr. 1) und bei der Verbesserung der finanziellen Rahmenbedingungen für Spracherwerb und Sprachunterricht (Nr. 4) ist aus der Sicht der Landesregierung zu berücksichtigen, dass die Zusammenarbeit der Verwaltungen in den Grenzregionen mit dem Zusammenwachsen Europas immer intensiver wird. Wie die Erfahrungen aus der grenzüberschreitenden Zusammenarbeit in der Aus- und Fortbildung zeigen, behindern jedoch die immer noch in sehr starkem Maße vorhandenen Sprachbarrieren die Zusammenarbeit erheblich.

Im Aktionsplan sollte daher auch die Notwendigkeit des Sprachenlernens im Rahmen der Fortbildung in der Verwaltung berücksichtigt werden. Es besteht die dringende Notwendigkeit, Fremdsprachenkurse für Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter sowohl der Kommunal- als auch der Landesverwaltung anzubieten, um Verwaltungshemmnisse zu beseitigen und das Zusammenwachsen der Regionen zu fördern.

5. Bedeutung der Erklärung von Poitiers für die Zusammenarbeit in der Großregion

Die Landesregierung würdigt den hohen Stellenwert, den der Interregionale Parlamentarier-Rat der Erklärung des Treffens der deutschen Länder und der französischen Regionen vom 27./28. Oktober 2003 in Poitiers einräumen. Die Landesregierung war durch den Chef der Staatskanzlei bei dieser Konferenz vertreten und hatte gemeinsam mit der Region Limousin den Vorsitz der Arbeitsgruppe „Raumordnung und Infrastruktur“ inne. Außerdem war Rheinland-Pfalz Mitglied in der Arbeitsgruppe „Partnerschaften“.

Die europäische Einigung und gerade die erweiterte EU mit einer notwendigen Veränderung der Aufgabenschwerpunkte und der Verwaltungsstrukturen der Kommission erfordert handlungsfähige Regionen und Länder. Die Konferenz von Poitiers kann hierzu einen wichtigen Prozess eingeleitet haben, der um so fruchtbarer sein wird, je intensiver sich die Regionen und Länder daran beteiligen.

Mit der Verfassungsänderung vom 17. März 2003 wurde in Frankreich die 1982 begonnene Zentralisierung weiter vorangetrieben. Auf dieser Basis werden nun die weiteren Gestaltungsmöglichkeiten der französischen Regionen per Gesetz konkretisiert. Dies kann sich entsprechend auch auf die direkte Zusammenarbeit mit den deutschen Ländern positiv auswirken.

Des Weiteren sieht auch die Landesregierung in der Erklärung von Poitiers einen zusätzlichen Impuls, auf europäischer Ebene die interregionale Zusammenarbeit zu fördern. Die seit dem 21. Mai 2003 formalisierte Vernetzung von Rheinland-Pfalz mit den Regionen Burgund, Oppeln und Mittelböhmen auf Seiten der Exekutive sowie der Legislative ist ein weiteres Beispiel für das auch vom Interregionalen Parlamentarier-Rat unterstützte enger werdenden Geflecht regionaler Zusammenarbeit in Europa.

Die vielfältigen Maßnahmen des Kommuniqués der Konferenz von Poitiers, z. B. in den Bereichen der Förderung der Nachbarsprache und des Schüler- und Lehreraustauschs und der gemeinsamen Schul- und Lehrerfortbildungsprojekte, werden von Rheinland-Pfalz insbesondere in der grenzüberschreitenden Zusammenarbeit mit den Partnerregionen am Oberrhein und in der Großregion verwirklicht. Hierbei kommt es vermehrt zu einem Paradigmenwechsel: die Nachbarsprache ist mehr denn je ein Mittel zur Durchführung von Austausch- und Projektmaßnahmen und weniger das Ziel. Eine Erweiterung auf inner-

deutsche Länder und innerfranzösische Regionen kann diesen Prozess nur fördern.

Das Interesse der Schülerinnen und Schüler zum Erlernen der Nachbarsprache wird daher mehr und mehr von der praktischen Nutzung und Erprobung der Nachbarsprache in persönlicher Begegnung und längerfristigen Arbeitsvorhaben geweckt. Die Projektbereiche sind in den Vereinbarungen mit den Akademien Dijon, Nancy-Metz und Straßburg enthalten und umfassen alle schulischen Bereiche.

Schwerpunkte der künftigen Maßnahmen liegen im Bereich nachbarschulischer Projekte mit dem Elsaß, im Schüleraustausch in der Großregion und mit Burgund, gemeinsamer Lehrerfortbildungsseminare und medienunterstützter Entwicklung von gemeinsamen bilingualen Unterrichtsmaterialien, wie z. B. dem oberrheinischen Schulbuch. Im Bereich von Kindergarten und Grundschule soll der frühfremdsprachliche Unterricht im Kontakt mit französischen Partneereinrichtungen verstärkt angeboten werden.

Die Landesregierung steht dem weiteren Prozess nach Poitiers offen gegenüber, um die sehr gute grenzüberschreitende Zusammenarbeit auch in eine breite und fruchtbare regionale Zusammenarbeit von deutschen Ländern und französischen Regionen ohne gemeinsame Grenzen münden zu lassen. Vieles, was im Bereich der Grenz-Anrainer bereits erreicht wurde, kann beispielhaft für die Zusammenarbeit zwischen grenzfernen Regionen sein.



CONSEIL PARLEMENTAIRE INTERREGIONAL

Lorraine – Luxembourg – Rhénanie-Palatinat – Sarre – Wallonie

INTERREGIONALER PARLAMENTARIER-RAT

Lothringen – Luxemburg – Rheinland-Pfalz – Saarland – Wallonien

19, rue du Marché-aux-Herbes, L-1728 Luxembourg Tél.: (352) 46 69 66-1 Fax: (352) 46 69 66-267

Réunion plénière du 28 mai 2004 / Plenarsitzung vom 28. Mai 2004

Recommandations / Empfehlungen

- Bitburg-Prüm/Eifel, une « région modèle » / *Modellregion Bitburg-Prüm/Eifel*;
- Coopération dans le domaine des bibliothèques en tenant compte particulièrement du patrimoine culturel de la Grande Région / *Zusammenarbeit im Bereich der Bibliotheken unter besonderer Berücksichtigung des kulturellen Erbes der Großregion*
- Coopération dans la Région Sar-Lor-Lux dans le domaine de la musique / *Zusammenarbeit in der Saar-Lor-Lux-Region im Bereich der Musik*



CONSEIL PARLEMENTAIRE INTERREGIONAL

Lorraine – Luxembourg – Rhénanie-Palatinat – Sarre – Wallonie

INTERREGIONALER PARLAMENTARIER-RAT

Lothringen – Luxemburg – Rheinland-Pfalz – Saarland – Wallonien

19, rue du Marché-aux-Herbes, L-1728 Luxembourg Tél.: (352) 46 69 66-1 Fax: (352) 46 69 66-267

Bitburg-Prüm/Eifel, une „région modèle“

Le CPI est d'avis que le concours „Les régions en mouvement – la campagne façonne son avenir“, ouvert en septembre 2001 et mis en route sous l'égide du Ministère fédéral allemand chargé des droits des consommateurs, de l'alimentation et de l'agriculture, convient spécialement, en action d'ensemble et sous le signe d'une coopération solidement ancrée sur le partenariat des acteurs et, aux régions concernées, leur assurant ainsi la promotion efficace et le soutien durable de leur essor économique, de leur avenir écologique et de leurs projets touristiques et culturels.

La Grande Région „Saar-Lor-Lux“ peut se féliciter de compter deux vainqueurs: ils l'ont dignement représentée, parmi plus de 200 candidats ayant pris part, au printemps 2002, à ce concours répondant à des critères très sélectifs. Ont été en effet élues „régions modèles“, respectivement comme district et Land: Bitburg-Prüm dans l'Eifel, et la Sarre.

Le CPI exprime sa satisfaction de constater qu'un certain nombre d'initiatives, prises au niveau central et mises en chantier par la „région modèle“ de l'Eifel, sont conduites en coopération avec des projets propres à des régions voisines, en Belgique (Ardennes), au Grand-duché de Luxembourg (parcs naturels) et en Rhénanie-du-Nord-Westphalie (Eifel du nord) et bénéficient d'un cofinancement de l'Union européenne (INTERREG III A).

Le CPI est d'avis que le concept de marque régional élaboré sous le titre „Eifel“ (valant pour „label de qualité“ et „appellation d'origine“), dû à l'initiative de la „région modèle“ Bitburg-Prüm sur la base d'un catalogue précis de critères de qualité strictement définis, sous une transparence soumise à des contrôles sévères et suivant une spécification claire de l'origine des productions agricoles et forestières, des produits de l'artisanat et des prestations offertes dans le cadre du tourisme et de la gastronomie, ouvre une voie exemplaire: celle-ci débouche – au profit des exploitations et entreprises à vocation agricole, forestière, artisanale ou touristique, associées aux activités régionales des chaînes créatrices de richesses et aux actions de développement des structures régionales de commercialisation et de distribution (conception des services de proximité) – sur une perspective efficace d'avenir,

assurée dans la durée grâce à un accroissement des possibilités du marché et à des prix de vente adaptés à la qualité.

Le CPI est d'avis que la stratégie régionale de développement de la région nord de l'Eifel est riche d'un potentiel particulièrement fort, étant élaborée et portée par des acteurs qui sont *dans la région*: représentants des exploitations agricoles et forestières, associations œuvrant pour la protection de la nature, groupes représentatifs du tourisme, de l'artisanat et de la gestion des parcs naturels régionaux. Avoir, sur le plan individuelle, le sens de la responsabilité quant à la terre natale, à l'espace de vie et de travail de chacun, et focaliser les diverses activités sur un axe d'effort commun, tels sont les facteurs qui sont de nature à créer une nouvelle identité, à donner confiance en soi-même, et à asseoir et consolider les structures d'un développement stable de l'Eifel, lui donnant ainsi la vocation d'une région modèle dans une Europe devenue à la fois plus étendue et plus diversifiée.

Metz, le 28 mai 2004



CONSEIL PARLEMENTAIRE INTERREGIONAL
Lorraine – Luxembourg – Rhénanie-Palatinat – Sarre – Wallonie
INTERREGIONALER PARLAMENTARIER-RAT
Lothringen – Luxemburg – Rheinland-Pfalz – Saarland – Wallonien
19, rue du Marché-aux-Herbes, L-1728 Luxembourg Tél.: (352) 46 69 66-1 Fax: (352) 46 69 66-267

Modellregion Bitburg-Prüm/Eifel

Der IPR hält den im September 2001 gestarteten und vom deutschen Bundesministerium für Verbraucherschutz, Ernährung und Landwirtschaft initiierten Wettbewerb „Regionen aktiv – Land gestaltet Zukunft“ für hervorragend geeignet, die wirtschaftliche, ökologische, touristische und kulturelle Gesamtentwicklung der beteiligten Regionen auf der Grundlage der partnerschaftlichen Kooperation ihrer Akteure nachhaltig zu fördern und dauerhaft zu stabilisieren.

Mit den im Frühjahr 2002 aus mehr als 200 Bewerbungen in einem Qualifizierungsverfahren ausgewählten Modellregionen Bitburg-Prüm in der Eifel und dem Saarland als Gesamtregion ist die Großregion Saarlorlux mit zwei Wettbewerbssiegern hervorragend vertreten.

Der IPR begrüßt insbesondere, dass zentrale Initiativen der Eifel-Modellregion mit Projekten der Nachbarregionen in Belgien (Ardennen), im Großherzogtum Luxemburg (Naturparke) und in Nordrhein-Westfalen (Nordeifel) kooperativ betrieben und von der Europäischen Union kofinanziert werden (INTERREG III A).

Der IPR hält das in der Modellregion Bitburg-Prüm entwickelte Regionalmarkenkonzept „Eifel“ (als Gütesiegel und Herkunftszeichen) auf der Grundlage eines expliziten Katalogs strenger Qualitätsrichtlinien, geprüfter Transparenz und klarer Herkunft land- und forstwirtschaftlicher Erzeugnisse, handwerklicher Produkte und touristischer und gastronomischer Angebote für einen ausgezeichneten Weg, den an den regionalen Wertschöpfungsketten und am Aufbau regionaler Vermarktungs- und Vertriebsstrukturen (Nahversorgungskonzept) beteiligten Betrieben aus Landwirtschaft, Forstwirtschaft, Handwerk und Tourismus eine nachhaltige Zukunftsperspektive durch erhöhte Marktchancen bei qualitätsorientierten Verkaufspreisen zu eröffnen und dauerhaft zu sichern.

Der IPR hält es für eine besondere Stärke der regionalen Entwicklungsstrategie der Eifel-Nordregion, dass sie von den Akteuren *in der Region*, den Vertretern der Land- und Forstwirtschaft, den Naturschutzverbänden, den touristischen Verbänden, dem Handwerk und den Naturparks in der Region erarbeitet wurde und vorangetrieben wird; die Wahrnehmung der je eigenen Verantwortung aller, denen die Region als Heimat, Arbeits- und Lebensraum am Herzen liegt und die Bündelung ihrer Aktivitäten zu einer gemeinsamen Kraftanstrengung stiftet neue Identität, gibt Selbstvertrauen und legt den Grundstein für die stabile Weiterentwicklung der Eifel zu einer wegweisenden Modellregion im größer und vielgestaltiger gewordenen Europa.

Metz, den 28. Mai 2004



CONSEIL PARLEMENTAIRE INTERREGIONAL

Lorraine – Luxembourg – Rhénanie-Palatinat – Sarre – Wallonie

INTERREGIONALER PARLAMENTARIER-RAT

Lothringen – Luxemburg – Rheinland-Pfalz – Saarland – Wallonien

19, rue du Marché-aux-Herbes, L-1728 Luxembourg Tél.: (352) 46 69 66-1 Fax: (352) 46 69 66-267

Coopération dans le domaine des bibliothèques en tenant compte particulièrement du patrimoine culturel de la Grande Région

1. Le CPI est d'avis que, dans le cadre de l'objectif d'une union de la Grande Région Saar-Lor-Lux, la mise en exergue des racines culturelles et historiques communes est une tâche importante, et que les bibliothèques de la Grande Région peuvent y apporter une contribution indispensable.
2. Dans ce contexte, le CPI salue la coopération de la Bibliothèque Nationale de Luxembourg, de la Bibliothèque municipale de Metz et de la Bibliothèque municipale de Trêves, coopération qui s'articule autour d'expositions, de publications et de projets communs, dont celui intitulé « libri Europae » (restauration et présentation d'incunables encyclopédiques sur Internet), et y voit un élément important de la coopération transfrontalière dans le domaine de la culture.
3. Le CPI voit le danger qu'un grand nombre d'importants manuscrits, incunables et imprimés uniques plus récents (comme par exemple des journaux) qui font partie du patrimoine culturel de l'Europe entière, risquent la dégradation aiguë, ce qui serait une perte irréversible, et souhaite profiter de la chance d'associer, dans le cadre d'une coopération internationale, les procédés éprouvés et les nouvelles technologies (numérisation et Internet).
4. Le CPI est d'avis qu'il faudrait renforcer l'information sur le travail réalisé par les bibliothèques et la coopération entre elles, ainsi que sur le rôle qu'elles jouent dans la formation de l'identité de la Grande Région. Là aussi, le CPI considère qu'il faut améliorer l'information sur le programme des manifestations culturelles proposées au niveau transfrontalier ; voilà pourquoi il soutient le projet de créer sur Internet un portail culturel de la Grande Région.
5. Le CPI se prononce en faveur de la poursuite de cette coopération fructueuse entre les bibliothèques de la Grande Région, et il appelle les exécutifs de la Grande Région à continuer leurs efforts visant à assurer un soutien durable à cette coopération, étant donné l'importance de celle-ci et du patrimoine culturel rassemblé par les bibliothèques pour le paysage culturel de la région Saar-Lor-Lux, et à accorder un soutien particulier à la préservation du patrimoine culturel dans les bibliothèques.

Metz, le 28 mai 2004



CONSEIL PARLEMENTAIRE INTERREGIONAL

Lorraine – Luxembourg – Rhénanie-Palatinat – Sarre – Wallonie

INTERREGIONALER PARLAMENTARIER-RAT

Lothringen – Luxembourg – Rheinland-Pfalz – Saarland – Wallonien

19, rue du Marché-aux-Herbes, L-1728 Luxembourg Tél.: (352) 46 69 66-1 Fax: (352) 46 69 66-267

Zusammenarbeit im Bereich der Bibliotheken unter besonderer Berücksichtigung des kulturellen Erbes der Großregion

1. Der IPR hält es im Rahmen des Ziels des Zusammenwachsens der Großregion Saar-Lor-Lux-Region für eine wichtige Aufgabe, die gemeinsamen kulturellen und historischen Wurzeln der Großregion deutlich zu machen und ist der Auffassung, dass die Bibliotheken der Großregion einen unverzichtbaren Beitrag dazu leisten können.
2. Der IPR würdigt vor diesem Hintergrund die Kooperation der Nationalbibliothek Luxemburg, der Stadtbibliothek Metz und der Stadtbibliothek Trier, die sich in gemeinsamen Ausstellungen, Publikationen und Projekten wie dem Projekt „libri Europae“ (Restaurierung und Internetpräsentation von enzyklopädischen Frühdrucken) zeigt, als wichtigen Bestandteil der grenzüberschreitenden Zusammenarbeit im Bereich der Kultur.
3. Der IPR sieht die Gefahr, dass viele bedeutsame Handschriften, Frühdrucke und spätere unikale Druckschriften (wie z.B. Zeitungen) als Kulturerbe von europäischer Bedeutung akut vom Verfall bedroht sind, was einen unwiderbringlichen Verlust bedeuten würde, und spricht sich dafür aus, die Chance zu nutzen, bewährte Restaurierungsverfahren und neue Technologien (Digitalisierung und Internet) in internationaler Zusammenarbeit zu verbinden.
4. Der IPR ist der Auffassung, dass die Information über Arbeit und Zusammenarbeit der Bibliotheken und deren Bedeutung für die Identität der Großregion verstärkt werden sollte. Auch in diesem Zusammenhang gilt, dass der IPR die Notwendigkeit sieht, grenzüberschreitend die Information über Kulturangebote zu verbessern und er das Vorhaben eines Kulturportals der Großregion im Internet unterstützt.
5. Der IPR spricht sich dafür aus, dass diese erfolgreiche Zusammenarbeit der Bibliotheken in der Großregion fortgeführt wird und fordert die Exekutiven der Großregion auf, sich vor dem Hintergrund der Bedeutung dieser Zusammenarbeit und des kulturellen Erbes in den Bibliotheken für die kulturelle Landschaft in der Saar-Lor-Lux-Region weiter um eine nachdrückliche Unterstützung dieser Zusammenarbeit und um eine besondere Förderung der Erhaltung des kulturellen Erbes in den Bibliotheken zu bemühen.

Metz, den 28.Mai 2004



CONSEIL PARLEMENTAIRE INTERREGIONAL

Lorraine – Luxembourg – Rhénanie-Palatinat – Sarre – Wallonie

INTERREGIONALER PARLAMENTARIER-RAT

Lothringen – Luxembourg – Rheinland-Pfalz – Saarland – Wallonien

19, rue du Marché-aux-Herbes, L-1728 Luxembourg Tél.: (352) 46 69 66-1 Fax: (352) 46 69 66-267

Coopération dans la Région Sar-Lor-Lux dans le domaine de la musique

1. Le CPI est convaincu que la musique, la coopération des artistes dans le domaine de la musique et la visite de spectacles musicaux de part et d'autre de la frontière peuvent contribuer dans une large mesure à la qualité de vie et au développement d'une conscience régionale des habitants de la Grande Région.
2. Le CPI salue la coopération transfrontalière réalisée jusque-là dans le domaine de la musique et qui se manifeste par exemple dans le travail du Jazzclub EuroCore au sein de l'association Saar-Lor-Lux-Trier Musik e.V., de l'orchestre Saar-Lor-Lux ou du chœur Robert-Schuman, mais aussi dans la coopération au niveau des chorales scolaires, activités qui contribuent de façon essentielle à l'union de la Grande Région Saar-Lor-Lux ; il invite également les cinq régions à soutenir vigoureusement ces initiatives.
3. Le CPI est d'avis que les informations transfrontalières concernant le programme des manifestations culturelles doivent être améliorées. Voilà pourquoi il tient à soutenir le projet visant à créer sur Internet un portail culturel de la Grande Région censé apporter une contribution essentielle en matière d'information sur les spectacles musicaux qui ont lieu dans les régions voisines.
4. Le CPI est d'avis qu'il faut améliorer les conditions-cadres dans le domaine des institutions culturelles et des artistes de la région Saar-Lor-Lux. Selon lui, il faudrait en particulier prévoir un soutien administratif pour la coordination des activités culturelles au niveau transfrontalier. Il est en outre d'avis qu'il serait souhaitable de continuer à prévoir un soutien financier pour permettre la mise en place de projets transfrontaliers.
5. Le CPI est d'avis que la Maison de la Grande Région pourrait assumer la fonction de relais administratif pour soutenir les activités culturelles au niveau transfrontalier. Il pense que la condition préalable en est notamment que les cinq régions de la Grande Région participent toutes à la mise en place et au fonctionnement de la Maison de la Grande Région, et il les exhorte à remplir cette condition.

6. Le CPI se prononce en faveur de la création accélérée d'un réseau d'institutions et d'artistes dans le domaine de la musique, et il considère que les préparatifs et la réalisation du projet « Capitale culturelle de l'Europe 2007 » permettront de mettre en place un réseau durable.
7. Le CPI se prononce en faveur du renforcement de la coopération dans le domaine de la formation musicale dans la Grande Région. Il soutient le projet visant à intégrer également Mayence et Liège dans la coopération des conservatoires de Luxembourg, Metz/Nancy et Trêves. Il invite à oeuvrer en faveur de l'équivalence des diplômes dispensés par les établissements de l'enseignement supérieur dans le domaine musical.
8. Le CPI invite les exécutifs de la Grande Région à souligner vis-à-vis des citoyens et citoyennes que la politique a fait sien l'objectif de renforcer davantage la coopération transfrontalière dans la Grande Région, et ce à travers l'exemple du soutien accordé aux initiatives transfrontalières dans le domaine de la musique.

Metz, le 28 mai 2004



CONSEIL PARLEMENTAIRE INTERREGIONAL

Lorraine – Luxembourg – Rhénanie-Palatinat – Sarre – Wallonie

INTERREGIONALER PARLAMENTARIER-RAT

Lothringen – Luxembourg – Rheinland-Pfalz – Saarland – Wallonien

19, rue du Marché-aux-Herbes, L-1728 Luxembourg Tél.: (352) 46 69 66-1 Fax: (352) 46 69 66-267

Zusammenarbeit in der Saar-Lor-Lux-Region im Bereich der Musik

1. Der IPR ist der Überzeugung, dass die Musik, die Zusammenarbeit von Künstlern im Bereich der Musik und der grenzüberschreitende Besuch von musikalischen Ereignissen einen wichtigen Beitrag zur Lebensqualität und zur Entwicklung eines regionalen Bewußtseins der Menschen in der Großregion leisten können.
2. Der IPR würdigt die bisherige grenzüberschreitende Kooperationen im Bereich der Musik, wie sie etwa durch die Arbeit des Jazzclub EuroCore im Saar-Lor-Lux-Trier Musik e.V., des Saar-Lor-Lux-Orchesters oder des Robert-Schuman-Chores oder durch die Zusammenarbeit von Schulchören verkörpert werden, als wichtige Beiträge zum Zusammenwachsen der Großregion Saar-Lor-Lux und fordert die fünf Regionen auf, diese Initiativen engagiert zu unterstützen.
3. Der IPR hält eine Verbesserung der grenzüberschreitenden Informationen über Kulturangebote für notwendig. Er unterstützt darum mit Nachdruck das Vorhaben eines Kulturportals der Großregion im Internet, das einen wichtigen Beitrag dazu leisten kann, über musikalische Veranstaltungen in den Nachbarregionen zu informieren.
4. Der IPR hält eine Verbesserung der Rahmenbedingungen für Institutionen im Bereich der Kultur und für Künstler in der Saar-Lor-Lux-Region für notwendig. Er sieht dabei insbesondere Bedarf für eine administrative Unterstützung bei der grenzüberschreitenden Koordinierung von Kulturaktivitäten. Er hält darüberhinaus eine weitere finanzielle Unterstützung für wünschenswert, um grenzüberschreitende Projekte zu ermöglichen.
5. Der IPR ist der Auffassung, dass das Haus der Großregion die Funktion der administrativen Unterstützung grenzüberschreitender Kulturaktivitäten übernehmen könnte. Er sieht als Voraussetzung dafür insbesondere, dass alle fünf Regionen der Großregion sich an Aufbau und Betrieb des Hauses der Großregion beteiligen und fordert diese dazu auf, diese Voraussetzung zu schaffen.
6. Der IPR spricht sich dafür aus, die Bildung eines Netzwerkes von Institutionen und Künstlern im Bereich der Musik zu forcieren und sieht im Rahmen der Vorbereitung und Realisierung des Projektes „Europäische Kulturhauptstadt 2007“ die Möglichkeit dazu, ein dauerhaftes Netzwerk zu erarbeiten.

7. Der IPR spricht sich für eine Verstärkung der Zusammenarbeit im Bereich der musikalischen Ausbildung in der Großregion aus. Er unterstützt das Vorhaben, auch Mainz und Lüttich in die Zusammenarbeit der Konservatorien Luxemburg, Metz/Nancy und Trier miteinzubeziehen. Er fordert dazu auf, eine Gleichwertigkeit der Abschlüsse der Hochschulen im Bereich der Musik anzustreben.

8. Der IPR fordert die Exekutiven der Großregion dazu auf, am Beispiel der Unterstützung für die grenzüberschreitenden Initiativen im Bereich der Musik für die Bürgerinnen und Bürger der Großregion deutlich zu machen, dass die Politik sich das Ziel der weiteren Verstärkung der grenzüberschreitenden Zusammenarbeit in der Großregion zu eigen gemacht hat.

Metz, den 28. Mai 2004



CONSEIL PARLEMENTAIRE INTERREGIONAL
Lorraine – Luxembourg – Rhénanie-Palatinat – Sarre – Wallonie
INTERREGIONALER PARLAMENTARIER-RAT
Lothringen – Luxemburg – Rheinland-Pfalz – Saarland – Wallonien
19, rue du Marché-aux-Herbes, L-1728 Luxembourg Tél.: (352) 46 69 66-1 Fax: (352) 46 69 66-267

Réunion plénière du 28 mai 2004 / Plenarsitzung vom 28. Mai 2004

Prises de position / Stellungnahmen

- Prises de position du Gouvernement du Land de Sarre / *Stellungnahmen der saarländischen Landesregierung*
- Prises de position du Gouvernement du Land de Rhénanie-Palatinat / *Stellungnahmen der Landesregierung von Rheinland-Pfalz*

Avis du Gouvernement du Land de Sarre

relatif à la recommandation du Conseil Parlementaire Interrégional (CPI) en date du 28 mai 2004 :

« Bitburg-Prüm/Eifel, une région modèle »

Le Gouvernement du Land de Sarre accueille très favorablement le concours « Regionen Aktiv – Land gestaltet Zukunft » (Les régions en mouvement – la campagne façonne son avenir). Il estime, comme le CPI, que ce concours se prête bien à assurer aux régions concernées, en action d'ensemble et suivant une coopération ancrée sur le partenariat des acteurs, la promotion et le soutien durable de leur essor économique, de leur avenir écologique, et de leurs projets touristiques et culturels.

Bien que, dans la recommandation du CPI, ne soient développés que les aspects, certes favorables, de la seule « région modèle Bitburg-Prüm/Eifel », le Gouvernement du Land de Sarre souhaite aussi attirer l'attention sur les avantages de la « région modèle Sarre », que le CPI n'a mentionnée qu'à titre d'information.

Sur l'initiative de M. Mörsdorf, Ministre de l'Environnement du Land de Sarre, l'association « Vis-à-Vis - Stadt und Land : Nachbarn mit Zukunft » (Vis-à-vis – Ville et campagne : un voisinage d'avenir) a fait connaître sa candidature. Il s'agit ici, formée pour ce concours, d'une initiative de groupe issue d'associations et d'acteurs – représentant avant tout le monde rural. En font, entre autres, partie : les Landkreis, la Chambre des Métiers, la Chambre d'Agriculture, les associations de protection de l'environnement, ainsi que le Ministère de l'Environnement. Au concours lancé par le Ministère fédéral pour la protection du consommateur, l'alimentation et l'agriculture, la « région Sarre » a été choisie comme l'une des 18 régions modèles. À ce titre, la Sarre est le seul Land qui se présente, dans toute son étendue, en région modèle. Le Ministère fédéral met, pour la réalisation de projets aux perspectives favorables, des moyens financiers à la disposition du Land. Le financement en est exclusivement assuré au niveau fédéral.

L'idée dont s'inspirent les divers projets se résume sous le slogan suivant : « Les voisins nos partenaires d'avenir ». C'est sous cet aspect que l'on doit créer un marché qui, riche de promesses d'avenir, soit conçu dans l'intérêt des consommateurs : des mesures appropriées doivent soutenir, dans la durée, la qualité et la transparence des produits de haute qualité.

On a créé, comme stratégie de développement, le centre « Vis-à-Vis », ainsi que des centres de compétences décentralisés pour la coordination et le soutien du processus prévu. Le centre « Vis-à-Vis » soutient et coordonne les activités dans différents champs d'application, tels que l'orientation du consommateur, l'utilisation des terres et la préservation de l'espace rural, ce qui implique les objectifs suivants : extension et réorientation de l'information au profit du consommateur, promotion de l'agriculture biologique et de l'élevage du bétail approprié à la santé animale, sauvegarde et développement des formes particulièrement durables d'utilisation des

terres et aménagement de chaînes interconnectées de valeur ajoutée au profit du secteur agricole. Le partenariat régional de Sarre a jusqu'à présent créé et lancé, dans différents domaines, plus de 20 sous-projets divers, parmi lesquels : « projets de mise en valeur des pâturages », « voies nouvelles pour l'information des consommateurs », « tourisme », « commercialisation des produits régionaux », « économie forestière » et « formation continue, en Sarre, de guides (pour les visites) et de spécialistes chargés de la protection de la nature et de l'entretien des sites ».

Ce projet-modèle doit venir à expiration au 31.12.2005.

Le Gouvernement du Land de Sarre prie le CPI, ayant pris connaissance des éléments ci-dessus décrits, de bien vouloir apporter un appui tout particulier à la présente initiative.

**Stellungnahme der Regierung des Saarlandes
zu der Empfehlung des Interregionalen Parlamentarier Rates (IPR)
vom 28. Mai 2004
betr.**

"Modellregion Bitburg-Prüm/Eifel"

Die Saarländische Landesregierung begrüßt den Wettbewerb „Regionen Aktiv – Land gestaltet Zukunft“ und hält ihn ebenso wie der IPR für geeignet, die wirtschaftliche, ökologische, touristische und kulturelle Gesamtentwicklung der beteiligten Regionen auf der Grundlage der partnerschaftlichen Kooperation ihrer Akteure nachhaltig zu fördern und dauerhaft zu stabilisieren.

Obwohl in der Empfehlung des IPR nur die positiven Aspekte der Modellregion Bitburg-Prüm/Eifel dargestellt sind, möchte die Saarländische Landesregierung auf die Vorzüge der nur nachrichtlich erwähnten Modellregion Saarland aufmerksam machen.

Auf Initiative des saarländischen Umweltministers Mörsdorf hat sich der Verein „Vis à Vis – Stadt und Land: Nachbarn mit Zukunft“ beworben. Es handelt sich dabei um einen Initiativkreis aus Gruppen und Akteuren – vornehmlich aus dem ländlichen Raum -, der sich eigens für diesen Wettbewerb gebildet hat. Ihm gehören u.a. Landkreise, Handwerkskammer, Landwirtschaftskammer, Umweltverbände und das Umweltministerium an. Bei dem Bundeswettbewerb „Regionen Aktiv – Land gestaltet Zukunft“ wurde die Region „Saarland“ als eine der 18 Modellregionen ausgewählt. Damit ist das Saarland das einzige Bundesland, das mit seiner gesamten Fläche Modellregion ist. Dem Land werden die Mittel vom Bundesministerium für Verbraucherschutz, Ernährung und Landwirtschaft (BMVEL), zur Umsetzung von zukunftsweisenden Projekten, zur Verfügung gestellt. Die Finanzierung wird ausschließlich durch den Bund vorgenommen.

Die Umsetzung der diversen Projekte erfolgt unter dem Leitbild: „Nachbarn werden Partner mit Zukunft“. Unter diesem Aspekt soll ein zukunftsfähiger verbrauchernaher Markt geschaffen werden. Die transparente, nachhaltige Erzeugung hochwertiger Produkte soll durch gezielte Qualifikationsmaßnahmen gestärkt werden.

Entwicklungsstrategie war der Aufbau des Zentrums „Vis à Vis“ sowie dezentrale Kompetenzzentren zur Koordination und Unterstützung des Prozesses. Das Zentrum „Vis à Vis“ unterstützt und koordiniert die Aktivitäten in den verschiedenen Handlungsfeldern, welche die Bereiche Verbraucherorientierung, Landnutzung und Stärkung ländlicher Räume umfassen. Zentrale Ziele sind dabei die „Ausweitung und Neuausrichtung der Verbraucher-Information“, „Förderung des Ökolandbaus und artgerechter Tierhaltung“, „Sicherung und Entwicklung besonders nachhaltiger Landnutzungsformen“ und „Ausbau vernetzter Wertschöpfungsketten“. Bisher wurden mehr als 20 unterschiedliche Teilprojekte in verschiedenen Bereichen von der saarländischen Regionalpartnerschaft initiiert und auf den Weg gebracht. Hierzu zählen: Beweidungsprojekte, Neue Wege der Verbraucherinformation, Tourismus, Vermarktung regionaler Produkte, Holznutzung und Fortbildung saarländischer Gästeführer/in und geprüfter Natur- und Landschaftspfleger.

Das Modellvorhaben wird zum 31.12.2005 auslaufen. Die saarländische Landesregierung bittet den IPR diese Beschreibung zur Kenntnis zu nehmen und ebenfalls positiv zu begleiten.

Avis du Gouvernement du Land de Sarre

relatif à la recommandation du Conseil Parlementaire Interrégional (CPI) Lorraine - Luxembourg - Rhénanie-Palatinat - Sarre - Wallonie en date du 28 mai 2004

« Coopération dans le domaine des bibliothèques, vue sous l'aspect particulier du patrimoine culturel de la Grande Région »

Le Gouvernement du Land de Sarre déclare accueillir très favorablement les recommandations du CPI relatives à la coopération des bibliothèques, recommandations formées en vue de développer encore davantage auprès de la population de la Grande Région la conscience d'une identité culturelle commune issue de ses racines historiques.

Le Gouvernement du Land de Sarre soutient l'échange intensif qui existe depuis 2001 entre les associations professionnelles de bibliothécaires de la Sarre (« Berufsverband Information Bibliothek – BIB , Landesverband Saarland »), de Lorraine (Association des Bibliothécaires Français - abf, Groupe Lorraine) et du Grand-duché de Luxembourg (Association Luxembourgeoise des Bibliothécaires, Archivistes et Documentalistes - ALBAD). Cette coopération a, actuellement, débouché sur un résultat concret : l'élaboration d'un guide des bibliothèques de la Grande Région. Les données qui y sont contenues ne se composent pas seulement d'adresses, mais livrent aussi des informations utiles sur l'importance des collections, l'animation culturelle et les points forts présentés par les bibliothèques respectives. Depuis octobre 2004, ce guide bilingue, en version provisoire, peut être consulté sur le site du serveur culturel (<http://www.kultur-saarlorlux.saarland.de/biblio/index.html>) attribué au Ministère du Land de Sarre pour l'éducation, la culture et la recherche.

La coopération des bibliothèques fera, à partir de 2005, l'objet d'une intégration progressive dans le portail culturel de la Grande Région, ce portail devant être réalisé dans le cadre d'une initiative commune de tous les partenaires de la Grande Région, au titre des fonds INTERREG III C - e-bird.

L'expression d'une opinion publique interrégionale qui sera informée, de façon complète et actuelle, sur le travail culturel transfrontalier, sera interprétée comme un pas important en direction de la formation d'une identité commune de la Grande Région, comme une avancée essentielle vers un espace culturel commun.

Stellungnahme der Regierung des Saarlandes

**zu der Empfehlung des Interregionalen Parlamentarier-Rates (IPR)
Lothringen - Luxemburg - Rheinland-Pfalz - Saarland – Wallonien
vom 28. Mai 2004 betr.**

„ Zusammenarbeit im Bereich der Bibliotheken unter besonderer Berücksichtigung des kulturellen Erbes der Großregion“

Die saarländische Landesregierung begrüßt die Empfehlungen des IPR bezüglich der Kooperation der Bibliotheken, um bei der Bevölkerung der Großregion das Bewusstsein für die gemeinsamen kulturellen und historischen Wurzeln zu stärken.

Die saarländische Landesregierung unterstützt den regen Austausch, der seit 2001 zwischen den Personalverbänden der Bibliotheksmitarbeiter im Saarland (Berufsverband Information Bibliothek - BIB, Landesverband Saarland), in Lothringen (Association des Bibliothécaires Français - abf, Groupe Lorraine) und im Großherzogtum Luxemburg (Association Luxembourgeoise des Bibliothécaires, Archivistes et Documentalistes - ALBAD) existiert. Als greifbares Ergebnis der Zusammenarbeit wird zur Zeit ein Bibliotheksführer der Großregion erarbeitet. Der Datenbestand beinhaltet neben den reinen Adressdaten auch Angaben zu inhaltlichen Themen wie Bestandsgröße, Veranstaltungsarbeit und inhaltliche Profile der Bibliotheken.

Seit Oktober 2004 ist der zweisprachige Bibliotheksführer in einer vorläufigen Version auf den Seiten des Kulturservers des Ministeriums für Bildung, Kultur und Wissenschaft des Saarlandes abrufbar (<http://www.kultur-saarlorlux.saarland.de/biblio/index.html>).

Die Kooperation der Bibliotheken wird ab 2005 schrittweise in das Kulturportal der Großregion, das durch die gemeinsame Initiative aller Partner der Großregion mit Interreg III C - e-Bird - Mitteln realisiert wird, einbezogen.

Die Schaffung einer interregionalen Öffentlichkeit, die umfassend und aktuell über die grenzüberschreitende Kulturarbeit informiert wird, wird als wichtiger Schritt für das Zusammenwachsen der Großregion zu einem gemeinsamen Kulturraum erachtet.

Avis du Gouvernement du Land de Sarre

relatif à la recommandation du Conseil Parlementaire Interrégional (CPI) Lorraine - Luxembourg - Rhénanie-Palatinat - Sarre - Wallonie en date du 28 mai 2004

« Coopération, en région Saar-Lor-Lux, dans le domaine de la musique »

La Sarre a, en raison de son histoire et de sa situation géographique, des obligations de nature particulière en ce qui s'applique à l'Europe et à la coopération transfrontalière. Une identité commune n'est possible que là où existe l'expression d'une vie publique commune. C'est ainsi que, avec le développement de la « vision d'avenir 2020 », on a considéré que la création, par un travail culturel transfrontalier, d'une expression de vie publique interrégionale constituait un pas essentiel en direction de la formation d'une identité propre à la Grande Région, vers un espace culturel commun.

La recommandation adoptée par le CPI apporte un complément à ces délibérations et souligne l'importance des activités de coopération transfrontalière dans le domaine de la musique, justement en ce qui s'applique au projet « Luxembourg et la Grande Région - Capitale Européenne de la Culture 2007 ». Le CPI reconnaît, entre autres, la qualité du projet de coopération entre les conservatoires de musique de la Grande Région (entre la « Hochschule für Musik Saar » et les conservatoires de Lorraine et du Luxembourg, qui depuis 1993 animent l'orchestre Saar-Lor-Lux et associeront à leurs activités, à partir de 2005, des partenaires de Rhénanie-Palatinat et de Wallonie. En extension, le projet, qui était initialement limité à la formation d'un orchestre symphonique étudiant, doit être converti en un réseau professionnel de communication et d'organisation, ce réseau étant appelé à devenir un organe d'harmonisation de la formation dans le cadre de la Grande Région. Les musiciens, et aussi le public, doivent pouvoir vivre ce que la Grande Région représente comme espace homogène de formation musicale et de création artistique.

Le CPI attire en même temps l'attention sur la nécessité d'améliorer l'information transfrontalière portant sur l'offre culturelle. Dans ce domaine, le portail culturel de la Grande Région, qui sera réalisé à partir de 2005, à l'initiative commune de tous les partenaires de la Grande Région, grâce également au projet e-bird, soutenu au titre d'INTERREG III C, apportera des améliorations décisives.

Les partenaires ont par ailleurs parfaitement conscience de la nécessité d'une amélioration des conditions générales, sur le plan des finances, de l'administration et de l'organisation, en ce qui s'applique aux projets transfrontaliers. Cette question fera l'objet d'un examen approfondi dans le cadre de la préparation des activités s'appliquant au projet « Luxembourg et la Grande Région – Capitale Européenne de la Culture 2007 ».

Stellungnahme der Regierung des Saarlandes

**zu der Empfehlung des Interregionalen Parlamentarier-Rates (IPR)
Lothringen - Luxemburg - Rheinland-Pfalz - Saarland – Wallonien
vom 28. Mai 2004 betr.**

"Zusammenarbeit in der Saar-Lor-Lux - Region im Bereich der Musik"

Das Saarland ist Europa und der grenzüberschreitenden Zusammenarbeit aufgrund seiner Geschichte und seiner geographischen Lage in besonderer Weise verpflichtet. Eine gemeinsame Identität ist nur dort möglich, wo es eine gemeinsame Öffentlichkeit gibt. So wurde auch bei der Entwicklung des Zukunftsbildes 2020 die Schaffung einer interregionalen Öffentlichkeit durch grenzüberschreitende Kulturarbeit als wichtiger Schritt für das Zusammenwachsen der Großregion zu einem gemeinsamen Kulturraum herausgestellt.

Die vom IPR verabschiedete Empfehlung ergänzt diese Beratungen und unterstreicht die Bedeutung grenzüberschreitender Kooperationen im Bereich der Musik gerade auch im Hinblick auf die Aktion "Luxemburg und die Großregion - Kulturhauptstadt 2007". Der IPR würdigt u.a. die Arbeit der Hochschule für Musik Saar und der Konservatorien aus Lothringen und Luxemburg, die seit 1993 das grenzüberschreitende Projekt SaarLorLux Orchester durchführen und ab 2005 Partner aus Rheinland-Pfalz und Wallonien einbeziehen werden. Im erweiterten Kreis soll das ursprünglich auf die Bildung eines studentischen Sinfonieorchesters begrenzte Projekt zu einem professionellen Netzwerk der Kommunikation und Organisation ausgebaut werden, das langfristig zu einer Harmonisierung der Ausbildung innerhalb der Großregion führt. Musiker und Musikerinnen aber auch das Publikum sollen die Großregion als homogenen Raum der Ausbildung und des künstlerischen Schaffens erleben.

Der IPR weist gleichzeitig auf die Notwendigkeit hin, die grenzüberschreitende Information über Kulturangebote zu verbessern. Hier wird das „Kulturportal der Großregion“, das durch die gemeinsame Initiative aller Partner der Großregion ebenfalls mit Interreg III C - e-Bird - Mitteln ab 2005 realisiert wird, entscheidende Verbesserungen bewirken.

Die darüber hinaus angesprochene Notwendigkeit einer Verbesserung der finanziellen, administrativen und organisatorischen Rahmenbedingungen für grenzüberschreitende Projekte ist den Partnern bewusst und wird im Rahmen der Vorbereitung der Aktion „Luxemburg und die Großregion - Europäische Kulturhauptstadt 2007“ geprüft.

Avis du Gouvernement du Land de Rhénanie-Palatinat relatif aux recommandations du Conseil Parlementaire Interrégional

en date du 28 mai 2004 à Metz

1. **Coopération en région Saar-Lor-Lux dans le domaine de la musique**
2. **Coopération dans le domaine des bibliothèques,
vue sous l'aspect particulier du patrimoine culturel de la Grande Région**
3. **« Bitburg-Prüm/Eifel, une région modèle »**

1. Coopération en région Saar-Lor-Lux dans le domaine de la musique

Le Gouvernement du Land considère que les activités culturelles constituent la base indispensable de toute croissance économique, celles-ci influant particulièrement sur le développement régional et sur toute politique à caractère préventif dans le domaine de l'emploi. Les activités culturelles sont de nature à soutenir en effet la politique d'encouragement à l'emploi, tout en étant un facteur non négligeable du développement régional qu'il s'agit en particulier, au niveau de la coopération transfrontalière, de poursuivre, également au-delà de l'année 2006, avec les aides financières de l'Union Européenne fournies au titre du Fonds européen de développement régional (FEDER) et de l'initiative communautaire INTERREG.

Comme convenu, l'association transfrontalière pour la préparation du programme « Luxembourg et la Grande Région, Capitale Européenne de la Culture 2007 » a été créée à Luxembourg, le 18 juin 2004. Cette association, où M. Holkenbrink et le Dr Blinn représentent respectivement la ville de Trèves et la Rhénanie-Palatinat, a pour objet l'exécution des activités transfrontalières à caractère culturel dans le cadre des manifestations de la « Capitale Européenne de la Culture 2007 ».

Les cinq régions partenaires de la Grande Région se sont vues attribuées au titre du projet-cadre de développement régional e-bird (e-based interregional development) financé par l'initiative communautaire INTERREG III C des subventions destinées à la création d'un portail culturel commun (chiffre 3 de la recommandation). Cette mesure-cadre vise à toucher tous les groupes sociaux de la Grande Région et de les sensibiliser à ce qui existe dans ce domaine de coopération interrégional, ceci afin de conforter leur caractère identitaire et leurs sentiments communautaires.

Or, eu égard au programme culturel à venir prévu dans le cadre de la « Capitale Européenne de la Culture 2007 », c'est justement dans ce domaine culturel qu'apparaît la nécessité de créer un tel portail Internet. Ce portail est destiné à recueillir les informations existantes dans les cinq régions partenaires, à les regrouper et traiter en vue de créer le portail culturel de la Grande Région sous le mot-clé suivant : « mieux se connaître - mieux coopérer – mieux travailler ». Le caractère plurilingue du portail constitue une extension de l'offre proposée, pour attirer aussi davantage de touristes intéressés par les manifestations culturelles. La Rhénanie-Palatinat apportera sa collaboration au portail culturel

sous la forme d'un agenda culturel, d'un calendrier des manifestations et d'une bourse-projets.

Il est prévu, en ce qui s'applique à la reconnaissance de l'équivalence des diplômes relevant du domaine des conservatoires de musique (chiffre 7 de la recommandation), d'en débattre avec les institutions compétentes.

Il faut cependant attirer l'attention sur le fait qu'un certain nombre d'autres points concernant les recommandations du Conseil Parlementaire Interrégional supposent la mise en place de moyens financiers, ce qui n'est actuellement pas le cas.

2. Coopération dans le domaine des bibliothèques, vue sous l'aspect particulier du patrimoine culturel de la Grande Région

Le Gouvernement du Land de Rhénanie-Palatinat accueille très favorablement les recommandations portant sur la coopération dans le domaine des bibliothèques, vue sous l'aspect particulier du patrimoine culturel de la Grande Région. Des expositions communes, telles que « libri Europae », prouvent que la coopération est bien avancée entre la Bibliothèque nationale de Luxembourg, la Bibliothèque municipale de Metz et la « Stadtbibliothek Trier » (Bibliothèque municipale de Trèves). Cette gouvernance est de nature à perpétuer le patrimoine culturel de la « Stadtbibliothek Trier », avec ses richesses et raretés, présentées dorés et déjà dans un cahier thématique de la revue « Lebendiges Rheinland-Pfalz » (La Rhénanie-Palatinat vivante).

Le Gouvernement du Land aide, au moyen de subventions annuelles octroyées en fonction des fonds budgétaires affectés, la « Stadtbibliothek Trier » à sauvegarder ce patrimoine culturel, celle-ci assurant l'exécution des opérations de restauration et de traitement numérique. À vrai dire, il n'est pas possible d'augmenter, dans un proche avenir, le volume des subventions annuelles jusqu'à présent octroyées.

3. « Bitburg-Prüm/Eifel, une région modèle »

Le Gouvernement du Land de Rhénanie-Palatinat accueille très favorablement la recommandation du Conseil Parlementaire Interrégional au sujet de l'initiative « Bitburg-Prüm/Eifel, région modèle ». La Rhénanie-Palatinat fait sienne la conception y figurant suivant laquelle il convient, en focalisant les différentes

activités, de promouvoir de nouvelles qualités identitaires régionales et autres facteurs favorables au développement continu de la Région.

Le Landkreis Bitburg-Prüm et le parc naturel Südeifel (Eifel du sud) ont, en 2001, se constituant en « région » - parmi plus de 200 autres en Allemagne, participé à l'ouverture du concours « Regionen aktiv – Land gestaltet Zukunft » (Les régions en mouvement - la campagne façonne son avenir), organisé par le Ministère fédéral de la protection du consommateur, de l'alimentation et de l'agriculture, concours auquel 18 « régions modèles » choisies devaient montrer quelles nouvelles voies étaient possibles dans le domaine du développement rural et déterminer comment les exigences du consommateur posées au monde agricole, pouvaient, mieux que jusqu'à présent, être prises en compte.

Sur le fond de la réorientation de la politique du secteur agricole et de la protection des consommateurs interviennent ici, au centre des intérêts en présence, les facteurs suivants : l'importance accrue des dispositions préventives destinées à assurer la protection du consommateur, une meilleure prise en compte des critères de qualité dans la production agricole, l'accroissement de la valeur ajoutée créée au niveau régional) et de l'extension de l'emploi dans le secteur agricole régional, ainsi que le renforcement des mesures de protection de la nature, des espaces naturels et de la variété des espèces, ainsi que l'intensification des efforts en vue de la préservation des ressources estimées limitées. Les régions modèles doivent, avec leurs idées innovantes, servir d'exemples à suivre dans la perspective d'un développement rural intégré et de l'établissement de relations vivantes entre la ville et la campagne. À ce sujet, le ministère fédéral apporte aux 18 régions concernées, durant la période de 2002 à 2005, des aides financières, d'un montant de 45 millions d'euros au moins. Or, les subventions octroyées ne serviront pas au financement de projets isolés, sans rapport entre eux, mais elles sont exclusivement destinées à la réalisation concrète des stratégies élaborées au niveau de la région dans le cadre de partenariats.

Dans la région de l'Eifel, ce sont environ 30 acteurs, issus de tous les secteurs représentatifs concernés par le développement de l'économie rurale (Rhénanie-Palatinat et Rhénanie-du-Nord-Westphalie) qui se sont associés en un « Groupement de développement régional » posant ainsi les fondations des constructions qu'ils ont, à long terme, décidé de bâtir pour l'avenir de leurs régions partenaires. En sa qualité de personne morale de droit public,

l'administration du Landkreis de Bitburg-Prüm assume la responsabilité de l'exécution des procédures financières et de la gestion technique du budget.

La stratégie du concept de développement régional du Landkreis Bitburg-Prüm/Parc naturel de l'Eifel du Sud, tel qu'il a été présenté au concours, est centrée sur la promotion d'un label régional, le label « EIFEL », pour les produits de qualité et les prestations de service de l'ensemble de l'espace naturel de l'Eifel (avec, en tout, huit Landkreise des Länder de Rhénanie-du-Nord-Westphalie et de Rhénanie-Palatinat). C'est grâce à ce concept, concrétisant pour la première fois l'introduction nouvelle d'un véritable label régional, que l'Eifel a été finalement en 2002 choisie par le Ministère fédéral comme l'une des 18 régions modèles d'Allemagne.

Le label « EIFEL » doit, d'une part, aider les habitants à s'identifier avec leur région, et, d'autre part, permettre aux consommateurs et visiteurs de mieux reconnaître l'origine des produits et prestations de service proposés dans l'Eifel, l'objectif fixé étant que les produits, qu'ils soient livrés par les exploitations agricoles et forestières à l'état brut, ou qu'ils soient proposés à la vente après traitement et transformation, puissent en fin de compte, grâce à leur identification à l'image de marque « EIFEL », valoriser davantage la région, et, avant tout, apporter aux producteurs un revenu plus élevé.

La grande variété des produits et des spécialités régionales de haute qualité, ainsi que la bonne image de marque « EIFEL » dans son environnement géographique (Cologne, Bonn, Düsseldorf, Aix-la-Chapelle, Coblenche, Trèves, Luxembourg), doit servir à assurer durablement l'avenir de la région de l'Eifel, avec son espace naturel aux produits de haute qualité et ses extraordinaires paysages, lieux privilégiés de vacances et d'activités sportives ou culturelles.

En première phase du projet-modèle ont été jusqu'à présent définis et arrêtés les principes et éléments de base s'appliquant à la nouvelle marque « EIFEL », entre autres : le logo représentant la marque, la protection légale de la marque, la mise en pratique d'une stratégie commerciale cohérente, le préambule de la revendication de marque, les dispositions réglementaires et contractuelles quant à l'exploitation de la marque, ainsi que la question des redevances de licence provisoires. Ont alors été aussi, suivant les avis des « commissions d'évaluation de la qualité », définis les critères s'appliquant aux produits et prestations de services sous appellation « Eifel ». Le recours à des experts et à des personnes de sens pratique, délibérant en commissions, a permis de définir jusqu'à présent un certain nombre de critères quant à la qualité de divers produits, à savoir :

viande de porc, jambons, viande de bœuf par animaux en pâturage ou à l'herbage, spécialités et préparations du charcutier, viande d'agneau, céréales, farine, pain, miel, produits fromagers biologiques, fruits à noyau d'arbres sur prés, jus de pomme, ainsi que bois et meubles.

Avec les produits « EIFEL », le consommateur doit avoir la garantie d'une haute qualité et d'une parfaite transparence, dans toute la chaîne de production ou des prestations de services, et avoir la certitude que cette appellation correspond bien à une origine régionale définie suivant des limites géographiques précises : l'espace naturel de l'Eifel, s'étendant aux Länder de Rhénanie-Palatinat et de Rhénanie-du-Nord-Westphalie. Et, en fin de compte, il faut s'attendre à ce que cette garantie des modes d'exploitation ou de transformation, essentiels à la mise en valeur de l'espace naturel, contribue également au développement de la région de l'Eifel, avec ses paysages empreints de l'héritage d'une longue tradition.

La deuxième phase (à partir de 2004) doit porter sur le développement des structures centrales de commercialisation et de distribution et, en vue du positionnement du label « EIFEL », sur le lancement d'une vaste campagne publicitaire pour les produits, l'objectif final étant d'informer et de convaincre le consommateur.

La mise en œuvre organisationnelle des opérations devant assurer une gestion durable de cette marque - aussi au-delà du présent projet-modèle courant sur quatre ans, et indépendamment des frontières -, a fait l'objet d'une institutionnalisation dans le cadre d'une société ayant quatre secteurs-clés pour piliers : économie agricole et forestière, artisanat de transformation, parcs naturels, et tourisme. C'est à cet effet que fut créée, en mars 2004, la société « Regionalmarke EIFEL GmbH », avec pour associés : les associations représentant respectivement les agriculteurs et les artisans des Kreis de l'Eifel, la société « Eifel Tourismus GmbH », ainsi que les deux parcs naturels « Eifel du Nord » et « Eifel du Sud »). Cette société exécute déjà les transactions sur l'attribution du label « EIFEL » aux premiers titulaires de licence.

Les recommandations du Conseil Parlementaire Interrégional, en concordance avec les objectifs du projet, font, de la part du Gouvernement du Land, l'objet d'un accueil particulièrement favorable. Il semble que le projet se prête tout spécialement à promouvoir la commercialisation et la notoriété des « produits types » régionaux, à encourager le développement du tourisme dans la région, et ainsi, à contribuer, sur un plan général, à la création de richesses.

Le financement a lieu par moyens fournis au niveau fédéral ainsi que par aides complémentaires à la charge des communes. Il n'est pas prévu que le Gouvernement du Land y apporte sa participation financière.

En complément du présent avis, il convient de former les remarques suivantes :

La Direction du Land des « Eaux et Forêts » a, dans le projet « Regionen aktiv » (les régions en mouvement), délégué ses représentants (organismes des « Eaux et Forêts » et associations locales de sylviculture) au Groupement de développement régional cité plus haut. Le champ d'action attribué au projet « Regionen aktiv » intéresse la commercialisation des produits régionaux dans le cadre du système de coordination relevant de l'appellation « EIFEL ». En ce qui s'applique en particulier à la filière bois, il faut tenir compte des flux commerciaux qui existent au niveau international : ne restent donc plus ouverts, avec le bénéfice de l'appellation « EIFEL », pour la commercialisation de la « matière première bois », que des marchés de niche relativement restreints. C'est le cas, pour l'essentiel, des produits suivants : bois de menuiserie, bois pour aménagement intérieur et parquetage, ainsi que, dans le domaine du bois-énergie, du bois de feu, bois fendus et pellets.

Pour les travaux à venir du groupement de développement régional, avec la collaboration des responsables de l'administration des Eaux et Forêts, on attachera une plus grande attention à l'action publicitaire en vue d'accroître la consommation de bois.

L'administration responsable de la gestion territoriale des ressources en eaux a, au cours des précédentes années, grâce à une aide financière importante, contribué à la création des conditions d'infrastructure nécessaires à la bonne exécution du service des eaux et à la construction de stations d'épuration des eaux d'égout, ce qui a permis d'assurer la progression de l'Eifel sur la voie d'une région modèle à citer en exemple. Seront aussi créées, les années à venir, avec les aides financières du Land, les stations d'épuration encore manquantes dans les communes, arrondissements municipaux et quartiers de grandeur modeste, et ce afin, en particulier, de faire effort dans le domaine du tourisme.

**Stellungnahme der Landesregierung zu den Empfehlungen des
Interregionalen Parlamentarier-Rats vom 28. Mai 2004 in Metz**

- 1. Zusammenarbeit in der Saar-Lor-Lux-Region im Bereich der Musik**
- 2. Zusammenarbeit im Bereich der Bibliotheken unter besonderer Berücksichtigung des kulturellen Erbes der Großregion**
- 3. Modellregion Bitburg-Prüm/Eifel**

1. Zusammenarbeit in der Saar-Lor-Lux-Region im Bereich der Musik

Für die Landesregierung sind kulturelle Aktivitäten eine unverzichtbare Basis für jedes wirtschaftliche Wachstum und daher wesentliche Elemente der regionalen Entwicklung und jeder präventiven Beschäftigungspolitik. Sie leisten einen aktiven Beitrag zur Förderung der Beschäftigungsfähigkeit und sind zugleich ein nicht zu übersehender Faktor in der Regionalförderung. Diese gilt es insbesondere im Bereich der grenzüberschreitenden Zusammenarbeit auch nach 2006 mit Hilfe der EU-Mittel im Rahmen des Europäischen Regionalfonds (EFRE) und der Gemeinschaftsinitiative INTERREG fortzusetzen.

Vereinbarungsgemäß wurde der grenzüberschreitende Verein zur Vorbereitung des Programms "Luxemburg und die Großregion, Kulturhauptstadt Europas 2007" am 18. Juni 2004 in Luxemburg gegründet, in dem die Herren Holkenbrink für die Stadt Trier und Dr. Blinn für das Land Rheinland-Pfalz vertreten sind. Der Verein hat die Aufgabe, die Koordination der grenzüberschreitenden kulturellen Aktivitäten, die im Rahmen der europäischen Kulturhauptstadt 2007 vorgeschlagen werden, durchzuführen.

Im Rahmen des aus der EU-Gemeinschaftsinitiative INTERREG III C geförderten regionalen Rahmenprojektes (RFO) e-BIRD (e-Based Inter Regional Development) ist ein Antrag der fünf Partnerregionen der Großregion zur Erstellung eines gemeinsamen Kulturportals (Ziffer 3 der Empfehlung) genehmigt worden. Diese Rahmenmaßnahme verfolgt das Ziel, alle Bevölkerungsgruppen der Großregion zu erreichen und sie für die Realität in diesem interregionalen Kooperationsgebiet zu sensibilisieren. Auf diese Weise soll die Identität und das Zugehörigkeitsgefühl der Großregion verstärkt werden.

Gerade im Hinblick auf das zukünftige Kultur-Programm für die Europäische Kulturhauptstadt "Luxemburg und die Großregion 2007" ist es notwendig, im Kulturbereich ein solches Internet-Portal zu erstellen. Ziel des Portals ist es, die bestehenden Informationen der fünf Partnerregionen zu bündeln, zusammenzuführen und für ein Kulturportal der Großregion unter dem Schlagwort: "Besser kennenlernen - Besser zusammenarbeiten - Besser arbeiten" aufzubereiten. Die Mehrsprachigkeit des Portals ist ein weiteres Angebot, das insbesondere auch Kulturtouristen ansprechen wird. Der rheinland-pfälzische Beitrag zum Kulturportal wird eine Kulturagenda, einen Veranstaltungskalender und eine Projektbörse umfassen.

Hinsichtlich der Anerkennung der Gleichwertigkeit der Abschlüsse im Musikhochschulbereich bzw. der Konservatorien (Ziffer 7 der Empfehlung) ist eine Erörterung mit den entsprechenden Institutionen vorgesehen.

Hinzuweisen ist allerdings darauf, dass einige weitere Punkte der Empfehlungen des Interregionalen Parlamentarier-Rates die Verfügbarkeit finanzieller Mittel voraussetzen, die gegenwärtig nicht gegeben ist.

2. Zusammenarbeit im Bereich der Bibliotheken unter besonderer Berücksichtigung des kulturellen Erbes der Großregion

Die Empfehlungen zur Zusammenarbeit im Bereich der Bibliotheken unter besonderer Berücksichtigung des kulturellen Erbes der Großregion werden von der rheinland-pfälzischen Landesregierung begrüßt. Gemeinsame Ausstellungen wie "libri Europae" dokumentieren, dass die Kooperation zwischen der Nationalbibliothek Luxemburg, der Stadtbibliothek Metz und der Stadtbibliothek Trier bereits weit vorangeschritten ist. Dies dient auch in besonderer Weise dem Erhalt des kulturellen Erbes der Stadtbibliothek Trier mit ihren einmaligen Schätzen, wie sie jetzt auch ein Themenheft der Zeitschrift "Lebendiges Rheinland-Pfalz" präsentiert.

Die Landesregierung unterstützt die Stadtbibliothek Trier zum Erhalt dieses kulturellen Erbes für dessen Restaurierung und Digitalisierung nach Maßgabe der zur Verfügung stehenden Haushaltsmittel mit jährlichen Zuschüssen. Eine Erhöhung der bisherigen Zuschüsse ist allerdings auf absehbare Zeit nicht möglich.

3. Modellregion Bitburg-Prüm/Eifel

Die Empfehlung des Interregionalen Parlamentarier Rates zur Modellregion Bitburg-Prüm/Eifel wird von der rheinland-pfälzischen Landesregierung grundsätzlich begrüßt. Die darin enthaltene Feststellung, über die Bündelung unterschiedlicher Aktivitäten neue regionale Identitäten zu stiften und eine stabile Weiterentwicklung der Region anzustreben, wird von Rheinland-Pfalz mitgetragen.

Der Landkreis Bitburg-Prüm und der Naturpark Südeifel haben sich 2001 als eine von über 200 Regionen in Deutschland an der Ausschreibung des Wettbewerbs „REGIONEN AKTIV – Land gestaltet Zukunft“ des Bundesministeriums für Verbraucherschutz, Ernährung und Landwirtschaft

(BMVEL) beteiligt, bei dem 18 ausgewählte Modellregionen zeigen sollen, welche neuen Wege in der ländlichen Entwicklung möglich sind und wie die Anforderungen der Bevölkerung an die Landwirtschaft stärker als bisher berücksichtigt werden können.

Vor dem Hintergrund der Neuausrichtung der Agrar- und Verbraucherpolitik stehen dabei die gewachsene Bedeutung des vorsorgenden Verbraucherschutzes, die stärkere Qualitätsorientierung der landwirtschaftlichen Erzeugung, die Steigerung der regionalen Wertschöpfung und Beschäftigung sowie der Schutz von Natur, Landschaft und Artenvielfalt und die Stärkung endlicher Ressourcen im Zentrum des Interesses. Die Modellregionen sollen mit ihren innovativen Ideen zu Vorbildern für eine integrierte ländliche Entwicklung und funktionierende Stadt-Land-Beziehung werden. Hierbei werden die 18 Regionen im Zeitraum von 2002 bis 2005 durch das BMVEL mit insgesamt mindestens 45 Mio. Euro unterstützt. Die Fördermittel des BMVEL werden dabei nicht für die Finanzierung einzelner, voneinander isolierter Projekte, sondern für die Umsetzung der in der Region partnerschaftlich erarbeiteten Strategien bereitgestellt.

In der Region Eifel haben sich rund 30 Akteure aus allen relevanten Bereichen der ländlichen Entwicklung (Rheinland-Pfalz und Nordrhein-Westfalen) zu einer so genannten „Regionalen Entwicklungsgruppe“ zusammengeschlossen und damit den Grundstock dafür gelegt, dass sie langfristig die Zukunft ihrer Regionen mitgestalten. Als öffentlich-rechtliche Körperschaft übernimmt die Kreisverwaltung Bitburg-Prüm die finanz- und haushaltsrechtstechnische Abwicklung.

Zentrale Strategie des als Wettbewerbsbeitrag vorgelegten regionalen Entwicklungskonzeptes des Landkreises Bitburg-Prüm/Naturpark Südeifel ist die Entwicklung einer Regionalmarke EIFEL für Qualitätsprodukte und touristische Dienstleistungen aus dem gesamten Naturraum Eifel (mit insgesamt acht Landkreisen innerhalb der Länder Nordrhein-Westfalen und Rheinland-Pfalz). Mit diesem Konzept einer ersten echten Regionalmarke wurde die Eifel schließlich 2002 vom BMVEL als eine von 18 Modellregionen in Deutschland ausgewählt.

Die Marke EIFEL soll die Identifizierung der Bewohner mit ihrer Region einerseits und die Identifizierung von Verbrauchern und Gästen mit Produkten und Dienstleistungen der Eifel andererseits erleichtern. Damit soll erreicht werden, dass die aus der Land- und Forstwirtschaft stammenden Rohwaren

bzw. ihre Veredelungsprodukte, verbunden mit dem Image der Eifel, eine höhere Wertschöpfung für die Region insgesamt und vor allem eine höhere Wertschöpfung für die Erzeuger erbringen.

Die große Vielfalt an qualitativ hochwertigen Erzeugnissen und regionalen Spezialitäten sowie das gute Image der Eifel in ihrem Umfeld (Köln, Bonn, Düsseldorf, Aachen, Koblenz, Trier, Luxemburg) soll genutzt werden, um die Nachfrage nach der Region Eifel als Naturraum mit hoher Produktqualität und außergewöhnlicher Freizeit- und Urlaubslandschaft dauerhaft zu sichern.

In der ersten Phase des Modellvorhabens wurden bisher wichtige Grundlagen für die neue Marke EIFEL entwickelt und beschlossen, wie u.a. das Markenlogo, der Markenschutz, der einheitliche Marktauftritt, eine Markenpräambel, Markennutzungsordnung und -verträge sowie vorläufige Lizenzgebühren. Ebenso wurden unter Berufung von Qualitätsausschüssen die Kriterien für Produkte und Dienstleistungen der Marke EIFEL definiert. Unter Hinzuziehung von beratenden Experten und Praktikern sind so bisher Qualitätskriterien für verschiedene Produkte (Schweinefleisch, Schinken, Weide-Rindfleisch, Wurstspezialitäten, Lammfleisch, Getreide, Mehl, Brot, Honig, Biokäse, Streuobst, Apfelsaft sowie Holz und Möbel) festgelegt worden.

Die Produkte der Marke EIFEL sollen dem Verbraucher somit eine hohe Qualität und Transparenz in der gesamten Produktionskette bzw. Dienstleistungskette und die regionale Herkunft aus dem räumlich definierten Naturraum Eifel (Rheinland-Pfalz und Nordrhein-Westfalen) garantieren. Und schließlich soll die Gewährleistung einer naturraumrelevanten Bewirtschaftung oder Verarbeitung auch zur Weiterentwicklung der traditionell gewachsenen, attraktiven Kulturlandschaft Eifel beitragen.

In der zweiten Phase (seit 2004) werden zentrale Vermarktungs- und Vertriebsstrukturen aufgebaut und eine umfassende produktabhängige Verbraucherinformations- und Bewusstseinskampagne zur Positionierung der Marke EIFEL gestartet.

Die organisatorische Umsetzung einer dauerhaften Markenführung – auch über das vierjährige Modellvorhaben hinaus und unabhängig von Landesgrenzen – wird durch eine Gesellschaft mit den vier Säulen Land- und Forstwirtschaft, verarbeitendes Handwerk, Naturparke und Tourismus institutionalisiert. Hierzu wurde im März 2004 die „Regionalmarke EIFEL GmbH“ mit den Kreisbauernverbänden der Eifel, den Kreishandwerkerschaften der Eifel, der

Eifel Tourismus GmbH sowie den beiden Naturparks Nord- und Südeifel als Gesellschaftern gegründet, welche nun die Markenvergabe an die ersten Lizenznehmer abwickelt.

Die Empfehlungen des Interregionalen Parlamentarier-Rates gehen konform mit den Projektzielen und werden von Seiten der Landesregierung begrüßt. Das Projekt erscheint geeignet, um die Vermarktung und den Bekanntheitsgrad der regionaltypischen Produkte der Eifel zu fördern, den Tourismus in der Region zu stärken und somit zu einer Erhöhung der Wertschöpfung im Allgemeinen beizutragen.

Die Finanzierung erfolgt über Bundesmittel sowie über komplementäre Mittel aus den Kommunen. Eine finanzielle Beteiligung der Landesregierung ist nicht vorgesehen.

Ergänzend ist anzumerken:

Der Bereich Landesforsten hat in dem Projekt „Regionen aktiv“ seine Vertreter (Forstamt bzw. Vorsitzende der örtlichen Waldbauvereine) in den Ausschuss „Regionale Entwicklungsgruppe“ entsandt. Das hauptsächliche Handlungsfeld von „Regionen aktiv“ ist die Vermarktung regionaler Produkte unter der Dachmarke EIFEL. Für das Produkt Holz existieren internationale Handlungsströme, so dass für die Nutzung des Rohstoffes Holz unter der Dachmarke EIFEL nur kleinere Nischenmärkte verbleiben. Dies sind im wesentlichen: Schreinerholz, Holz für Innenausbau und Parkett sowie Brennholz, Hackschnitzel und Pellets aus dem Bereich Energieholz.

In der künftigen Mitarbeit von Landesforsten in der „Regionalen Entwicklungsgruppe“ wird dem Handlungsfeld „Werbung für mehr Holzverbrauch“ mehr Aufmerksamkeit geschenkt werden.

Der Fachbereich Wasserwirtschaftsverwaltung hat in den vergangenen Jahren durch eine hohe finanzielle Förderung dazu beigetragen, dass die infrastrukturellen Voraussetzungen - Sicherung der Wasserversorgung und Herstellung von Abwasserbeseitigungsanlagen - geschaffen und somit eine stabile Weiterentwicklung der Eifel zu einer wegweisenden Modellregion gesichert wurden. Auch in den kommenden Jahren werden in kleineren Gemeinden und Ortsteilen durch finanzielle Hilfen des Landes die noch fehlenden Abwasserbeseitigungsanlagen, die Voraussetzung für eine Weiterentwicklung insbesondere auch im touristischen Bereich sind, geschaffen.